

## L'ASCENSION DU JAPON

RICHESSSE, PUISSANCE  
ET RESPONSABILITÉS  
DANS UN MONDE  
TOURMENTÉ

*Table ronde internationale*

*Ryukichi Imai*

*Hisanori Isomura*

*Seizabro Sato*

*Akihiko Tanaka*



**John Badgley**  
La junte du  
Myanmar ou  
l'agonie birmane.

**Edgar Dosman et  
John Kirk**  
Cuba :  
toujours fidèle ?

**Abdelhamid  
Gmati**  
La lutte  
anti-intégriste  
au Maghreb.

**David Runnalls**  
De l'importance  
du Sommet  
de la Terre  
du mois de juin.

**Susan Greenberg**  
Lettre de Prague.  
**Frédéric Bozo**  
Définir une  
politique de défense  
en France.

16012



Dans le présent numéro :

# PAIX ET SÉCURITÉ

## Bureau de rédaction :

Nancy Gordon, *Présidente*  
David Cox  
Charlotte Gray  
Mark A. Heller  
Madeleine Poulin

## Rédacteur en chef :

Michael Bryans

## Rédactrice en chef adjointe :

Hélène Samson

## Rédacteur de la chronique des livres français :

Jocelyn Coulon

## Agent de la distribution :

Dick Seldenthuis

## Traitement de texte :

Veronica Suarez

## Version française :

(sauf indications contraires)  
Sogestran Inc. Denis Bastien

## Présentation et production :

Spencer Francey Peters

## Imprimerie :

Somerset Graphics

*Paix et Sécurité* paraît tous les trois mois. Ce bulletin vise à informer la population canadienne sur les activités de l'Institut et à favoriser l'expression de toutes les opinions ayant cours au pays sur les questions de paix et de sécurité. Les opinions formulées dans chaque article sont exclusivement celles de l'auteur. **N'hésitez pas à nous faire part de vos observations et idées.**

Tout texte de *Paix et Sécurité* peut être repris dans des périodiques, revues ou autres médias imprimés, à condition que l'Institut en accorde préalablement l'autorisation écrite, et à condition que ces périodiques, revues ou autres médias imprimés citent leur source. • Les droits d'auteur des illustrations, dessins, graphiques et autres travaux artistiques figurant dans *Paix et Sécurité* appartiennent à l'artiste qui les a réalisés et ne sauraient être réimprimés ou reproduits sous quelque forme que ce soit sans l'autorisation écrite de l'Institut et de l'artiste. • Les institutions éducatives peuvent photocopier les textes de *Paix et Sécurité*, à condition que ce soit en tirage limité. • *Paix et Sécurité* est membre de la *Canadian Periodical Publishers Association* et le magazine est catalogué dans l'Index de périodiques canadiens. Il est possible de se procurer les numéros antérieurs de *Paix et Sécurité*, sous forme de microfilms en s'adressant à la Société Micromédia limitée, à Toronto.

© L'Institut canadien pour la paix et la sécurité internationales, 1992.  
Printemps 1992  
(Date de parution — mars 1992)

Envoi de publication —  
Enregistrement n° 7944  
Port payé à Smiths Falls  
Retour à l'expéditeur garanti

ISSN 0831-1846

## NOTE DE LA RÉDACTION

■ Le présent numéro de *Paix et Sécurité* est, selon toute probabilité, le dernier que fera paraître l'Institut canadien pour la paix et la sécurité internationales. Le 25 février, dans sa présentation du budget, le ministre des Finances a annoncé l'intention du gouvernement de fermer l'Institut.

La revue *Paix et Sécurité* a vu le jour au printemps 1986 et est parue chaque trimestre depuis lors. Elle visait un public que nous qualifions d'«intéressés sans être des spécialistes», c'est-à-dire des lecteurs qui voulaient s'informer sur une question internationale, mais n'avaient ni le temps ni l'envie de lire de longs ouvrages. Elle était conçue et illustrée pour attirer des lecteurs, accroître le nombre des gens s'intéressant au domaine et bien présenter des articles de qualité supérieure dans une publication bilingue intelligente et engageante.

*Paix et Sécurité* s'est développée et a changé en six ans. De douze pages dans chaque langue au départ, elle est passée à vingt-quatre. Ses 2 500 abonnés de 1986 sont devenus 8 500.

La seule idée préconçue qu'avaient les rédacteurs quant à ce qui constituait un bon article pour les lecteurs, c'était qu'il devait être intellectuellement honnête, poser sur les faits un regard juste et tenir dans l'espace assez limité de la revue. Pas plus la rédaction que l'Institut n'avaient d'intérêts personnels à servir. Les auteurs n'étaient pas ménagés, ce qui, nous en sommes convaincus, s'est habituellement révélé à l'avantage des lecteurs.

Nous avons essayé de publier des articles originaux de qualité, écrits dans les deux langues officielles. La rédaction et la publication simultanées en deux langues est certes coûteuse et elle présente de formidables problèmes de mise au point, mais la revue et, à notre sens, les lecteurs ont beaucoup gagné à la diversité d'écritures que cela nous a permis de présenter. Nous nous sommes efforcés, sciemment, d'exposer aussi à nos lecteurs des points de vue étrangers.

Nous remercions les personnes qui nous ont conseillé pendant la courte vie de *Paix et Sécurité*. Citons M. **Geoffrey Pearson**, premier Directeur général de l'Institut, et son successeur, M. **Bernard Wood**, qui a participé avec enthousiasme à sa croissance. Citons également MM. et M<sup>mes</sup> **John Walker, Mary Taylor, David Cox, Roger Hill, Mark Heller, Hilary Mackenzie, Madeleine Poulin, Charlotte Gray et Jocelyn Coulon**, tous membres du bureau de rédaction à un moment ou à un autre et qui ont apporté des idées, fourni d'excellents articles et émis des critiques constructives si nécessaires.

Les membres du personnel, MM. et M<sup>mes</sup> **Dianne DeMille, Bradley Feasey, Eva Bild, Veronica Baruffati, Samantha Hayward, Dick Seldenthuis et Veronica Suarez** ont joué un rôle à divers moments. Le personnel de la bibliothèque de l'Institut, M<sup>mes</sup> **Susan Connell et Katherine Laundry** notamment, a offert aux rédacteurs un soutien en recherche opportun

et indispensable. M. **Philip Lemieux** et son équipe ont apporté une aide administrative et budgétaire cruciale, ainsi qu'un appui moral bienvenu dont nous leur savons tout à fait gré. Sous la direction de M. **Denis Bastien**, les traducteurs de Sogestran Inc. nous ont aidé à présenter les articles dans des versions traduites de grande qualité. Nous remercions évidemment les membres du Conseil d'administration de l'Institut qui, au fil des ans, n'ont cessé de soutenir ce qui a dû sembler au début une entreprise aventureuse.

Enfin, M<sup>me</sup> **Jeannette Hanna**, de chez Spencer Francey Peters, a assisté à la création de la revue, dont elle a inspiré la présentation, le «look» et l'évolution au cours des années. Elle et M<sup>me</sup> **Kathy Dyer**, chargée de la production électronique, ont offert leur appui indéfectible à cette entreprise un peu inhabituelle. Somerset Graphics, imprimeurs de la revue depuis le début, nous ont toujours offert, en la personne de M. **Ian Budge**, un travail impeccable.

L'article central du présent numéro est une table ronde sur le Japon. La revue *Paix et Sécurité* a réuni à Tokyo quatre Japonais spécialistes ou commentateurs de relations internationales pour leur demander comment les Japonais se voient-ils et comment ils voient le reste du monde.

Quant aux rédacteurs de *Paix et Sécurité*, il ne leur reste qu'une chose à dire : *sayonara*.

— Nancy Gordon, Michael Bryans  
et Hélène Samson

### Institut canadien pour la paix et la sécurité internationales

360, rue Albert  
Bureau 900  
Ottawa (Ontario)  
Canada K1R 7X7  
Téléphone (613) 990-1593  
Télécopieur (613) 563-0894

**Directeur général :**  
Bernard Wood  
**Membres du conseil  
d'administration :**  
David Braide, *Président*  
Beatrice Bazar  
Lincoln Bloomfield  
Robert Cameron  
André Donneur  
Mardele Harland  
Janine Krieger  
Reginald Lane  
Danford Middlemiss  
Hélène Pichette  
Betty Plewes  
Elinor Powell  
Gerard Thériault  
Bernard Wood

L'Institut canadien pour la paix et la sécurité internationales a été créé par une loi du parlement du Canada en 1984 pour «accroître la connaissance et la compréhension des questions relatives à la paix et à la sécurité internationales d'un point de vue canadien». L'Institut ne se fait l'avocat d'aucune politique particulière, pas plus qu'il ne prend part à l'élaboration des décisions gouvernementales. L'Institut est une société de la Couronne. Ses administrateurs sont nommés par le gouvernement du Canada qui consulte tous les partis reconnus à la Chambre des communes. Ces dispositions aident à garantir l'autonomie de l'Institut.

### NOUVELLES PUBLICATIONS DE L'INSTITUT PARUES DANS LE DERNIER TRIMESTRE

**La Base de données sur la paix et la sécurité internationales**, Fiche de renseignements, Services d'information, janvier 1992.

**Aspects civils des opérations de maintien de la paix des Nations Unies**, par Robin Hay, Exposé n° 38, octobre 1991, 8 pages.

**La limitation des armements navals**, par Ron Purver, Exposé n° 39, décembre 1991, 8 pages.

**Du rôle des médias dans les conflits internationaux**, résumé des délibérations d'une conférence, Ottawa, les 12 et 13 septembre 1991, par Christopher Young, Document de travail n° 38, décembre 1991, 93 pages.

*Autres publications de l'Institut :* Cahiers • Exposés • Documents de travail • Fiches d'information • Guide annuel sur les politiques du Canada • Revue annuelle du Directeur général • Rapport annuel de l'Institut.

**La limitation de la prolifération des armements par le contrôle des exportations**, compte rendu d'une conférence internationale, Ottawa, 19-21 juin 1991, par Jean-François Rioux, Document de travail n° 39, décembre 1991, 69 pages.

**Une époque d'espoir et de crainte : un nouvel ordre mondial et un nouveau Canada**, Déclaration annuelle du Directeur général, par Bernard Wood, janvier 1992.

«The CSCE and Future Security in Europe, A report of a two-day conference held in Prague, Czech and Slovak Federal Republic, 4-5 December 1991», par Michael Bryans, Document de travail n° 40, mars 1992, 95 pages.

## SOMMAIRE

3 TABLE RONDE

### L'ASCENSION DU JAPON

*Richesse, puissance et responsabilités.*

8 FRÉDÉRIC BOZO

### LE POIDS DE L'HÉRITAGE

*Définir une politique de défense en France.*

10 JOHN BADGLEY

### PARADIS PERDU ?

*La junte du Myanmar ou l'agonie birmane.*

12 EDGAR J. DOSMAN ET JOHN M. KIRK

### CUBA : TOUJOURS FIDÈLE ?

*Le charisme de Castro risque de ne pas suffire à sauver le vieux régime.*

14 ABDELHAMID GMATI

### LES «BARBUS» : UNE MENACE POUR LA PAIX ?

*La démocratie sous la menace du fondamentalisme islamique.*

16 DAVID RUNNALLS

### RIO : DES MONTAGNES À DÉPLACER

*Ce qu'il faudra pour que le Sommet de la Terre de juin réussisse.*

24 SUSAN GREENBERG

### LETTE DE PRAGUE

*Le Parlement, les privatisations et l'affairisme dans la nouvelle Tchécoslovaquie.*

■ **John Badgley** est curateur de la *John M. Echols Southeast Asia Collection* à l'Université Cornell et président de l'*Institute for the Rockies*; **Frédéric Bozo** est chercheur à l'Institut français des relations internationales (IFRI), à Paris; **Edgar J. Dosman** est directeur du Forum Canada-Amérique latine à l'Institut Nord-Sud d'Ottawa; **Abdelhamid Gmati** est journaliste, basé à Montréal, et ancien rédacteur en chef de *La Presse*, quotidien de Tunis; **Susan Greenberg** est correspondante à Prague du quotidien britannique *The Guardian*; **John M. Kirk** est professeur au département d'espagnol de l'Université Dalhousie d'Halifax; et **David Runnalls** est directeur du programme consacré au développement durable à l'Institut de recherches politiques d'Ottawa.

2 **L'AVENIR DE L'INSTITUT** par Bernard Wood

18 CHRONIQUE DE LA DÉFENSE

21 CONDENSÉ SUR LA LIMITATION DES ARMEMENTS

19 À L'ORDRE DU JOUR DU CONSEIL DE SÉCURITÉ

22 LIVRES

20 EN DIRECT DE LA COLLINE PARLEMENTAIRE

23 TRIBUNE

## NOTE DE LA DIRECTION

# L'avenir de l'Institut et de la revue *Paix et Sécurité*

**E**N RAISON DES CIRCONSTANCES EXTRAORDINAIRES actuelles, Michael Bryans, rédacteur en chef de *Paix et Sécurité*, m'a offert d'écrire cette page en tant que représentant de son éditeur (l'Institut), afin de communiquer à nos 9 000 lecteurs quelques développements essentiels.

Dans le budget fédéral publié le 25 février 1992, le ministre des Finances annonçait l'intention du gouvernement de «liquider» ou supprimer vingt et un organismes financés par le gouvernement fédéral, dont l'Institut canadien pour la paix et la sécurité internationales.

Le Conseil d'administration de l'Institut a déclaré que la décision du gouvernement est tout à fait injustifiée, étant donné la manière dont l'Institut s'acquitte du mandat que lui a confié le Parlement, et qu'elle risque de se traduire par une grande perte pécuniaire pour les contribuables canadiens. Le Conseil et de nombreuses personnes, au Canada et à l'étranger, ont demandé que le gouvernement revienne sur sa décision. La dissolution d'un tel organisme serait fort préjudiciable et inopportune alors que le monde connaît de véritables bouleversements et que l'Institut et ceux qui collaborent à ses programmes sont parmi les premiers à façonner la compréhension, les réactions et les initiatives canadiennes.

La décision totalement inattendue du gouvernement semble en partie reposer sur l'idée selon laquelle toutes les sociétés de la Couronne sont des organes bureaucratiques inefficaces et faisant double emploi. Or, cette image ne s'applique nullement à notre modeste organisation, qui a été taillée sur mesure pour combler des lacunes et renforcer la masse critique des capacités nationales du Canada de la manière convenue par tous les parlementaires en 1984. Le gouvernement ne peut faire preuve de la même indépendance, de la même imagination ni prendre les mêmes risques que l'Institut. Ce que ce dernier a réussi à faire en amélioration et concertation des efforts d'universités, d'organismes non gouvernementaux et autres entités dans le pays entier risque d'être perdu, tout comme le pôle et le bureau central de ce genre de travail au Canada, pourtant connu et respecté partout dans le monde aujourd'hui.

L'éminent professeur Lincoln Bloomfield de l'Institut de technologie du Massachusetts, qui est un des membres étrangers du Conseil, estime que cette décision «donnera au monde un message extrêmement négatif quant au rôle du Canada dans cette ère nouvelle où l'exemple canadien est plus essentiel que jamais». De nombreuses réactions similaires affluent de l'étranger à mesure que la nouvelle se répand.

Le Conseil d'administration de l'Institut a sollicité des conseils juridiques quant à ses responsabilités légales en ces circonstances extraordinaires. Ainsi que le gouvernement l'admet, l'Institut continuera d'exister, et doit continuer de poursuivre les objectifs qui lui ont été fixés par la Loi, tant que ladite Loi n'est pas abrogée

par le Parlement. De plus, le ministre des Finances est tenu juridiquement de continuer à lui allouer des fonds, d'un montant minimal de 5 millions de dollars par an, jusqu'à l'abrogation susmentionnée. Nul ne peut prédire avec certitude quand la nouvelle loi (projet de loi C-63) sera adoptée, bien que le Parlement l'ait examinée en première lecture le 10 mars.

En attendant, en gestionnaire prudent, le Conseil de l'Institut, qui poursuit son travail conformément à la Loi, doit tenir compte de l'intention sans équivoque du gouvernement de liquider l'Institut et de «transférer au ministère des Affaires extérieures les ressources nécessaires aux activités dont la continuité s'impose».

Nous cherchons donc à obtenir des éclaircissements sur l'intention du gouvernement et nous discutons des mesures qui seront nécessaires pour libérer l'Institut de ses engagements, pour qu'il continue d'exercer son mandat à un rythme d'activité ralenti en attendant l'abrogation de la Loi, et pour garantir que le Canada conserve et utilise au maximum les atouts extrêmement précieux constitués grâce à ses programmes et à ses membres.

Plus précisément, l'Institut souhaite assurer qu'il entend :

- honorer les engagements fermes pris envers les bénéficiaires actuels de bourses d'études et de recherche, de subventions et de contrats;
- protéger les droits et intérêts de ses employé(e)s au mieux de ce qui se fait dans les secteurs public et privé;
- obtenir le plus tôt possible du gouvernement qu'il précise si l'Institut pourra poursuivre des projets en cours et donner suite aux concours relatifs aux diverses bourses et subventions. Tous les candidats seront avisés dès que nous en saurons plus et nous leur demandons de *ne pas appeler* nos bureaux; et
- honorer tous ses engagements commerciaux ordinaires.

Cette revue, qui est respectée, occupe bien entendu une place centrale dans les travaux de l'Institut et dans le dialogue entre les communautés s'intéressant à la paix et à la sécurité, au Canada et à l'étranger. Les membres du Conseil de l'Institut et beaucoup d'autres personnes sont très conscients du renom durement acquis de cet atout et de ce qu'il faut tout faire pour que la revue survive sous une forme acceptable.

Nous espérons que ce n'est pas le dernier numéro de *Paix et Sécurité* que vous recevrez. Cependant, si tel était le cas, nous nous sentirions tous appauvris, mais pas moins tenus de continuer de nous efforcer d'approfondir les connaissances et la compréhension de ces questions essentielles dans une ère de changements et de défis incroyables. □

— BERNARD WOOD

## Pour faire connaître votre opinion ...

*Le Parlement devant intervenir pour concrétiser les intentions déclarées du gouvernement et l'Institut ayant bénéficié du soutien de tous les partis à sa conception, le Comité permanent des Affaires extérieures et (ou) le Comité permanent de la Défense nationale sont les instances les plus appropriées à qui les Canadiens, Canadiennes et autres personnes intéressées peuvent faire part de leur intérêt, de leurs préoccupations et de leurs propositions. En voici les adresses :*

*MM. les Greffier et membres du  
Comité permanent des  
Affaires extérieures  
180, rue Wellington  
Ottawa (Ontario)  
K1A 0A6  
Télécopieur : (613) 996-1962  
et (ou)*

*MM. les Greffier et membres du  
Comité permanent de la  
Défense nationale  
(même adresse)  
Télécopieur : (613) 992-7974*

# L'ASCENSION DU JAPON

*Richesse, puissance et responsabilités  
dans un monde tourmenté*

## TABLE RONDE

### LES MEMBRES DU GROUPE

#### RYUKICHI IMAI

*ancien ambassadeur du Japon au Koweït,  
au Mexique et à la Conférence du désarmement.*

*Il est docteur en génie nucléaire.*

#### HISANORI ISOMURA

*expert-conseil établi à Tokyo et, tout  
dernièrement encore, directeur général de  
NHK, la société de télévision nipponne. Pendant  
sa carrière à NHK, il a été notamment  
correspondant à l'étranger dans le Sud-Est  
asiatique, chef de bureau à Washington et  
directeur général régional à Paris.*

#### SEIZABRO SATO

*directeur de recherche à l'Institut international  
pour la paix mondiale, à Tokyo, et  
directeur du projet sur les institutions  
internationales du Forum japonais sur les  
relations internationales.*

#### AKIHIKO TANAKA

*professeur agrégé de politique internationale  
à l'Institut de culture orientale, à l'Université de  
Tokyo. Ses domaines de prédilection sont, entre  
autres, les relations internationales  
contemporaines en Asie orientale, les théories  
de la politique internationale et les relations  
entre les États-Unis et le Japon.*

*Le présent article rapporte un débat qui a eu lieu à Tokyo le 7 février 1992. L'animateur en était M. Bernard Wood, Directeur général de l'Institut canadien pour la paix et la sécurité internationales.*

**M. Bernard Wood :** Nous sommes réunis très peu de temps après la visite très entourée de publicité de M. Bush et les récriminations qui ont suivi. Il nous faut donc un peu de recul par rapport à ces événements pour examiner de plus près certaines des tendances à long terme quant à la puissance et aux responsabilités du Japon dans le monde.

La première question que j'aimerais poser se rapporte à l'hypothèse émise de longue date relativement aux fondements de la politique étrangère japonaise. Je me rappelle que, dans les années 1970 encore, selon une analyse classique, cette politique était dictée par la vulnérabilité du pays – qu'il fallait sans arrêt compenser –, un pays pauvre en ressources naturelles, dépendant des marchés étrangers, de lignes de communication maritimes sûres, etc. Est-ce que cela sous-tend toujours les perspectives du Japon à long terme, parce qu'aujourd'hui, évidemment, le reste du monde voit surtout la superpuissance du Japon ?

**M. Akihiko Tanaka :** D'une part, il y a beaucoup de Japonais qui continuent de se comporter suivant l'hypothèse que vous venez d'énoncer, c'est-à-dire que le Japon est pauvre en ressources naturelles et à la merci des changements qui surviennent dans le monde. D'autre part, il y a un sentiment croissant de puissance. Cependant, bien des gens ne définissent pas cette puissance ni ce qu'elle entraîne. À la fin des années 1980, dans les cercles pensants influents du Japon, il était devenu très à la mode de parler du déclin des États-Unis. Même avant que *The Rise and Fall of the Great Powers* de Paul Kennedy soit un succès de librairie, plusieurs livres similaires s'étaient

très bien vendus chez nous. Donc, les Japonais disent que la puissance américaine décline, du moins relativement, tandis que la puissance nipponne augmente. Aux yeux de nombre de Japonais, la récente visite de M. Bush reflétait ce changement.

Nous devons aussi prendre en considération la fin de la Guerre froide. Bien des gens croient que

la nature même du système est en train de subir de profonds changements. J'ai l'impression que, dans ces incertitudes, il y a des attitudes dangereuses parmi les Japonais qui croient en une sorte de puissance japonaise menaçante. En même temps, ils négligent les responsabilités que peuvent entraîner ces idées. Les déclarations de certains hommes politiques dans ce pays après la visite de M. Bush traduisaient un mélange étrange d'arrogance et d'irresponsabilité.

**M. Seizabro Sato :** J'aimerais faire la distinction entre deux choses : la façon dont les Japonais perçoivent la faiblesse de leur pays et leur volonté de jouer le rôle que de plus grandes responsabilités dans le monde supposeraient. Depuis les années 1970, les Japonais perçoivent très différemment leurs points forts et leurs points faibles. Après la crise pétrolière de 1973, il y a eu un grand consensus national sur la vulnérabilité du Japon. Nous étions désespérés, car 99 p. 100 de notre pétrole venaient de l'extérieur, principalement du Moyen-Orient, région qui était très instable.

Puis, moins de dix ans après, Ezra Vogel a écrit un livre célèbre, *Japan as Number One : Lessons for America*. Mais est arrivée la deuxième crise pétrolière, déclenchée par la révolution iranienne, et notre sentiment de vulnérabilité a augmenté. Toutefois, au milieu des années 1980, le marché énergétique mondial est passé d'un marché de forte demande à un marché d'offre abondante, pour diverses raisons, et nous avons repris confiance. Quand la guerre du Golfe a éclaté, on pensait dans la société nipponne que nous n'avions pas besoin d'y participer. Bien sûr, c'était oublier la raison fondamentale de cette crise, mais les Japonais n'avaient pas réellement l'impression qu'il risquait d'y avoir une crise pétrolière.

**M. Wood :** Pas même un peu à l'idée de la vulnérabilité du Japon ?

**M. Sato :** «Même si l'Irak occupe le Koweït, ils devront toujours vendre leur pétrole et, aussi ▽

\*Les rédacteurs souhaitent remercier M<sup>me</sup> Yasuko Itoh et M. Ron Purver ainsi que M<sup>me</sup> Mary Taylor pour leur aide inestimable dans l'organisation de cette table ronde.

longtemps que nous avons de l'argent, nous pouvons en acheter.» C'est ce que pensaient la grande majorité des Japonais. Le sentiment de vulnérabilité propre à un pays pauvre en ressources naturelles a donc presque disparu. Le professeur Tanaka a déjà souligné le deuxième processus de changement dans le système nippon, celui déclenché par la fin de la Guerre froide et la fin de la *Pax Americana*. La plupart des Japonais sont convaincus aujourd'hui que les règles du jeu international ont changé, que désormais il repose non plus sur la puissance militaire, mais sur la richesse fondée sur les capacités économiques, ce en quoi nous sommes bien mieux placés.

**M. Hisanori Isomura :** Tous les autres participants à cette table ronde étant des universitaires ou d'éminents diplomates, j'aimerais donner l'avis de l'homme du commun. Tout d'abord, les Japonais souffrent toujours d'un fort complexe de persécution face au monde. Encore que, comme vous le savez sans doute, le Japon ait souvent été le persécuteur par le passé, notamment de nos amis Asiatiques. Dans son histoire, le Japon a traversé trois époques de «bateaux noirs». La première, chacun le sait, à l'arrivée de la flottille du commodore Perry, en 1853, qui a contribué à mettre fin à l'isolement séculaire du Japon. La deuxième, à mon sens, a commencé avec l'arrivée de troupes d'occupation, pour la première fois de notre histoire, sous le commandement du général MacArthur, ce qui, naturellement, a changé le régime entier dans le Japon de l'après-guerre. La troisième, qui en train de s'éloigner, était menée par le président Bush, accompagné de dix-huit importants hommes d'affaires. L'arrivée de ce genre de bateau noir porte le nom aujourd'hui mondialement connu de *Gaiatsu*, la pression extérieure qui nous fait modifier notre cap.

Autre exemple, lorsque le président du Keidanren (Fédération des organisations économiques) a effectué une tournée en Europe l'an dernier, tous les membres de sa délégation ont été frappés de voir que les Européens se sentent effectivement menacés par la puissance économique nipponne, surtout dans des secteurs comme l'automobile, les semi-conducteurs et les ordinateurs. À écouter leurs dirigeants, même nos amis les plus proches sur ce continent, les Allemands, en viennent, à parler comme M<sup>me</sup> Cresson [Premier ministre français], soit à dire : «Si nous laissons les Japonais poursuivre leur expansion, un jour, ils nous conquerront.» Nous nous sentons toujours vulnérables face à nombre de pressions extérieures, mais eux considèrent le Japon comme un géant.

**M. Ryukichi Imai :** Il est très malheureux que, face à une puissance nouvellement acquise, l'on se convainque qu'autrui n'est pas réellement aussi bon que soi, car c'est la mauvaise manière de considérer cette puissance si l'on veut l'utiliser.

**M. Wood :** Dans la notion d'interdépendance, on reconnaît la puissance d'autrui, mais aussi que

personne n'a de pouvoir illimité et que l'on dépend les uns des autres. A-t-on saisi cela ? Je ne crois que ce soit le cas dans nos sociétés, mais je me demandais si cela l'était au Japon, qui traverse cette période de transition depuis une vingtaine d'années.

**M. Sato :** Dire que le Japon dépend de pays étrangers n'a rien de neuf. Il y a longtemps, quelque 1 500 ans, soit depuis le tout début de son histoire, que le Japon dépend de la civilisation chinoise. Au cours des 450 dernières années, soit depuis que les puissances occidentales sont venues en Extrême-Orient, nous importons des techniques plus avancées de chez elles. Être dépendant est donc naturel; pour la plupart des Japonais, cela va de soi.

À présent que de plus en plus de Japonais se rendent compte que les autres pays dépendent également du Japon, il n'y a pas de problème pour eux à reconnaître l'interdépendance. La perception japonaise diffère cependant assez de celle des Américains. Ces derniers ont créé un pays totalement indépendant du Vieux Continent, l'Europe. Par conséquent, l'indépendance est un état d'esprit naturel pour eux. Ce doit être plus difficile pour les Américains que pour les Japonais d'accepter la réalité de l'interdépendance. En effet, pour ces derniers, l'interdépendance marque une amélioration par rapport à la vulnérabilité.

**M. Tanaka :** Nous sommes habitués depuis longtemps à la dépendance, c'est vrai. Pourtant, je ne suis pas certain que les Japonais puissent se conduire plus ou moins naturellement dans un état de dépendances mutuelles. Il est possible qu'ils soient habitués au fait que, lorsque l'on dépend d'autrui, on se soumet à lui. Cependant, quand l'inverse se produit, certains Japonais se conduisent en êtres supérieurs.

**M. Sato :** Pour comprendre pourquoi il est si difficile pour beaucoup de Japonais de se conduire naturellement dans un monde qui entre dans une ère d'interdépendance, il faut considérer deux éléments. Le Japon a vécu dans l'ombre de l'Empire chinois du commencement jusqu'au milieu du XIX<sup>e</sup> siècle. Et, depuis le milieu du XIX<sup>e</sup> siècle jusqu'à assez récemment, le Japon a été à la périphérie de la civilisation occidentale. D'une part, il y a donc le sentiment largement partagé d'être victime et plus petit. Les Japonais trouvent naturel qu'on ne leur demande pas de jouer dans le monde un rôle important de grande puissance. Nous n'avons pas l'habitude d'énoncer les règles pour la communauté internationale.

D'autre part, il y a le très fort sentiment d'être uniques. Le Japon est différent de la Corée, par exemple. Comme nous sommes séparés de la Chine continentale par une mer, nous nous sentons différents aussi. Ce sentiment d'être

uniques persiste face aux Occidentaux. Le Japon fait partie du Groupe des Sept (G-7), mais il en est le seul membre à ne pas être blanc. Les Japonais se sentent aussi très différents des autres Asiatiques.

**M. Wood :** Quelqu'un a dit un jour que le prix du pouvoir, c'est le prestige. Or, je me demande dans quelle mesure le prestige, ce sentiment de puissance et d'assurance et l'impression de ne plus se trouver à la périphérie sont importants maintenant aux yeux des Japonais ?

**M. Isomura :** Je dirais que c'est assez mitigé. Nous avons un énorme complexe de persécution doublé d'une sorte de fatalisme bouddhiste. Nous vivons dans un pays où il y a continuellement des catastrophes naturelles – séismes et raz de marée. Ezra Vogel a donc beau nous placer au premier rang, ce qui est évidemment très aimable, je ne pense pas que le Japonais moyen croie ce genre de compliment. Nous nous sentons toujours vulnérables.

**M. Tanaka :** Je suis d'accord, pour ce qui est de l'observation générale, mais ces cinq ou six dernières années, il m'est arrivé de sentir chez certains Japonais, notamment dans les milieux d'affaires et parmi les bureaucrates qui s'occupent de l'économie du pays, une certitude croissante que ce que le Japon a accompli au cours des quarante-cinq dernières années est correct pour l'essentiel. Ces réalisations devraient être reconnues et certains éléments de la réussite nipponne pourraient servir d'exemples ailleurs dans le monde. Les domaines dans lesquels les Japonais ont le plus confiance en eux sont, évidemment, la gestion commerciale et même la gestion des relations internationales. À propos de ces dernières, j'entends de plus en plus de Japonais qui travaillent dans l'aide économique dire que la façon dont nous menons nos programmes d'aide économique dans les pays en développement s'avère bonne pour l'essentiel.

**M. Imai :** Sans pouvoir définir ce qu'est exactement cette puissance, il y a un autre élément qui n'est pas vraiment reconnu ou intégré dans notre politique étrangère : le sentiment que «noblesse oblige». On continue de réfléchir aux pour et aux contre, à des contre-propositions, au degré de confort. Le problème, et je pense que c'est peut-être là un des points discutables, c'est la façon dont la politique nipponne est décidée au niveau interne. Pour parler franchement, les politiques sont formulées par les bureaucrates, qui les transmettent aux hommes politiques, qui s'expriment alors.

Si l'on regarde le mécanisme même, lorsque le premier ministre s'exprime sur un sujet, derrière, on peut s'imaginer deux personnes qui ont fait les cent pas en se demandant ce qu'il devrait dire, ce qui avait été négocié avec le ministre des Finances, ce qu'avait dit le ministre des Finances. Comme il n'y a pas d'argent, il

La maison  
commune européenne  
dans laquelle il y  
aura deux chambres  
d'amis ...

... l'une pour  
les Canadiens, l'autre  
pour les Américains,  
mais aucune pour  
les Asiatiques.

faudra modifier le discours de façon à ne prendre clairement aucun engagement mais seulement à indiquer que ... et ainsi de suite. C'est ainsi que se concocte une politique, j'en ai bien peur. Or, si tel est le cas, il n'y a guère de place pour des idées imaginatives et ouvertes sur l'avenir. Nous sommes impatients de voir de quelle façon la fin de la Guerre froide moulera la structure de ce que j'appelle souvent le Conseil d'administration du «nouvel ordre mondial» cher à M. Bush.

**M. Wood :** Manifestement, les réalisations économiques sont énormes et le rythme est resté soutenu à travers deux révolutions industrielles que le Japon a connues. Le miracle économique peut-il durer ou commence-t-on à en douter au Japon ?

**M. Imai :** Quand j'étais dans le monde arabe, beaucoup de gens me demandaient comment faire pour reproduire avec succès la réussite de la révolution Meiji et du Japon de l'après-Deuxième Guerre mondiale. Je leur répondais que ce serait très difficile. Il faut être extrêmement chanceux pour y parvenir. Il faut évidemment travailler fort, être diligent, etc. Mais ce n'est pas une garantie de réussite. Avec l'époque Meiji est venu un système économique, technologique et financier complet et bien assis. C'était avant la révolution industrielle, sur laquelle nous n'avions un retard que de dix ou vingt ans, il n'a donc pas été très difficile de le rattraper. Nous avons assez de temps. La chance, en revanche, est quelque chose de difficile à reproduire.

À la fin de la Deuxième Guerre mondiale nous attendaient toutes sortes de nouvelles techniques mises au point pendant le conflit, notamment aux États-Unis, et que nous avons pu nous procurer moyennant redevances. Nous n'avons pas eu à refaire tout le cheminement de la recherche et du développement. Puis il y a eu la guerre de Corée, qui a relancé l'économie japonaise à l'époque et rendu son décollage possible. Là encore, une chance extrême était avec nous. Mes réponses n'ont pas satisfait nombre de mes amis arabes, mais je n'en ai pas démordu. Il faut être chanceux, et si la chance n'est pas avec vous, ne comptez pas copier la réussite japonaise.

**M. Wood :** Nous avons surtout parlé de facteurs internes, mais qu'en est-il du climat externe, du danger que des systèmes multilatéraux plus ou moins ouverts se referment ? S'inquiète-t-on à présent de ce que les Américains et les Européens se sentent si menacés et si préoccupés par leurs situations intérieures qu'en l'espace de dix ans, le protectionnisme deviendra la règle, les négociations actuelles du GATT échoueront et le système multilatéral ne sera plus ce qu'il était ?

**M. Sato :** On s'inquiète beaucoup, mais en même temps, on est persuadé que l'économie mondiale ne se scindera pas en blocs comme dans les années 1930, même si le régionalisme et le protectionnisme continuent de croître. Le Japon a investi si massivement en Amérique du Nord et en Europe que les activités économiques nippones sont déjà fermement ancrées dans ces zones économiques. Elles ne pourraient pas nous exclure de toute façon. C'est l'avis des optimistes. Si les Américains et les Européens sont assez bêtes pour essayer de nous exclure, ils en souffriront.

**M. Wood :** Mais l'idée d'un bloc asiatique, même comme police d'assurance, n'est pas prise au sérieux au Japon ?

**M. Isomura :** Je rentre tout juste d'un voyage en Europe, où j'ai senti que les Européens redoutaient beaucoup qu'un jour, les États-Unis, et peut-être le Canada, s'allient contre eux avec l'Asie ou avec le Japon. C'était juste avant la visite de M. Bush au Japon, pendant laquelle les gouvernements américain et nippon ont conclu un accord *de facto* d'encadrement du commerce. Les Européens n'en sont évidemment pas ravis.

Notre cauchemar, c'est qu'un jour, les Américains en fassent autant avec les Européens, dont ils sont les descendants. Une fois encore, pour le Japonais moyen, on devrait au moins permettre au Japon de frapper à la porte de la maison commune européenne, une maison dans laquelle il y aura deux chambres d'amis, l'une pour les Canadiens, l'autre pour les Américains, mais aucune pour les Asiatiques.

**M. Sato :** Des pessimistes s'inquiètent du fossé qui se creuse de plus en plus entre le Nord et le Sud. La Guerre froide étant terminée, des pays riches du Nord négligeront probablement l'importance du Sud. Tant que l'URSS soutenait des dirigeants radicaux du Sud, nous devions soutenir les modérés. Mais à présent qu'elle a cessé d'appuyer des mouvements de libération nationale dans le tiers-monde, nous pouvons en toute sécurité négliger beaucoup de pays en développement. En plus, les récessions économiques simultanées qui frappent l'Occident, y compris le Japon, découragent le renouvellement de l'aide économique au tiers-monde et l'ouverture des marchés. Enfin, les changements dans les anciens pays communistes sont si fascinants que l'attention que nous leur accordons – et qui dit attention, dit bientôt argent – ne fera que creuser davantage encore le fossé entre le Nord et le Sud. À long terme, cela causera de sérieux problèmes.

**M. Imai :** L'augmentation de la consommation d'énergie dans les pays en développement est beaucoup plus rapide que dans les pays industriels avancés. Très bientôt, nous nous arracherons les hydrocarbures et nous devons décider quel type d'énergie utiliser, qui fera quoi, où et comment.

La Conférence de Rio, en juin, fera certainement ressortir les problèmes environnementaux et nous ne pourrons pas maintenir le principe selon lequel «le pollueur est le payeur». Les pays industriels avancés devront payer la note de la pollution causée par les pays en développement, dont les économies ne se redresseront pas autrement. Nous nous acheminons vers une confrontation Nord-Sud. En tirer une leçon économique, y gagner ou y perdre, dépend beaucoup des acteurs les plus puissants.

**M. Wood :** Je me rappelle qu'il y a plus de dix ans, le Japon a décidé sciemment de se concentrer

d'avantage que la plupart des membres du G-7 sur les relations Nord-Sud. Au Canada, nous avons beaucoup apprécié, car nous étions vos alliés naturels sur la question au sein du G-7. Depuis lors, le Japon est devenu le plus grand pays donateur d'aide publique au développement (APD) dans le monde. Vous parliez, Professeur Sato, de l'attention qui se reportait sur l'Europe de l'Est, mais le Japon ne s'est manifestement pas laissé totalement emporter par cette tendance. On a le sentiment chez vous que, dans une certaine mesure, l'APD marche, sentiment que l'on ne partage pas dans la plupart des pays industrialisés. Pensez-vous que votre pays va poursuivre dans la même voie ?

**M. Sato :** Depuis la fin de la Guerre froide, au Japon comme dans les démocraties occidentales, on insiste de plus en plus pour que l'on réduise les dépenses militaires. Parallèlement, il y a presque un consensus national en matière d'APD, à savoir qu'elle devrait continuer d'augmenter. Cela dit cependant, la position du Japon par rapport à l'Asie – et j'y inclus non seulement l'Asie du Nord-Est et du Sud-Est, mais aussi l'Asie du Sud y compris le Bangladesh, le Pakistan, etc. – est que la part de l'économie nipponne dans ces immenses régions où vit près de la moitié de la population mondiale est de 70 p. 100. C'est à peu près la même part que celle de l'économie américaine dans l'hémisphère occidental, mais une part bien supérieure à celle de l'Allemagne en Europe.

Bien qu'en Europe, il existe une angoisse innée face à l'omniprésence germanique, notre économie représente deux fois celle de l'Allemagne unifiée et il n'y a pas en Asie de grandes économies comparables à celles du Royaume-Uni ou de l'Italie. Vous pouvez donc comprendre le sentiment des Asiatiques vis-à-vis du Japon. On ne peut se sentir très à l'aise dans le voisinage immédiat d'un tel géant. En tant que Canadien, vous devez le comprendre. Bien des endroits en Asie ont été occupés et colonisés par les Japonais. Il y a donc une peur innée. La meilleure solution pour le Japon, c'est de s'unir avec les Nord-Américains et les Européens. Les autres Asiatiques en sont heureux.

**M. Wood :** Donc, l'ordre multilatéral constitue réellement une protection très importante ?

**M. Sato :** Oui.

**M. Tanaka :** Même du point de vue économique, je pense que l'on peut démontrer l'importance d'une structure multilatérale. L'an dernier, le Japon a plus exporté vers l'Asie que vers les États-Unis. Cela pour dire que le Japon a désormais le choix entre l'Est asiatique et l'Amérique du Nord. Mais c'est une erreur économiquement parlant, parce que ces pays de l'Asie orientale dépendent beaucoup des marchés nord-américains. On ne peut tout simplement les couper en deux et considérer que le marché asiatique a la même valeur que le marché nord-américain. L'option asiatique n'est donc pas sensée du tout. ▽

**Les frustrations  
sont telles avec nos  
amis d'outre-Pacifique  
qu'il y a un risque  
de répétition  
de l'histoire.**

**M. Wood** : Il faut imaginer que l'irrationnel peut se produire. Regardez les négociations actuelles du GATT. Elles traînent en longueur et, du point de vue des consommateurs du monde entier, c'est le signe évident qu'elles vont aboutir. Pourtant, elles pourraient encore échouer. Dans ce cas et si le Japon pensait devoir choisir, l'alliance avec l'Amérique du Nord paraîtrait-elle plus sensée que celle avec l'Asie ? Ou la question est-elle injuste ?

**M. Tanaka** : Si, pour des raisons politiques, nous devons envisager les options que vous avez présentées, à savoir : choisir entre les marchés nord-américain et asiatique, cela signifiera que notre diplomatie a complètement échoué.

**M. Wood** : La nôtre aussi. La fin de la Guerre froide change évidemment l'échiquier de façon radicale. J'ai entendu une analyse très intéressante l'autre jour dans laquelle on soulignait que les seules relations bilatérales qui n'ont jamais été vraiment bonnes au cours de ce siècle parmi les quatre grandes puissances de la région du Pacifique Nord – Japon, États-Unis, Chine et Russie – sont celles entre le Japon et la Russie. Toutes les autres ont fluctué au gré des alliances et des confrontations, mais les seules qui ait été constamment mauvaises, c'étaient celles-là. Évidemment, le perpétuel problème territorial, le long passé d'hostilité ou, pour le moins, de froid entre Tokyo et Moscou ont renforcé la logique de l'Alliance américaine comme entente de sécurité fondamentale pour le Japon. Dans quelle mesure cela a-t-il disparu aujourd'hui ?

**M. Sato** : Depuis la Deuxième Guerre mondiale, l'Alliance américano-nippone jouait un rôle essentiellement dissuasif à l'égard de l'URSS. Toutefois, malgré la dilution de la menace soviétique ou russe, l'alliance avec les États-Unis garde pratiquement la même importance. On n'envisage pas de réduire considérablement la présence militaire américaine au Japon. Les Américains se retirent des Philippines. De plus, une fois que la Corée du Nord aura changé de politique et que la péninsule coréenne sera unifiée, en s'appuyant sur l'économie du Sud, ce qui se produira tôt ou tard, ils se retireront aussi de la Corée du Sud. En revanche, ils ne quitteront pas le Japon, et la raison en est manifeste : cette présence sert leurs intérêts, et ceux du Japon, ainsi que ceux de la plupart des pays asiatiques.

**M. Wood** : Cela reste aussi un intérêt prioritaire du Japon dans la mesure où il n'a pas à augmenter ses propres dépenses militaires.

**M. Sato** : C'est important pour le Japon, mais il faut préciser que les Américains sont les seuls dont la présence militaire soit la bienvenue dans la plupart des pays asiatiques. Or, les installations japonaises sont une condition impérative pour que les États-Unis maintiennent un déploiement

de forces dans le Pacifique-Est. Cet accord de sécurité a donc des racines très officielles et il bénéficie de l'appui de la communauté internationale dans la région.

**M. Isomura** : Je suis d'accord, pour l'essentiel. Cependant, on assiste chez certains Japonais au début de ce que les critiques appellent le phénomène de *Kembei*. Traduit littéralement, *Kembei* signifie aversion pour les États-Unis.

Ce n'est pas de l'anti-américanisme pur, mais nous en avons assez d'être toujours sous l'aile des États-Unis et de toujours dépendre d'eux. Pendant la crise du Golfe, les Japonais sont devenus un guichet automatique. Le secrétaire d'État Baker appelait cela la diplomatie japonaise du chéquier. Néanmoins, la plupart des gens raisonnables disent que nous devrions avoir des liens étroits avec les États-Unis dans le proche avenir. À quelques nuances près, cependant.

**M. Wood** : Je vois beaucoup d'opinions et de préoccupations différentes au Japon sur cette question. Il y a le *Kembei*, le pacifisme traditionnel, et il y a aussi ce que l'on pourrait appeler la stratégie de minimisation des risques, qui dit poursuivons la diplomatie et les objectifs économiques qui nous ont bien servi et si la menace est moindre et que la puissance militaire en général se justifie moins, alors tant mieux. Il y a un point de vue internationaliste qui pourrait être compatible avec l'envie de prendre plus de responsabilités directes, notamment aux Nations Unies. Enfin, il y a des opinions très nationalistes, qui recourent le *Kembei* mais sont plus péremptoires.

**M. Isomura** : Cela ne se transforme pas en sentiment national, et c'est heureux pour nous. Cependant, les Japonais ont l'impression d'être acculés par leurs amis européens, or un animal acculé attaque. C'est d'ailleurs la cause de notre attaque surprise sur Pearl Harbour. Nous étions encerclés par les Américains, les Britanniques, les Hollandais, etc. Les frustrations économiques sont telles avec nos amis d'outre-Pacifique et avec nos amis européens qu'il y a un léger risque de répétition de l'histoire.

**M. Imai** : Il serait naturel que le Japon et les États-Unis coopèrent. Le partage des charges sera différent, mais à nous deux, nous représentons 40 p. 100 des PIB mondiaux et il est normal que les deux pays soient alliés militairement. Il y a une importante restructuration de nos rapports, or, à l'évidence, lorsque l'on traverse ce passage, on exprime avec force quelques opinions divergentes.

Quant au problème de la Russie, nous ne savons pas vraiment ce qu'il adviendra d'elle, si ce sera un pays, une multitude de pays dotés

d'armes nucléaires ou autre chose encore. Il est heureux d'une certaine façon que la question des territoires septentrionaux nous empêche d'avoir à prendre des décisions rapides à propos de la Russie. L'heure est à l'attente. Nous ne savons vraiment pas ce qui va se passer.

**M. Tanaka** : Autrefois, l'argument clé pour le maintien de l'alliance [avec les Américains], c'était le problème soviétique. Et celui contre l'alliance, c'était le risque de se trouver mêler à une guerre mondiale américano-soviétique. Donc, la menace soviétique ayant disparu, les arguments principaux des partisans et des détracteurs de l'alliance disparaissent aussi. L'argument raisonnable en faveur de cette alliance est en train de l'emporter, ce que le professeur Sato a expliqué. Mais il n'a peut-être pas pris dans le grand public, où il dépend beaucoup des relations avec les États-Unis.

À cause du danger d'une remilitarisation du pays, certains pacifistes espèrent à présent le maintien de l'alliance américaine. La logique exposée par le professeur Sato est très valable, mais, à mon sens, pas très bien comprise par le grand public américain. Les gens qui s'occupent des questions de sécurité sont versés dans ces arguments, mais je crains que certaines personnes au Congrès y voient simplement une excuse pour conserver des installations navales outre-mer.

Dans ma génération, celle des moins de quarante ans, je ne pense pas qu'il existe un quelconque sentiment anti-russe. Il y a de l'indifférence, mais beaucoup d'entre nous ne savent pas grand chose de la Russie. De plus, les Japonais, notamment ceux qui ont moins de quarante ans, attachent de moins en moins d'importance aux territoires septentrionaux. La question de ces derniers est depuis longtemps symbolique, mais elle ne représente guère matériellement. Les îles offrent peu de ressources naturelles, hormis la pêche. Quant au symbolisme, il tenait à ce que ces îles étaient occupées par un empire malfaisant, mais maintenant que cet empire n'est plus, pour beaucoup de Japonais, il semble futile d'insister tant et plus pour les récupérer.

Comme l'ambassadeur Imai l'a dit, le consensus général à propos de la Russie, c'est que nous devrions attendre. À mon avis, cependant, puisque chacun sait qu'une aide financière massive à ce pays est peu réaliste, le Japon devrait au moins s'engager symboliquement mais sincèrement à contribuer à l'amélioration

de la situation dans la fédération russe et ce, maintenant, sans plus attendre. Si les Russes réussissent leur redressement, j'estime qu'il est important pour nos intérêts internationaux que les Japonais soient ceux qui les y ont aidés. S'ils échouent, il vaudra mieux pour les Japonais d'avoir parié sur une Russie démocratique, autrement, on pourrait leur reprocher cet échec.

**M. Sato** : À propos de l'alliance bilatérale américano-nippone, certains de ses détracteurs

**La plupart  
des Japonais sont  
convaincus que les  
règles du jeu  
international ont  
changé ...**

**... et qu'il  
repose non plus sur la  
puissance militaire, mais  
sur la richesse fondée  
sur les capacités  
économiques.**

disent «remplaçons-la par une alliance multilatérale, du genre de la CSCE».

**M. Wood :** Voire par un mécanisme comme les conférences des premiers ministres de l'APEC [Coopération économique de l'Asie et du Pacifique] et de l'ANASE, comme l'a suggéré M. Baker.

**M. Sato :** Mais cet argument n'est pas convaincant. Tout d'abord, même en Europe, la CSCE ne parvient pas à régler les conflits régionaux, par exemple en Yougoslavie ou entre la Russie et l'Ukraine. Ensuite, en Asie, il est bien plus difficile de mettre en place ce genre d'énorme structure de sécurité régionale. Il y a peut-être l'ANASE, et une entente en qui concerne la péninsule coréenne est possible, mais il est prématuré pour nous de penser à une telle structure.

**M. Wood :** Nous avons parlé essentiellement de ce que les pays industriels à économie de marché devraient faire. Or, la question intéressante sous-jacente, c'est de savoir comment rendre ce «nous» plus efficace. Le G-7 est une sorte de structure, encore que l'on s'interroge beaucoup sur le degré de coordination auquel on peut arriver par son biais. Votre lien traditionnel particulier avec les États-Unis est très important, mais avec la fin de la Guerre froide, le Conseil de sécurité a commencé à se montrer efficace. Comment allons-nous gérer ces problèmes de consultation politique entre démocraties industrialisées à économie de marché ?

**M. Isomura :** Parmi ces démocraties, le Japon est le seul pays à ne pas disposer de cadre de consultations politiques dans une instance multilatérale. En conséquence, le G-7 est pour le moment la seule instance de consultations à un haut niveau à laquelle le Japon puisse participer. Or, la France s'opposant à des discussions d'ordre politique au sein du G-7, ce dernier ne sera pas une instance politique de consultations multilatérales. Le fait est, cependant, qu'on y parle un peu de sujets politiques. Côté européen, on manifeste un intérêt croissant pour une consultation politique permanente avec le Japon. Ce type de tribune devrait être élargi, sinon ..., et le problème est plus délicat, le Japon devrait disposer d'un siège permanent au Conseil de sécurité de l'ONU. Ce qui est probablement plus difficile.

**M. Wood :** Pas d'un point de vue canadien, car nous le demandons instamment depuis des années. Pour d'autres, en revanche...

**M. Sato :** Le Japon devrait jouer un plus grand rôle aux Nations Unies et, pour encourager les Japonais à prendre de plus grandes responsabilités, les autres pays devraient accepter que le Japon siège au Conseil de sécurité. Autrement, il va être très difficile au gouvernement de convaincre la population de payer plus d'impôts pour verser une plus forte contribution à l'ONU. Peut-être pouvons-nous changer le processus décision-

nel du Conseil, par exemple, abolir le droit de veto et faire prendre les décisions par une majorité des deux tiers. Ensuite, il y a le renforcement du G-7. Il est important qu'on y discute de questions relatives à la politique en matière de sécurité et que l'on instaure à cette fin des réunions de «sherpas». Puis, il y a les institutions de Bretton Woods au sein desquelles le rôle du Japon s'accroît nettement. Au niveau régional, celui de l'Asie-Pacifique, le renforcement de l'APEC et de l'ANASE est extrêmement important. Quant aux relations bilatérales, nul besoin est de souligner leur importance.

**M. Tanaka :** Je ne suis pas certain que les Japonais soient prêts à assumer les responsabilités d'un siège permanent au Conseil de sécurité. À moins que le processus intérieur nippon puisse d'une manière ou d'une autre créer la structure qui permettrait au Japon de les assumer, ce serait assez irresponsable de leur part d'accepter un tel siège.

**M. Wood :** Vous soulevez la question des responsabilités à accepter, mais sans doute sommes-nous aussi en train de les redéfinir. Le Japon est une grande puissance. D'une façon ou d'une autre, il en endossera d'importantes en matière de sécurité. Le pays ne détient pas d'armes nucléaires, mais nous ne devrions pas prendre pour acquis qu'État nucléaire et membre permanent du Conseil de sécurité sont synonymes. Qu'entend-on par responsabilités d'un membre permanent ?

**M. Imai :** Je pense que même dans l'*Asahi Shimbun*, grand quotidien de Tokyo, on publiera un éditorial en faveur de quelque arrangement. On y posera des conditions, mais on y sera, de manière générale, favorable à l'idée. Or, cela représente un changement d'opinions au Japon. En temps voulu, il faudra redéfinir quelques-unes des obligations énoncées au chapitre 7 relativement aux menaces contre la paix et la sécurité. Cependant, il faut s'attendre à une convergence de la volonté d'accepter des responsabilités quelconques, si elles sont bien définies. En outre, devenir membre permanent n'est pas seulement un problème pour le Japon, mais aussi pour l'Allemagne, parce qu'avec elle, le nombre de pays d'Europe de l'Ouest membres permanents du Conseil passerait à trois, ce que l'Assemblée générale ne manquera pas de juger inacceptable.

**M. Sato :** Prenez la Chine. Quelle responsabilité assume-t-elle ? Elle n'a envoyé aucun soldat dans le Golfe et sa contribution est plafonnée à 0,77 p. 100 du budget total de l'ONU. Celle du Japon est fixée à 2,5 p. 100. Si la Chine est un membre permanent légitime du Conseil, pourquoi pas le Japon ? Le système des cinq permanents ne survivra pas. C'est l'autre facette de mon argument sur l'importance du G-7. Le G-7 est un club de démocraties riches, avancées qui a naturellement une plus grande responsabilité dans la gestion des affaires mondiales. Les Nations Unies, en revanche, accueillent tout le monde

et le processus décisionnel devrait être plus démocratique.

**M. Wood :** Le Canada et le Japon entretiennent des rapports d'une qualité très différente de ceux qui existent entre les États-Unis ou l'Europe et le Japon. Il y a relativement peu de frictions entre nous, pour plusieurs raisons, et le phénomène de dénigrement systématique du Japon est pratiquement inconnu au Canada.

L'ambassadeur Kitamura est d'avis qu'au sein du G-7, le Canada pourrait se révéler très utile au Japon parce qu'il constitue un pont logique avec l'Amérique du Nord et l'Europe et à cause de son expérience assez vaste de la diplomatie multilatérale en général, du maintien de la paix, etc – domaines aujourd'hui importants aux yeux du Japon. J'ai l'impression que l'on n'est guère d'accord avec cette stratégie possible énoncée par un Japonais et que le Canada n'est pas assez au premier plan, d'un point de vue nippon, pour être utile. Est-ce vrai, ou est-ce exagéré ?

**M. Tanaka :** Pour ce qui est du multilatéralisme, le Japon devrait faire plus de cas du Canada. Par exemple, sans être membre permanent du Conseil de sécurité, le Canada joue un rôle assez influent à l'ONU. Il y a une grande leçon à en tirer. Quant aux opérations de maintien de la paix, j'aimerais beaucoup que le Japon y participe. Par ailleurs, au niveau régional, pour empêcher l'échec politique complet auquel vous faisiez allusion, à

savoir que le Japon soit forcé de choisir entre l'Asie et le Pacifique, il est important qu'il se rende compte que les États-Unis ne sont pas l'Amérique du Nord à eux seuls.

**M. Isomura :** Pour les médias, les mauvaises nouvelles sont toujours une aubaine et il est heureux que nous ayons peu d'accrochages avec vous. En tant que dirigeant de la télévision nationale au Japon, j'ai eu l'occasion de rencontrer des collègues du Canada. Je ne sais pas si les Canadiens sont conscients de l'honneur que cela représente de jouer le rôle de lien entre différents pays. Il faut avoir conscience de l'incidence fantastique que l'on peut avoir lorsque l'on peut jouer le rôle de médiateur. Surtout après 1993, l'Europe sera une énorme entité et le Japon devra en savoir beaucoup plus sur elle. Le Canada peut jouer un rôle de médiateur et nous dire quelles sont les tendances européennes.

**M. Imai :** Je vois dans le Canada quelque chose qui, pour l'alliance occidentale, manque de plus en plus à l'Europe et que la seule superpuissance restante n'a pas, à savoir : une approche sensée des relations internationales. C'est ce que vous avez appelé le pont et que nous apprécions. Nous devons faire appel à vos capacités à servir de pont, de plus en plus. □

**Si la Chine  
est un membre  
permanent légitime  
du Conseil, pourquoi  
pas le Japon ?**

# LE POIDS DE L'HÉRITAGE

*Pour mesurer les enjeux de l'adaptation de la défense française à l'après-Guerre froide, il faut partir de l'héritage du passé.*

PAR FRÉDÉRIC BOZO

L'HÉRITAGE, C'EST D'ABORD UN CADRE CONCEPTUEL FORMÉ, DEPUIS Charles de Gaulle et jusqu'à maintenant, par un triple postulat: le postulat de la permanence et de la centralité de l'État-nation comme élément irréductible du jeu stratégique; celui de l'inéluctable transformation du système européen et mondial au-delà d'un affrontement bipolaire qui ne pouvait qu'être une parenthèse historique; celui, enfin, de la nécessaire évolution de l'Alliance en un arrangement stratégique liant, à parité, l'Amérique à l'Europe.

L'héritage, c'est ensuite un système de forces dont les structures et les doctrines d'emploi se sont inscrites dans ce cadre conceptuel. La priorité presque absolue donnée au nucléaire en a évidemment constitué la caractéristique principale. C'est en son nom que la France a mis sur pied, en trois décennies, un arsenal nucléaire unique en son genre, celui d'une mini-superpuissance, dotée de tout ou presque, même s'il est à la mesure, évidemment réduit à ce que peut faire une simple puissance moyenne. D'où le souci d'une réelle indépendance technologique et la volonté de disposer d'une panoplie complète de systèmes d'armes, stratégiques et préstratégiques, organisés en une triade. D'où, malgré une conception théoriquement minimale de la dissuasion, un effort constant de modernisation, d'adaptation et d'expansion de l'arsenal. D'où, enfin, un coût financier considérable, absorbant le plus souvent plus de 30 p. 100 des dépenses d'équipement militaire du pays.

Mais la priorité nucléaire des trente dernières années, ce fut aussi une doctrine stratégique bien précise, mettant plus que toute autre l'accent sur la prévention d'un conflit que risquait d'entraîner une escalade rapide et incontrôlée vers l'apocalypse nucléaire. De là l'opposition, au sein de l'OTAN, à une «riposte graduée» jugée de nature à réintroduire l'éventualité d'un grand conflit en Europe. Dès lors, parent pauvre de la défense française, les forces conventionnelles ont naturellement été, depuis les années 1960, configurées en fonction du primat du nucléaire. L'idée même d'un combat prolongé en Europe centrale étant exclue par un concept stratégique privilégiant la manoeuvre de dissuasion, les forces classiques ont donc été jusqu'ici caractérisées par un format, un volume d'équipement et une durabilité relativement réduits.

L'héritage, c'est enfin une approche particulière de l'Alliance. Mais ce qui a été mis presque exclusivement sur le compte d'une quête de la grandeur, voire, par certains, d'une tentation de «non-belligérance», à savoir la décision prise en 1966 de rompre avec l'intégration atlantique, a été en réalité beaucoup plus subtil quant aux objectifs, et beaucoup plus pragmatique quant aux modalités. Car s'il s'agissait de restaurer une certaine souveraineté stratégique française, il s'agissait aussi et surtout d'anticiper le dépassement des blocs. Et peut-être plus encore de prendre date pour le jour où, enfin, le projet d'une Europe de l'Ouest stratégiquement autonome pourrait se concrétiser.

EN SOMME, À BIEN DES ÉGARDS, LE RETRAIT FRANÇAIS PAR RAPPORT À L'OTAN s'est inscrit dans une perspective non pas étroitement nationale, mais également européenne. Quant aux modalités de ce retrait, si la décision de 1966 a bien marqué une rupture au sein de l'organisation intégrée, elle a laissé la place, après les accords Ailleret-Lemnitzer en 1967, à une relation France-OTAN unique en son genre. Cette dernière était parfaitement satisfaisante du point de vue militaire au regard des engagements de la France envers la défense commune, surtout que politiquement, elle était de nature à lui rendre sa personnalité et sa solidité d'allié à part entière.

Tel est, décrit à grands traits, l'héritage. Or, depuis 1989, trois révolutions stratégiques remettent profondément en cause les postulats de la politique française de défense et de sécurité et constituent pour elle un défi à long terme. La chute du mur de Berlin en 1989, la guerre du Golfe en 1990-1991

et enfin, le sommet de Maastricht en 1991 : tels sont les événements qui vont de pair avec le triptyque stratégique constitué par la désintégration à l'Est, les nouveaux désordres mondiaux, et l'intégration en Europe de l'Ouest.

Désintégration à l'Est, tout d'abord. Avec la fin de la Guerre froide, la France perd un concept à la fois explicatif et organisateur de sa politique de défense. Le principal défi, pour une nation qui a constamment besoin d'une mission, sera, dans les années à venir, soit de s'en inventer une nouvelle, soit, beaucoup plus probablement, de vivre sans un concept stratégique fort.

Mais beaucoup plus concrètement, la fin de l'affrontement bipolaire met en cause le système de forces et le corps de doctrines mis au point au cours de trois décennies. Constat qui s'impose en premier lieu pour l'arme nucléaire, dont la primauté comme instrument d'équilibre des tensions en Europe ne peut que s'estomper. Certes, l'atome demeure, pour la France, un ressort essentiel de la sécurité. Mais, désormais, la plupart des scénarios de conflit sur le Vieux Continent, parce qu'ils ne sont pas susceptibles d'intéresser ses intérêts vitaux (que l'on pense à la crise yougoslave) ne justifient pas, de ce fait le recours à la menace du nucléaire, encore moins son emploi effectif. En cela, l'atome devient bien, pour la France comme pour les autres, une «arme de dernier recours». Après y avoir tant investi, elle devra donc réduire la part du nucléaire dans sa politique de défense, tant pour ce qui concerne la programmation que la doctrine. La nouvelle situation stratégique oblige la France, pour la première fois peut-être, à mettre en oeuvre un régime de dissuasion réellement minimale.

DE MÊME, LE RÔLE ET LA STRUCTURE DES FORCES CONVENTIONNELLES DEVRAIENT ÉVOLUER. Configurées pour faire face, en Europe, à une menace massive et à la perspective d'un affrontement violent mais bref, ces forces sont aujourd'hui mal adaptées au nouveau contexte européen. La participation de la France à des opérations de sécurité collective, dans un éventail de missions qui peut s'étendre de l'interposition à la coercition, requiert des forces mobiles et capables d'un engagement prolongé, loin de leurs bases, qu'il y ait ou non combat. Certes, la France a d'une certaine manière anticipé, dès le début des années 1980, ces spécifications stratégiques en se dotant de la Force d'action rapide (FAR) et en esquissant, dès 1989, un projet de rationalisation et de restructuration ambitieux de ses armées (le plan «Armées 2000»). Mais c'est une armée beaucoup plus ramassée dans ses effectifs, mieux équipée, capable d'opérations interarmées et d'interventions lointaines en synergie avec d'autres forces nationales, qui devra émerger.

D'où les enjeux des nouveaux désordres mondiaux. La nature des problèmes de sécurité du «Sud» n'est désormais plus essentiellement différente de celle des problèmes de sécurité de l'Europe orientale et balkanique, voire de l'étendue soviétique : conflits de frontières, affrontements entre minorités, dangers liés à la prolifération des engins balistiques et/ou nucléaires et chimiques, tels sont les principaux ingrédients du nouveau désordre mondial avec lequel la France doit se tenir prête à compter.

La participation française aux opérations «Bouclier du désert» puis «Tempête du désert» a évidemment mis en relief les problèmes d'adaptation de l'outil militaire à ces nouvelles réalités stratégiques. L'opération «Daguet», qui a fait intervenir à peine 16 000 hommes sur près de 500 000, n'a certes pas constitué un apport essentiel au dispositif, principalement américain, mis en oeuvre pour libérer le Koweït. Mais elle aura été plus qu'un simple appoint, dans la mesure où la division française, bien adaptée à son rôle sur le flanc des forces américaines, aura permis de mettre en valeur un savoir-faire in-

contestable et utile à l'ensemble des opérations. Reste que cette contribution, qui a pourtant résulté d'un effort maximum de la part de la France, s'est révélée insuffisante en volume. D'abord par comparaison avec la capacité de projection des forces britanniques dans le Golfe (presque le double de la sienne), mais aussi et surtout au regard des ambitions de la France. Cette insuffisance a démontré en vraie grandeur l'inadaptation des capacités conventionnelles françaises à la nouvelle situation, non pas tant quant à la qualité des équipements ou des hommes, mais plutôt quant à la logistique. Mais la raison principale du volume limité de forces participant à l'opération Daguet relève d'un problème structurel plus fondamental : le système de conscription. Bien adaptée à un outil militaire ayant comme vocation première de défendre les intérêts vitaux du pays, mission qui justifie le recours au contingent, la conscription est incompatible avec des opérations relevant de la sécurité collective, à l'exception de formules de volontariat possibles mais marginales. La guerre du Golfe a donc révélé l'insuffisance du taux de professionnalisation de l'armée.

Pour les mêmes raisons, le conflit a confirmé que la posture de défense où prédomine le nucléaire ne convient pas aux missions de police internationale. C'est ce que le président François Mitterrand a implicitement reconnu au cours du conflit en déclarant qu'il excluait le recours à cette arme dans ce conflit, quelle que soit l'évolution des hostilités. Si les risques de prolifération nucléaire au Sud (et maintenant à l'Est) justifient incontestablement le maintien d'une capacité conséquente de dissuasion, il reste que la nouvelle donne stratégique oblige la France à rééquilibrer les priorités de sa politique de défense en faveur du conventionnel.

QUANT À LA TROISIÈME RÉVOLUTION stratégique, elle relève du devenir de l'ancien bloc occidental. Ce qui la symbolise, le sommet de Maastricht, a ouvert la voie à l'union politique et, à

terme, à une politique de défense commune. Pour la France, l'enjeu est ici encore considérable car une Europe unie sur les plans politique et stratégique exigera plus de solidarité politico-militaire que ne l'a fait l'OTAN, dont la France s'est tenue à l'écart. Le défi est donc double : la France devra à la fois continuer d'être le moteur de l'unification stratégique ouest-européenne, dont Maastricht n'est que le point de départ, en proposant des initiatives concrètes dans le domaine de la sécurité et de la défense; et accepter les conséquences de ce processus pour la réalité et la perception de sa propre indépendance. L'enjeu est évidemment particulièrement sérieux dans le domaine nucléaire, où il faudra, tout en préservant pendant sans doute encore longtemps le caractère national de la *décision* nucléaire, valoriser la dimension européenne de la *dissuasion* nucléaire.

De même, dans la mesure où se concrétisera l'entité stratégique européenne, se posera pour la France la question de l'OTAN. Car si, d'un point de vue militaire, le rôle de la France dans l'Alliance apparaît pleinement satisfaisant (ce qu'a amplement démontré l'opération «Tempête du désert», première expression concrète des arrangements élaborés entre la France et l'OTAN pour le théâtre de l'Europe du Centre), il demeure un considérable enjeu politique. Tant le sommet de Rome que celui de Maastricht ont mis en évidence la nécessaire compatibilité entre la construction européenne en matière de sécurité et de défense, d'une part, et l'OTAN, d'autre part. Mais il reste à se mettre d'accord sur les modalités concrètes de cette compatibilité, ce qui suppose à la fois la transparence et le partage des rôles. Dans ce contexte, une plus grande participation de la France au processus décisionnel de l'Alliance apparaît indispensable (on pense, par exemple, au Comité militaire ou au Comité des plans de défense), à l'exclusion évidemment du retour aux structures militaires intégrées, qui n'aurait aujourd'hui aucun sens et que, du reste, personne ne demande.

Telles sont les tendances auxquelles la politique de sécurité de la France, héritée des années de Guerre froide, va devoir s'adapter. La mutation de la défense française, tant dans ses concepts que dans ses structures, sera d'autant plus difficile à mener qu'elle s'effectuera sous une double contrainte.

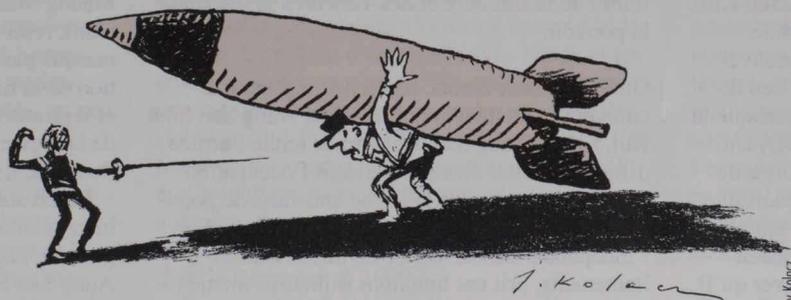
Contrainte politique d'abord, parce que le consentement national à la politique de défense s'est jusqu'ici affirmé à la faveur d'un concept clair et convaincant, sous-tendu par l'idée d'un rôle et d'une mission pour la France dans le monde, lesquels sont aujourd'hui bien difficiles à concevoir. Ensuite parce que les nouveaux déterminants stratégiques qui pèsent sur la politique

de défense remettent en cause certains des fondements mêmes de la culture nationale, au premier rang desquels figure la conscription. Enfin, plus ponctuellement, parce que la conjoncture politique intérieure – et particulièrement le programme électoral – n'est guère favorable, dans les mois qui viennent, à un effort qui viserait à long terme à résoudre ces problèmes.

Contrainte économique et financière ensuite. Il apparaît aujourd'hui illusoire de dépasser, pour ce qui concerne le budget de la défense, la barre des 3 p. 100 du produit intérieur brut, la tendance actuelle semblant même converger vers 2,8 ou 2,9 p. 100. Mais le problème n'est pas seulement budgétaire : que l'on songe à l'enjeu économique et social que représente le devenir de l'appareil industriel de défense. Au total, ces contraintes réduisent considérablement la gamme des choix tout en incitant à garder l'essentiel de ce qui figure actuellement dans les programmes. Elles expliquent pourquoi, en ce début de 1992, la réflexion sur une politique de défense, tout comme la mise en demeure de cette dernière, apparaît insuffisamment engagée, comme le confirme le retard pris par le gouvernement dans l'élaboration d'une nouvelle loi sur les programmes militaires.

Toutefois, un certain nombre de tendances nouvelles se font jour depuis quelques mois, d'abord dans le domaine nucléaire : sans que l'on assiste à proprement parler à des réductions, se profile une interruption de l'expansion de l'arsenal, perspective impensable il y a seulement quelques années. L'hypothèse de l'abandon à terme de la composante stratégique sol-sol, par

obsolescence des installations du plateau d'Albion (un missile mobile ayant été définitivement exclu), apparaît désormais vraisemblable. Quant à la composante mer-sol, qui devrait demeurer, grâce aux sous-marins lanceurs d'engins de nouvelle génération (SNLE-NG) qui constituent l'épine dorsale de la dissuasion française, elle sera sans doute ramenée, d'ici l'an 2010, à un maximum de quatre sous-marins.



Jerry Kolacz

Enfin, la décision de différer *sine die* le déploiement opérationnel du missile *Hadès* et la possibilité de l'inclure dans un marchandage en vue de l'élimination des armes nucléaires à courte portée en Europe conduisent très certainement le pays à renoncer à une composante nucléaire expressément préstratégique. Dès lors, la dissuasion française devrait, à terme, reposer exclusivement sur une simple dyade stratégique. Somme toute, c'est bel et bien au début discret d'une remise en cause de la priorité nucléaire que l'on assiste.

PARALLÈLEMENT, S'ESQUISSE LA NOUVELLE STRUCTURE DES FORCES CONVENTIONNELLES et, particulièrement, de l'armée de terre. Forte actuellement de 280 000 hommes, celle-ci sera vraisemblablement réduite à environ 225 000 d'ici 1995. On a ramené à dix mois la durée du service militaire actif pour tenir compte de cet objectif, tandis que le renforcement des unités professionnelles de la FAR doit être entrepris. En outre, on adoptera une nouvelle structure des commandements, qui mettra l'accent sur le caractère interarmées des opérations et sur la modularité des formations, afin d'adapter les forces aux conditions futures de la gestion des crises. En matière d'équipement, la priorité est nettement accordée au renforcement des moyens de commandement et de contrôle (C<sup>3</sup>I) afin d'accroître les capacités françaises et européennes de gestion des crises.

Pourtant, malgré l'amorce de tendances nouvelles, la situation de la politique de défense de la France en 1992 se caractérise par une très grande incertitude. Dans nombre de cas, les choix cruciaux restent à faire. L'exemple le plus frappant est celui de la conscription, système en crise déjà depuis de nombreuses années et répondant de moins en moins à l'exigence républicaine d'universalité; le système est mal adapté à la nouvelle situation stratégique et il ne peut sans doute plus faire l'objet, à ce stade, d'une simple adaptation. Mais d'autres décisions souvent déchirantes s'imposeront sur divers plans dans les années à venir : équipement et programmes, industries de défense, doctrine nucléaire, relations avec l'OTAN et construction européenne. Jusqu'ici, on n'a fait que les reporter. Plus grave peut-être, un véritable débat national n'a pas encore été engagé; il est pourtant indispensable pour éclairer les choix dans l'avenir et, surtout, pour susciter le consentement du pays. □

# PARADIS PERDU ?

*Le prix Nobel de la paix salue la lutte politique de Aung San Suu Kui et attire l'attention du monde sur la dictature brutale au pouvoir au Myanmar.*

PAR JOHN BADGLEY

**E**N DÉCERNANT LE PRIX NOBEL DE LA PAIX 1991 à M<sup>me</sup> Aung San Suu Kui, le comité de Stockholm a attiré l'attention mondiale sur elle et aussi sur le Conseil d'État pour la restauration de l'ordre et de la loi (CEROL), la redoutable junte qui gouverne le Myanmar. Les militaires avaient placé M<sup>me</sup> Aung San Suu Kui en résidence surveillée en juillet 1989, dans l'espoir de la faire plier et d'écraser le mouvement d'opposition qu'elle dirigeait. Au lieu de cela, la mesure se retourna contre eux, puisque la Ligue nationale pour la démocratie (LND) emporta 80 p. 100 des sièges lors des élections de mai 1990. En préférant un compromis pacifique à la résistance armée, Aung San Suu Kui réussit, par sa victoire électorale, à retirer au Conseil d'État tout vernis de légitimité et à prouver qu'il ne s'appuyait que sur une clique armée prête à faire usage des armes.

Fidèle à la tradition des tyrans, le CEROL a chargé une Commission historique de réécrire son histoire. Il a cependant innové en prétendant respecter le droit – n'a-t-il pas organisé des élections libres ? –, mais s'est ensuite empressé de violer les mêmes codes civil et pénal qu'il jurait protéger pour permettre à ses acolytes d'amasser des sommes d'argent colossales. Depuis le coup d'État qui l'a porté au pouvoir le 18 septembre 1988, le CEROL justifie une oppression brutale par des décrets qui remettent en vigueur des règlements jadis édictés par les Britanniques et par des édits du premier ministre birman, M. U Nu, qui a recouru à la loi martiale brièvement pendant son mandat.

Depuis septembre 1988, une série de traités publiés par le général Saw Maung, président du CEROL, et par le major-général Khin Nyunt, son chef des services secrets, révèlent une extraordinaire xénophobie et d'incroyables déformations des faits. Témoin de leur état d'esprit, la décision de rebaptiser la Birmanie «Myanmar», nom birman de l'ancien empire. Décision qui n'est pas sans rappeler celle des Khmers rouges d'appeler le Cambodge «Kampuchéa», ou celle des nazis de ne plus parler d'Allemagne mais de «Troisième Reich».

Les troubles civils qui secouent le pays depuis son indépendance, en 1948, sont qualifiés d'«insurrectionnels». Des guérillas ethniques et idéologiques combattent l'armée de Rangoon, chacune de son côté en général, et ce, au prix de lourds sacrifices pour l'économie et pour la population birmanes. Le général Saw Maung estime qu'il y a eu un million de victimes dans la population, chiffre probablement gonflé mais plus

proche de la réalité que ceux jamais admis par le général Ne Win, l'éminence grise qui gouverna de fait de 1958 à 1960, puis de 1962 à 1988. Ce dernier reste influent dans l'ombre du Conseil d'État, tel un magicien démoniaque dans un pays qui n'est pas sans rappeler celui d'Oz et où les reines de la Lumière et des Ténèbres se disputent le pouvoir.

GRÂCE AU PRIX NOBEL DE LA PAIX, LE MONDE connaît maintenant la bonne reine, Aung San Suu Kui, fille d'Aung San. Ce dernier fonda l'armée d'Indépendance birmane pendant l'occupation nipponne, puis dirigea la Ligue anti-fasciste populaire pour la liberté (LAFPL) dans sa lutte pour l'indépendance. Ne Win, l'un de ses fidèles lieutenants, prit ses fonctions militaires lorsque Aung San devint président de la LAFPL. La tâche de celui-ci était double : négocier l'indépendance de la Birmanie, alors colonie britannique, et trouver un terrain d'entente entre groupes nationaux indociles, nommément, les deux partis communistes et les plus grandes minorités ethniques du pays. Il réussit fort bien sur les deux fronts, mais périt assassiné six mois avant l'indépendance.

Ne Win se battit pendant des années pour faire de l'armée une force capable de mater les divers groupes rebelles afin que le gouvernement démocratiquement élu d'U Nu puisse créer un processus économique rationnel qui permettrait de moderniser tout le pays. Toutefois, le socialisme fervent du gouvernement effraya les investisseurs étrangers, déjà peu sûrs de réaliser des bénéfices dans un pays ravagé par des conflits idéologiques et ethniques. La Birmanie se retrouva peu à peu à la traîne derrière la plupart de ses voisins du Sud-Est asiatique.

En 1962, invoquant pour justifier son coup d'État la gabegie économique et les menaces que les minorités faisaient peser contre la structure constitutionnelle, Ne Win fit passer l'armée de la guerre à la politique. Il lança un plan de développement dynamique, «la voie birmane vers le socialisme», en fait motivé par des craintes xénophobes à l'égard des commerçants chinois et indiens de Birmanie. Cependant, les objectifs de Ne Win étaient compromis par sa propre sottise politique et administrative. La corruption grandissait et les insurrections continuaient de couvrir. En 1988, tout était en place pour une grande explosion qui conduisit à sa démission de la présidence du parti unique, le Parti du programme socialiste birman.

Deux gouvernements se succédèrent en un court laps de temps. Le premier, dirigé par le secrétaire et ancien garde du corps de Ne Win, le général Sein Lwin, réprima par la force et dans le sang des manifestations populaires croissantes. Il ne tint que dix-huit jours. Le second, dirigé par Maung Maung (éminent écrivain et juriste birman), resta en place dix jours de plus, mais il fut marqué par de réelles ouvertures de paix en direction de la Ligue nationale pour la démocratie et il promit une économie de marché, la liberté de la presse et la libéralisation des déplacements. Pourtant, les manifestations s'amplifièrent.

Le 26 août 1988, 500 000 personnes se rassemblèrent autour du temple le plus célèbre de Rangoon, la pagode de Shwe Dagon, pour écouter Aung San Suu Kui s'exprimer au nom de la liberté. Elle n'était rentrée en Birmanie que depuis quelques mois après vingt années passées à l'étranger.\* L'écoutait, entre autres, le D<sup>r</sup> Sanda Win, médecin formé en Grande-Bretagne et fille préférée de Ne Win, pas moins ambitieuse que l'oratrice du jour. De voir son père défié par Aung San Suu Kui, elle sentit en cette dernière une autre concurrente au trône.

SANDA WIN DÉCIDA DE REDONNER À SON PÈRE SA place dans l'histoire. Arguant de son obsession de la sécurité, elle quitta son poste de gynécologue dans une école de médecine pour s'engager dans l'armée où sa seule fonction, au rang de commandant, serait de veiller sur la santé du vieil homme. Elle devint non seulement son médecin chef, mais aussi le passage obligé pour l'approcher. Avec l'aide du général Khin Nyunt, chef du renseignement militaire, elle le tint informé au sujet de ses ennemis.

On eut la preuve de toute la malveillance de Sanda Win pendant les soulèvements de 1988, lorsque des médecins rapportèrent qu'elle avait fourni des drogues analgésiantes et supprimant la peur à des agents qui furent ensuite envoyés distribuer de l'eau empoisonnée aux étudiants qui manifestaient. Ces agents furent lynchés par la foule. Des soldats birmanes capturés racontent qu'une drogue enlevant toute peur est utilisée dans des attaques suicides contre les armées rebelles retranchées.

\*Aung San Suu Kui a quitté la Birmanie à l'âge de quinze ans, a poursuivi sa scolarité en Inde, puis a suivi des études d'histoire à l'Université d'Oxford, dont elle est diplômée. Après quoi, elle est entrée aux Nations Unies, à New York. Ses principaux écrits sont réunis dans *Freedom From Fear*, publié chez Viking Press, en 1991.

Ce qui est sans doute le plus effrayant pour la population birmane, c'est son association avec le renseignement militaire, dont on sait, preuves à l'appui, qu'il torture étudiants et membres de l'opposition. Selon *Amnesty International*, quelque 10 000 personnes ont «disparu» et des milliers d'autres croupissent en prison. Il est certes un peu romantique de voir Sanda Win comme la reine des Ténèbres – réincarnation démoniaque d'un conte ramayana classique –, mais l'image séduit les partisans d'Aung San Sun Kui qui la voient ainsi livrer un combat épique contre sa rivale.

Pour compliquer les choses, s'ajoute à la lutte entre le bien et le mal qui se joue entre les filles des pères fondateurs de la Birmanie moderne la réalité d'une société qui compte 41 millions d'habitants, où l'on parle une bonne centaine de dialectes ethniques et où les Birmans représentent les deux tiers de la population; les Karens, 10 p. 100; les Chans et les Arakanais, quelque 2 millions chacun; et les autres minorités, un peu plus de 1 million chacune.

LA BIRMANIE EST UNE DESTINATION TOURISTIQUE de rêve, une terre de méditation et de beauté sereine, mais comme ailleurs, la politique et l'argent y sont très liés. Alors que l'immense majorité de la population vit tout juste au-dessus du minimum physiologique, l'économie est dominée par quelques centaines de familles, d'officiers et de collaborateurs civils qui délivrent des licences d'import-export, fixent les règles des investissements spéculatifs, magouillent avec les trafiquants et trempent en coulisse dans le commerce de l'héroïne et de l'opium. Ne Win a toujours mis un point d'honneur à protéger les officiers loyaux, qui s'enrichissent en touchant de hauts salaires en tant que membres de l'armée et de conseils d'administration dans le civil, plus des rentes de terres et d'entreprises, et ont accès à des biens étrangers rares hors d'atteinte même pour la petite bourgeoisie locale.

Assimilant le système à une pyramide géante dont on finit toujours par graver les marches, une génération de Birmans a toléré une corruption croissante et des violations des droits de la personne de plus en plus nombreuses, mais une tragédie plane maintenant au-dessus de sa tête. Le pouvoir est à présent entre les mains de criminels orwelliens qui gouvernent en tenant continuellement un double langage et en usant de toutes les formes d'intimidation.

Pendant des décennies après l'indépendance, la communauté internationale a appliqué tacitement à l'encontre de la Birmanie un embargo sur les armements grâce auquel les conflits armés internes sont restés circonscrits. Le Parti communiste de Birmanie (PCB) recevait de Chine des armes en quantités limitées; l'Occident – pays et sociétés privées – approvisionnait l'armée de Rangoon; tandis que les ethnies insurgées échangeaient, avec la Chine et la Thaïlande, du teck, du jade, de l'opium et du bétail contre des armes et des munitions. Peu d'armes modernes firent



unie autour de la LND pour les élections de 1990 semble avoir volé en éclats. De plus, les multiples fractures ethniques, les intérêts économiques concurrents et la corruption endémique dont souffre une Birmanie au commerce de stupéfiants florissant (plus de la moitié de l'héroïne vendue sur le marché mondial provient maintenant du Triangle d'or, dont fait partie l'État des Chans) donnent peu d'espoir que tout régime bien géré puisse relever les ruines laissées par le CEROL après son effondrement final.

La communauté internationale doit se préparer à aider rapidement Aung San Suu Kui à réformer la LND et à remplir le mandat populaire qui lui est confié de par les élections de 1990. Il faudra du temps pour élaborer une

leur apparition dans les accrochages féroces qui caractérisaient la guerre birmane. Toutefois, ayant réfléchi à ce qui servirait le mieux ses intérêts politiques, Beijing décida de cesser d'aider le PCB. Un regain d'animosité avec l'Inde et les tensions continues avec le Viêt-nam durant les années 1980 lui faisaient souhaiter une frontière stable au Sud-Est. Les Chinois cherchèrent à s'allier avec les armées de Rangoon et de Bangkok, et d'importantes ventes d'armes à la Thaïlande au milieu des années 1980 furent suivies d'un marché de 1,2 milliard de dollars américains avec la Birmanie en 1990.

Pratiquement du jour au lendemain, l'armée birmane reçut des avions, des hélicoptères, de gros canons de campagne, des fournitures médicales, du matériel logistique et de grandes quantités de munitions. À l'automne 1991, les Karens relancèrent avec succès leur insurrection dans le delta de l'Irawady, et les batailles rangées contre des positions retranchées sont devenues plus fréquentes à mesure que les rangs de l'armée régulière gonflaient (de 160 000 à 280 000 soldats en cinq ans). Le nombre des morts a augmenté en conséquence.

La manne financière que le CEROL reçoit de sociétés pétrolières occidentales n'est pas le moindre des paradoxes. En effet, alors que leurs gouvernements condamnent les violations des droits de la personne en Birmanie, depuis 1988, elles y déversent des millions. La chasse au pétrole et au gaz rapporte des devises vitales pour maintenir le régime à flot et, malgré une récente condamnation générale par les démocraties occidentales, malgré une résolution unanime et sans précédent de la Troisième Commission de l'Assemblée générale de l'ONU exigeant la libération de tous les prisonniers politiques et la validation des résultats des élections de 1990, la situation reste inchangée.

C'EST UNE MAUVAISE GESTION ÉCONOMIQUE À l'intérieur du pays et la cupidité des dirigeants qui mèneront probablement le régime à sa perte. Bien que les marchandises abondent, l'inflation met les importations et même les aliments de base hors de portée de la plupart des gens. Même les familles des soldats, protégées de ces privations par le passé, souffrent à présent. Faute de lien avec le CEROL, il faut lutter pour survivre. Il est vrai aussi que l'opposition qui s'est brièvement

nouvelle constitution tenant enfin compte des intérêts des minorités et pour recruter, à l'étranger et au pays, les milliers de Birmans qui possèdent les compétences pour gouverner. De nouveaux manuels scolaires doivent être écrits, les universités et le système éducatif doivent être restructurés, et les tribunaux, réformés. Les sociétés privées doivent pouvoir prendre de l'expansion loin des machinations des fonctionnaires. Une présence onusienne sera très probablement demandée, ainsi qu'une aide économique substantielle.

AUNG SAN SUU KUI EST NOVICE EN POLITIQUE ET inexpérimentée pour ce qui est de la gestion d'un pays, malgré son travail à l'ONU où, s'occupant de questions administratives et budgétaires, elle s'est familiarisée avec les grandes questions politiques. Si elle survit à l'incarcération, elle aura encore bien des tempêtes à essuyer, étant donné les scissions marquées en Birmanie et les problèmes énormes laissés par Ne Win et le CEROL.

Les voisins de la Birmanie joueront un rôle décisif dans la formation du prochain gouvernement. Les pays de l'ANASE, la Chine et l'Inde ont tous intérêt à la stabilité. Les intrigues nécessaires pour survivre à la Guerre froide diminuant, il ne serait pas dans l'intérêt des États limitrophes, qui eux-mêmes courtisent les investisseurs étrangers, cherchent à attirer des millions de touristes et veulent servir d'exemple dans la région, de se faire les complices de la corruption et de l'état de terreur.

L'avenir immédiat de la Birmanie est peu encourageant, mais à plus long terme, il pourrait fort se révéler plus brillant. Le Japon et les démocraties occidentales seront des sources de financement importantes, comme pour l'Europe de l'Est et les anciennes républiques soviétiques, mais il sera des plus crucial que ces pays aident la Birmanie à rentrer dans le monde après bientôt trente ans d'isolation. Les abus commis par Ne Win et les régimes qu'il a encouragés ont coûté à toute une génération de Birmans leur patrimoine. Jusqu'à tout dernièrement, aucun gouvernement étranger ne condamnait ses politiques, et c'est une contradiction que l'on a beaucoup trop tardé à rectifier. □

# CUBA : TOUJOURS FIDÈLE ?

Pour la première fois depuis la révolution de 1959, le charisme de Fidel Castro risque de ne pas suffire à sauver le vieux régime.

PAR EDGAR J. DOSMAN ET JOHN KIRK

**A**VEC LE RENVERSEMENT DU COMMUNISME en Europe de l'Est, il était facile en 1989 de prédire qu'à Cuba, Fidel Castro ne tarderait pas à être renversé. Or, sans aucun doute, Cuba traverse actuellement une des plus graves crises de ses trente-trois années de révolution. Les pénuries de carburant causent de nombreux problèmes; les aliments sont rationnés plus sévèrement que jamais au cours des trois dernières décennies; le nombre d'autobus en circulation a été réduit presque de moitié; la journée de travail, diminuée de près de 30 p. 100; et les repas subventionnés sur les lieux de travail, supprimés.

Cependant, l'analogie politique avec l'Europe centrale et de l'Est ne tient pas compte des différences fondamentales entre Cuba et les pays de cette région. Contrairement à eux, Cuba n'est pas née de l'Europe de l'après-Deuxième Guerre mondiale, mais d'une révolution populaire qui unissait les opposants à Batista en une coalition jouissant d'un vaste soutien. De plus, à l'opposé des dirigeants d'Europe de l'Est, Fidel Castro est resté populaire dans d'importants secteurs de la population. Enfin, il utilise adroitement l'obsession bornée de Washington à l'égard de Cuba pour rallier derrière sa révolution un sentiment nationaliste.

Le gouvernement de La Havane cherche à atténuer les difficultés auxquelles sont confrontés les Cubains en faisant preuve d'imagination. Ainsi, il a importé 700 000 bicyclettes de Chine; 100 000 boeufs ont été dressés aux travaux agricoles (100 000 autres le sont en ce moment); on se sert de nouveau de pigeons voyageurs pour livrer du courrier; on a distribué des poussins aux familles pour qu'ils les élèvent; et on s'efforce d'encourager les gens à travailler aux champs pour produire de la nourriture. Comparaisons avec l'Europe de l'Est mises à part, il reste à savoir si tout cela suffira à consolider le gouvernement Castro, ou si la population depuis longtemps soumise à des privations se rebellera contre une adversité qui n'en finit pas.

LA CAUSE LA PLUS ÉVIDENTE DE LA CRISE ACTUELLE est la mort de l'Union soviétique, dont Cuba dépendait depuis la rupture des relations diplomatiques par les États-Unis, en janvier 1961. Voici quelques chiffres qui illustrent bien la situation : Cuba était à la remorque de l'URSS pour 75 p. 100 de son commerce, 40 p. 100 de ses

importations alimentaires et 90 p. 100 de ses carburants. La disparition du bloc socialiste en Europe de l'Est a eu quelques répercussions sur l'économie planifiée de La Havane, mais c'est le démantèlement de l'Union soviétique qui a scellé son sort. Elle a perdu d'un coup son principal marché et son principal fournisseur. En plus, la désorganisation et les guerres intestines que connaît la Communauté des États indépendants sont de mauvais augure pour le commerce cubain avec ce marché traditionnel.

Il y a un autre facteur à examiner : le rôle du gouvernement cubain. Pendant plus de trente ans, le *lider máximo*, brillant, bourru, novateur et obstiné, a orienté la stratégie politique nationale d'une main de fer. Dans une large mesure, cela a marché. Le réseau social de Cuba, notamment dans les domaines de l'éducation, de la santé et de la création d'emplois, est un exemple pour tout pays, développé ou pas. Bref, le modèle constituait une option de développement viable pour Cuba, aussi longtemps que ses relations avec Moscou tenaient.

DANS UN DISCOURS PRONONCÉ EN NOVEMBRE 1991 à l'occasion du trentième anniversaire de l'immense campagne d'alphabétisation lancée en 1961, qui a fait passer l'analphabétisme de 24 à 4 p. 100, le président Castro a expliqué la force essentielle du modèle révolutionnaire cubain. Il a comparé la démarche de son gouvernement dans la «période particulière» actuelle à des mesures auxquelles les gouvernements capitalistes recourent volontiers en période de crise économique. À Cuba, aucun travailleur n'a été mis à pied, aucune école ni aucun hôpital n'a fermé, aucune usine n'a été condamnée. Les approvisionnements sont réduits de manière draconienne, a-t-il fait remarquer, mais de façon équitable pour tous. En cela, il a tout à fait raison, car la mentalité révolutionnaire que l'on rencontre dans la société cubaine – contrairement au système existant dans le reste de l'ancien bloc socialiste – a manifestement favorisé cette *conciencia* politique ou sociale.

Ce que Fidel n'a pas expliqué, c'est que si, au lieu de répartir équitablement les ressources disponibles (pour mettre tous les Cubains sur un pied d'égalité), le gouvernement – et lui en particulier – s'étaient montrés plus pragmatiques, le

«gâteau» aurait pu être beaucoup plus gros. Pendant plus de trente ans, son gouvernement a fait fi de l'adversité, adoptant une démarche politique ultra-castriste et ignorant ceux qui n'étaient pas d'accord. Cela marchait, mais avec le filet de sécurité soviétique constamment tendu.

MÊME AUJOURD'HUI, DANS LES DIFFICULTÉS OMNIPRÉSENTES, le *Comandante en Jefe* incarne bien des traits nationaux. Fidel est celui qui a mis ce petit pays (11 millions d'habitants) au centre de la scène mondiale à maintes occasions et qui a soigneusement nourri le nationalisme et le sentiment de dignité si importants dans l'identité cubaine – et sur lesquels les commentateurs politiques occidentaux se méprennent si souvent.

Fidel Castro jouit encore d'une grande popularité personnelle à Cuba. Ses inlassables efforts au nom du peuple, ses rapports électrisants avec le public et ses qualités indéniables de communicateur sont légendaires. Cependant, il est vrai aussi que son assise et sa popularité s'amenuisent lentement mais régulièrement et que d'aucuns demandent à voix basse s'il saura surmonter les problèmes posés par la chute de l'empire soviétique. L'ironie du dilemme actuel, pour la plupart des Cubains, c'est que la révolution sans Fidel est inconcevable, mais que pour progresser dans les années 1990, il est très évident qu'il faut s'engager dans une toute autre voie. C'est un paradoxe qu'il faut résoudre si la révolution cubaine doit survivre, puisque la politique habituelle, qui consiste à «vivre au jour le jour» au rythme d'appels charismatiques et par un volontarisme politique n'est plus viable.

À l'instar de son premier secrétaire, le Parti communiste de Cuba (PCC) traverse également une crise d'identité. Malgré de petits profits pour ses membres, il n'a jamais joué sur l'élitisme comme les partis d'URSS ou d'Europe de l'Est. Les Cubains ne se précipitent pas dans la rue pour brûler leurs cartes de membres ou quitter le Parti. Pourtant, le congrès du PCC d'octobre 1991 montre clairement qu'il doit se réformer de fond en comble s'il veut conserver la loyauté du peuple cubain.

Une des grandes décisions prises en octobre a été de permettre aux Cubains d'élire, pour la première fois, leurs députés à l'Assemblée nationale. Que ce premier pas indispensable ne survienne que plus de trente ans après la victoire révolutionnaire en dit long sur les raisons de la crise politique cubaine. Pendant tout ce temps, on a fait croire à la population que le gouvernement était

le meilleur juge et elle répondait en masse au cri de *Comandante en Jefe, ordene!* («Commandant en chef, ordonne-nous!») À l'évidence, l'heure a sonné pour le gouvernement révolutionnaire de faire davantage confiance à l'ensemble de la population et de décentraliser son autorité.

LES MÉDIAS OCCIDENTAUX DONNENT HABITUELLEMENT une image erronée de Cuba, en grande partie parce qu'ils ne comprennent pas l'éthique révolutionnaire qui l'imprègne en profondeur. Le peuple cubain est bien un peuple révolutionnaire : il fait rougir de honte le monde «développé» entier avec ses programmes d'aide civile et humanitaire extrêmement généreux offerts partout dans le tiers-monde. Par ailleurs, il a acquis un esprit de coopération et de partage des tâches quotidiennes. Tout aussi important peut-être, il sait parfaitement qu'aux États-Unis, les exilés cubains n'ont pas une vie si rose, avec le chômage, le racisme et des soins médicaux au prix exorbitant.

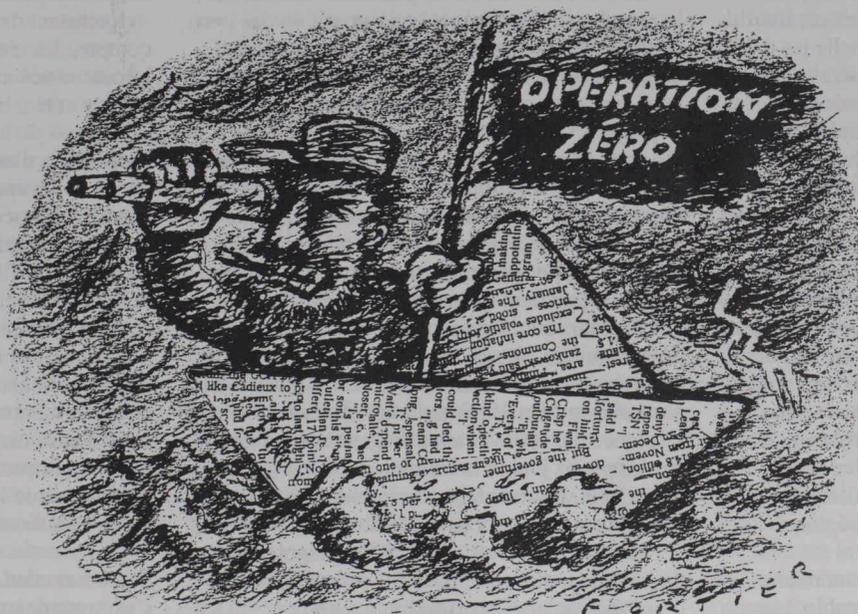
Parallèlement, il est angoissé de toujours devoir se serrer un peu plus la ceinture. De plus en plus de Cubains pensent aussi qu'il est temps pour eux d'avoir leur mot à dire dans l'orientation des politiques gouvernementales et d'avoir un plus grand accès à l'information. Le monde a changé irrémédiablement, affirment-ils, et pourtant, le gouvernement, Fidel Castro notamment, suivent les mêmes démarches de base qu'il y a trente ans. Le modèle économique ne peut manifestement fonctionner, le parti communiste est nettement incapable de trouver des solutions aux difficultés nationales et un changement politique important s'impose si Cuba veut se sortir de la tempête qui fait rage tout autour d'elle. Cependant, jusqu'ici, le gouvernement ne donne guère à penser qu'il entend opérer des changements importants.

UNE IDÉE NOVATRICE APPLIQUÉE PAR LA HAVANE montre combien Fidel Castro est au désespoir. Il s'agit d'une loi, la Loi 50, entrée en vigueur il y a dix ans mais qui n'est suivie avec une certaine détermination que depuis peu et qui vise à attirer les investissements étrangers. Les co-entreprises sont recherchées, car elles allient des capitaux et des ressources étrangères à des usines et à une main-d'oeuvre spécialisée locales. Généreuse dans ses dispositions, la Loi autorise le rapatriement de bénéficiaires en devises, le secteur d'activité devant passer un jour aux mains de Cubains.

En même temps que l'on sollicite les capitaux étrangers, la majeure partie des Cubains ont interdiction de développer leurs propres talents. Cette approche dans laquelle le capitalisme sert de catalyseur du développement socialiste fait évidemment figure d'hérésie du point de vue de

la théorie marxiste. Le fait que la population soit soumise à deux poids, deux mesures inquiète en outre beaucoup. En plus, les efforts incessants déployés par les autorités pour attirer des touristes étrangers, source de devises qui font cruellement défaut, continuent de frustrer les Cubains, que l'on tient de plus en plus à l'écart des meilleures plages, hôtels et restaurants, et qui sont exclus des «boutiques à dollars» où seuls les étrangers peuvent acheter.

Il est encore trop tôt pour dire ce qu'il adviendra. Une intervention militaire directe des États-Unis (comme à la Grenade ou au Panama) est improbable, tout comme un coup d'État intérieur. Cependant, la tension monte à la base avec les pressions économiques, ce qui peut enhardir des éléments extrémistes de la puissante communauté



Bob Fortner

cubaine des États-Unis. Le sentiment d'être assiégés à La Havane combiné au triomphalisme exacerbant des Cubains de Miami pourraient entraîner un durcissement de la répression actuelle contre les dissidents face à ce qui est ressenti comme une menace contre la sécurité nationale. Toutefois, il ne faudrait pas sous-estimer la popularité de Fidel Castro, continue en dépit des terribles difficultés économiques qui assaillent Cuba.

Le scénario le plus plausible est donc que le gouvernement gardera le même cap et que Fidel Castro essaiera de relancer une économie moribonde tout en agissant en catalyseur de l'unité révolutionnaire. Cela a déjà marché maintes fois, mais les nuages qui s'amoncellent à l'horizon n'ont jamais été si noirs. Dans sa stratégie, le gouvernement fera appel au sentiment national, alors que l'économie se désagrège implacablement. Entre-temps, il continue de préparer soigneusement la prochaine étape du plan officiel (baptisé du nom sinistre mais juste d'«Opération zéro»). Par le passé, les convictions et le charisme sans faille de Fidel Castro ont suffi à rallier les Cubains à la cause révolutionnaire, à les encourager à se serrer la ceinture en attendant des jours meilleurs. Cependant, ce système porte de moins en moins de fruits et, pour la

première fois en trente-trois ans, le charisme risque de ne pas être suffisant.

QUE CASTRO RÉUSSISSE OU PAS, IL EST ASSURÉMENT temps d'apporter toute une série de grands changements, tant dans la direction révolutionnaire que dans le modèle économique, et de ne pas se contenter du rafistolage qui a résulté du dernier congrès du Parti. Alors que la population cubaine souhaite manifestement conserver les acquis de la révolution, elle veut bénéficier des mêmes droits que les investisseurs étrangers, et elle veut avoir davantage la parole en matière politique. Plus important sans doute, elle cherche des signes prometteurs d'une stabilité économique qui lui garantirait de nouveau suffisamment de nourriture et de médicaments.

La crise actuelle à Cuba oblige les décideurs canadiens à évaluer différents scénarios. Il n'est pas impossible d'en imaginer un qui servirait les intérêts du Canada et conviendrait à sa politique traditionnelle à l'égard de Cuba, qui est de lui reconnaître le droit de décider de sa propre destinée. Une telle option supposerait une évolution de la démocratie électorale et l'introduction de mécanismes de marché suffisants pour permettre à Cuba de réintégrer la famille inter-américaine. Ce changement progressif se produirait dans le cadre de la révolution en s'appuyant sur ses fondations dans l'ère post-soviétique, sous une direction cubaine intérieure. Le Mexique, le Venezuela, la Colombie et le Brésil, voisins latino-américains les plus importants de Cuba, s'en féliciteraient.

Quant au Canada, ce scénario lui permettrait non seulement de garder mais d'augmenter le commerce, les investissements et la coopération scientifique et technologique, en profitant de son prestige auprès des Cubains, bien mérité après avoir maintenu des relations depuis la révolution de 1959.

SI LE CANADA A UN INTÉRÊT ÉVIDENT À L'INTÉGRATION graduelle, pacifique de Cuba dans le système inter-américain, il dispose de peu de moyens pour infléchir le cours des événements. Les divergences entre Ottawa et Washington sur la politique cubaine de cette dernière et les critiques intermittentes émises à l'encontre des actions américaines contre Cuba sont devenues le symbole de l'autonomie canadienne dans la politique étrangère inter-américaine. Malheureusement, ces différends politiques ont eu peu d'incidences sur Washington. Le retour de Cuba dans le giron des Amériques constituera donc un test formidable pour la politique extérieure du Canada, qui s'efforce de jouer un rôle actif et constructif auprès de ses partenaires latins dans le nouveau système inter-américain qui se dessine. □

# LES «BARBUS» : UNE MENACE POUR LA PAIX ?

*La percée des islamistes aux premières élections démocratiques algériennes fait peser une menace dans toute la région sur la démocratie et les relations internationales.*

PAR ABDELHAMID GMATI

**L**A PERCÉE SPECTACULAIRE DU FRONT ISLAMIQUE DU SALUT (FIS) aux premières élections démocratiques en Algérie\* est lourde de conséquences, et elle interpelle les différents régimes et les populations libérales du Maghreb, des pays arabes, et du monde libre. L'exemple de l'Iran suscite l'inquiétude, exacerbée par le fait que, contrairement à ce dernier pays et à d'autres où les islamistes sont arrivés au pouvoir par la violence, ils y arrivent, en Algérie, par la voie des urnes. Les réactions ont été immédiates et alarmistes : on estimait l'«avenir handicapé», «les libertés enterrées et les droits de l'Homme bafoués», au point qu'une manifestation monstre attirait (le 2 janvier) plus de 300 000 personnes dans la rue, «pour sauver la démocratie». Les membres du FIS et ses sympathisants se montrèrent conciliants, affirmant que «l'Algérie n'est pas l'Iran». Qu'en est-il, en réalité ? Faut-il craindre les islamistes et représentent-ils une menace pour la région et les relations internationales ?

Les islamistes aujourd'hui représentent une réalité sociale et politique incontournable. Les origines du mouvement remontent au début du siècle, plus spécifiquement en Égypte, alors que des théologiens et des religieux préconisèrent le fondamentalisme pour mieux lutter contre les colonisateurs et sauvegarder l'identité et la culture arabo-musulmanes contre les risques d'assimilation. Petit à petit, des mouvements se structurèrent et se lancèrent dans l'activisme politique, soutenant le nationalisme arabe naissant et tentant de se substituer à lui à chaque échec. Même l'ancien président égyptien, Jamal Abdel Nasser, qui fut pendant un moment porte-drapeau du nationalisme et de l'unité arabes, eut des problèmes sérieux avec ses «frères musulmans», qu'il assujettit à une répression violente. Jusqu'au début des années 1970, l'islamisme se cantonna en Égypte et au Soudan et resta minoritaire, ne se manifestant que par des actions de violence.

Ce n'est que vers le milieu des années 1970 que l'islamisme se manifeste dans les pays du Maghreb. Dans les mosquées, d'abord, où le discours des nouveaux *imams* devient politique et

dénonce avec virulence le régime et l'Occident; dans la rue, ensuite, où les premiers «barbus» et les «voiles» (*hidjab*) font leur apparition. Le port de la barbe et du voile procède d'une volonté délibérée de se démarquer d'un environnement jugé «impur».

ON PEUT AFFIRMER QUE CE SONT LES RÉGIMES EN place qui ont contribué à la création et au développement du mouvement islamiste. Au lendemain de leur accession à l'indépendance, les pays du Maghreb se lancent dans une vaste entreprise de développement axée sur la modernité et la laïcité. Mais en même temps, pour mieux faire passer leurs réformes, les régimes récupèrent la religion et la soumettent à la raison d'État. Et à partir des années 1960, pour contre-carrer la virulence des mouvements de gauche, marxistes-léninistes, ils jouent la religion contre le socialisme. Pour ce faire, ils introduisent l'enseignement religieux dans les écoles, multiplient les lieux de culte, encouragent l'enseignement théologique et développent des programmes d'arabisation et d'islamisation à outrance.

L'absence de démocratie, le monolithisme des régimes à parti unique, l'omnipotence des dirigeants, la corruption et la mauvaise gestion s'ajoutent aux échecs des différentes politiques économiques pour aboutir aux crises des systèmes. L'omniprésence de l'État favorise une classe de privilégiés et crée une mentalité d'assistés dans la population. Les inégalités s'exacerbent, le chômage augmente, l'exode rural grossit les banlieues urbaines, la pauvreté grandit. Le mal-vivre gagne toute une population de laissés-pour-compte. Une jeunesse complètement «déboussolée» par l'émergence d'une société de consommation se trouve exclue du système. La crise d'identité se profile et, en l'absence d'une idéologie motivante, le retour aux valeurs ancestrales et à la religion devient l'unique recours.

C'est dans ce climat d'exaspération que se développe l'islamisme. En Tunisie, d'abord, où il profite du laïcisme du régime qui avait promulgué un *Code du statut personnel*, qui abolissait la polygamie et octroyait à la femme les mêmes droits qu'à l'homme. Ce texte de loi qui consacrait l'émancipation de la femme n'a jamais été complètement accepté, à l'intérieur, comme à l'extérieur. Les autres pays arabes et musulmans en ont toujours voulu au régime de Bourguiba pour ces dispositions juridiques du droit positif. Les autorités tunisiennes ont même dû reculer devant les pressions algériennes et saoudiennes, entre autres, et abandonner leur projet de

réforme du droit de succession, de l'héritage et de l'adoption.

Recrutant dans la masse des laissés-pour-compte, des chômeurs et des jeunes désœuvrés, les islamistes avaient beau jeu pour dénoncer un régime athée, impie, incapable de résoudre les problèmes de la société, inféodé à l'Occident et assimilé au diable. Le régime avait beau surenchérir et devancer les exigences des islamistes (prières diffusées à la radio et la télé, fermeture de bars, programmes d'enseignement islamique, etc.) rien n'y fit : l'agitation était permanente, et le mouvement des barbus noyait tous les rouages et toutes les institutions. Le Mouvement de la tendance islamique (MTI), qui prend le nom d'«Ennahdha» dès 1989, pour mieux participer au débat démocratique, se développe et mène une série d'actions violentes aussi bien dans les universités que dans les centres touristiques. La réponse de l'État a oscillé entre la répression et les tentatives de rapprochement.

SCÉNARIO SIMILAIRE EN ALGÉRIE, OÙ LA SITUATION s'est trouvée exacerbée par le système socialiste (même si l'on avait pris la précaution d'éliminer les expressions «lutte des classes» et «abolition de la propriété privée»). De la même façon, le courant investit les mosquées, l'Université, les cafés et la rue. Plusieurs mouvements ont vu le jour, mais c'est le FIS, créé en février 1989, qui s'avère le mieux structuré. Il est le premier à profiter de la démocratie; il se fait reconnaître légalement, il profite de l'ouverture démocratique imposée au président Bendjedid après les émeutes de 1988, et il remporte, d'éclatante façon, les élections municipales de 1990 en gagnant les mairies des grandes villes, dont la capitale, Alger.

Au Maroc, le Roi (Mohammed V, père de l'actuel souverain Hassan II) a su, dès 1961, s'investir comme chef de l'État et comme chef de la communauté religieuse. Rappelant qu'il descendait du prophète Mohammed, il a marginalisé les chefs religieux traditionnels et incarné ainsi la légitimité islamique. En tant que tel, et malgré le multipartisme général dans le pays, le Roi, qui tient son pouvoir de «droit divin», est au-dessus des lois et nul ne peut le critiquer ni mettre en question sa personne ni contester ses actions. Le résultat est que les mouvements islamistes se sont cantonnés surtout dans le domaine culturel et qu'ils n'ont jamais pu s'imposer

\*Le premier tour de scrutin des élections législatives, tenu le 26 décembre 1991, donnait la victoire aux islamistes du FIS, avec 24,9 p. 100 des 13,3 millions d'inscrits et 47,5 p. 100 des suffrages exprimés, ce qui est très proche de la majorité absolue (188 sièges sur 430). Le second tour, prévu pour le 16 janvier 1992, a été reporté par suite de la démission, le 11 janvier, du président de la République Chadli Bendjedid.

comme solutions politiques de rechange. Encore que la tendance n'est pas exclue si l'on en juge par les derniers événements sanglants à l'Université où des étudiants islamistes se sont heurtés à des étudiants de gauche; des morts, des blessés et des arrestations ont constitué le bilan d'une opération qui en annonce certainement d'autres.

Qu'est-ce que l'islamisme ? Contrairement à ce que l'on pense, ce n'est pas un mouvement organisé; c'est, à l'origine, un sentiment partagé d'identification, d'affirmation de soi et de sa différence, au sens culturel du terme. Les mouvements qui se sont greffés sur ce courant sont en fait politiques. Comme le montre l'historien égyptien Mohammed Saïd Al-Ashmaoui, dans son livre «L'islamisme contre l'islam», il ne s'agit pas de controverses théologiques mais bien de critiques de régimes politiques. Le Coran, quand on l'invoque, sert surtout comme substitut aux normes et aux références socio-politiques en vigueur et comme instrument de démarcation par rapport aux cultures occidentales, et non comme ressource métaphysique et religieuse. Généralement, on s'attache, non pas à une organisation et à son programme, mais à une personnalité charismatique.

L'objectif est d'instaurer une «République islamique, inspirée des exemples d'Iran, d'Arabie saoudite et du Soudan». Rien de substantiel sur les plans économique, politique et social, sinon que la démocratie sera garantie par la *Choura* (assemblée indéfinie de consultation, comme son nom l'indique en arabe), que l'appareil juridique sera régi par la *Charia* (loi islamique basée surtout sur la tradition, le Coran ne comportant que quatre-vingt versets sur 6 200 consacrés à ce qui se rapporte au secteur juridique); il y a aussi la négation de la démocratie à l'occidentale, et surtout la réduction du statut de la femme, qui, pour les islamistes, semble être le seul pôle de préoccupation.

JUSQU'ICI, LES ISLAMISTES ONT UTILISÉ LA SEULE stratégie qu'ils aient élaborée : le harcèlement et l'action violente. En Algérie, trois semaines avant les élections, ils ont attaqué un poste frontalier de la garde nationale, ce qui a fait des morts et des blessés. L'armée nationale leur a fait la guerre et a arrêté la majorité des membres du groupe coupable. Il s'est avéré qu'ils avaient été formés et entraînés en Afghanistan. En Tunisie, le complot découvert en mai dernier visait à assassiner le chef de l'État au moyen d'armements sophistiqués, particulièrement des missiles *Stinger* américains fournis par les moudjahidin afghans. Auparavant, ils avaient utilisé le terrorisme, faisant exploser des bombes et lançant des attentats à l'acide sulfurique contre la population, à la sortie des bureaux pour mieux déstabiliser le régime. Au

Maroc, des affrontements sanglants ont opposé, en décembre, à l'Université, les islamistes et les gauchistes, et il y a eu plusieurs victimes.

L'EXEMPLE DE L'IRAN A INDÉNIABLEMENT SERVI DE catalyseur. Et il a été suivi au Soudan et au Pakistan. Tous ces groupes, qui adoptent des discours nationalistes, ne cultivent pas moins des relations entre eux. On a même établi l'existence d'une «Internationale intégriste» dont le siège se trouve à Khartoum (Soudan). Mais l'Iran, chiite, et l'Arabie saoudite, wahabite, se livre une certaine concurrence pour s'allier ces partis intégristes, et cela, pour des raisons politiques, car sur le plan religieux, les deux pratiquent une conception fondamentaliste de l'islam qui refuse tout progrès et est fermée à toute ouverture vers l'extérieur. C'est cela qui est considéré comme une menace, aussi bien à l'intérieur des pays qu'à l'étranger.

Pour la masse des classes moyennes salariées et pour la majorité des cadres supérieurs, l'islamisme signifierait un retour en arrière, un blocage de l'évolution, un obstacle aux progrès scientifiques et technologiques. Même si le désenchantement et l'exaspération touchent toutes les couches de la population, certains hésitent et refusent d'opter pour les «barbus». L'armée algérienne a décidé de mettre un frein au pouvoir islamiste, considéré comme un obstacle à son propre pouvoir et à ses ambitions. Dans un éditorial d'avril 1991, le journal de l'armée *Al Jaïch* expliquait les orientations et les ambitions des militaires algériens, traumatisés par la guerre du Golfe et soucieux de s'opposer à ce qu'ils considèrent comme le début d'une hégémonie occidentale. Et ils n'hésitent pas à dire des islamistes que ce sont des «alliés objectifs de cette stratégie occidentale». Ils tiennent à accélérer l'accès aux sciences et à la technologie et à développer leur armement, sans exclure le nucléaire.

La «satanisation» de l'Occident, en particulier des Américains et des Français, condamnés pour leur attitude lors de la crise du Golfe, constitue un thème fondamental, en particulier pour les inté-

gristes. Pour des raisons religieuses, bien sûr; mais aussi parce que la laïcité et tout ce qui en découle – comme la démocratie – est honnie et menace leur pouvoir. Les visées électoralistes ne sont pas, non plus, à exclure dans cette attitude. Comme c'est le cas pour l'Iran, le régime a besoin d'un ennemi extérieur, fixateur. Les relations avec l'Occident seront, bien sûr, basées sur les intérêts économiques, mais elles seront limitées et difficiles. Dans la région, il est à prévoir que les prix des matières premières et de l'énergie (pétrole, gaz) ne seront pas stables et que les délibérations au sein de l'OPEP changeront sensiblement avec le renforcement du camp des «durs» (Iran, Irak, Libye, Algérie). Le marché maghrébin, qui représentera près de 100 millions de personnes d'ici la fin du siècle, ne restera pas longtemps une chasse-gardée française. Certains dirigeants islamistes l'ont déjà laissé entendre.

DANS CES CONDITIONS, LES RELATIONS INTERNATIONALES s'en ressentiront. D'abord, entre les États musulmans, car les islamistes sont essentiellement nationalistes et fort peu unitaires. Même s'ils ont tissé des liens entre eux, il est peu probable que leurs politiques soient unifiées. On peut même s'attendre à des conflits, dès lors que les intérêts nationaux divergeront. Certains pensent qu'au Maghreb et ailleurs, la question des frontières héritée du colonialisme constituera une première et importante source de conflit. En ce sens, la «petite» Tunisie a tout à craindre d'une Algérie gouvernée par les intégristes. Pour les raisons évoquées plus haut, mais aussi parce que son système socio-politique, que les dirigeants actuels tournent vers la démocratie, les libertés et le libéralisme économique, sera fortement menacé.

Telle est la situation, tels sont les enjeux. Comment combattre ce qu'une partie importante de la population considère comme un danger mortel ? Jusqu'ici, les pouvoirs en place n'ont pu mater les islamistes. Ni par la répression, ni par le rapprochement, comme l'a fait à ses dépens l'ancien président algérien. Alors que le souffle de la démocratie commence à toucher la région

(Tunisie, Algérie), l'intégrisme promet une dictature religieuse. Et les pouvoirs s'interrogent : faut-il permettre aux «ennemis de la démocratie de profiter de la démocratie pour mieux l'écraser» ? L'instauration, en Algérie, d'un Haut Comité d'État qui livre une lutte acharnée au FIS, est fortement discutée par les puristes de la démocratie. D'autres y voient, au contraire, la seule voie vers une transition démocratique et la seule chance d'asseoir la démocratie sur des bases solides. Certains vont même jusqu'à accepter l'éventualité d'une dictature militaire, parce que le peuple peut s'insurger contre des militaires, mais il ne peut contester Dieu. □



Bernice Eschenlein

# RIO : DES MONTAGNES À DÉPLACER

*Nous ne devrions probablement pas attendre grand chose du  
«Sommet de la Terre», mais nous pourrions bien être surpris.*

PAR DAVID RUNNALLS

**E**N JUIN, À RIO DE JANEIRO, QUELQUE SOIXANTE-DIX PREMIERS MINISTRES et présidents se pencheront sur le sort de la planète. Avant de conclure qu'il s'agira encore de bavardages écologistes alarmistes, considérez la question essentielle qui sera examinée à l'occasion du Sommet. Si nous nous montrons incapables de satisfaire aux besoins de la population mondiale actuelle sans perturber inutilement l'environnement, est-il réaliste de penser que nous saurons mieux assurer un niveau de vie décent à deux fois plus de gens ?

Peu nombreux sont ceux qui nieraient que la population actuelle épuise nombre des systèmes vitaux de la Terre, pourtant beaucoup des presque 5 milliards et demi d'êtres humains qui peuplent le monde menacent relativement peu l'environnement. Plus d'un milliard et demi d'entre eux vivent dans une misère noire, dans des décharges publiques, dans des bidonvilles ou dans des zones rurales sans ressources. Ces quinze dernières années, le nombre des pauvres a augmenté de 81 p. 100 en Afrique, de 55 p. 100 en Asie et a plus que doublé en Amérique latine. L'ONU estime que 500 millions de personnes dans le tiers-monde sont sans emploi ou sous-employées – ce qui équivaut à toute la main-d'œuvre réunie des pays industrialisés. Parallèlement, les démographes nous disent que nous ne pouvons échapper au doublement de la population, ce qui nous mettra à 10 milliards d'habitants sur Terre d'ici la moitié du XXI<sup>e</sup> siècle, si ce n'est à 14 milliards.

Or, c'est précisément la question à laquelle s'est intéressée la Commission mondiale sur l'environnement et le développement, autrement appelée Commission Brundtland, du nom de sa présidente, le premier ministre de Norvège. Dans son rapport novateur de 1987, la Commission soulignait que l'économie du monde et son écologie étaient si étroitement imbriquées que les politiques économiques qui ignoraient cette réalité étaient vouées à l'échec. Une des clés de son programme nouveau de «développement durable», qui l'a rendue si populaire, est qu'on y a apparemment «tout à gagner». Il propose, en alliant les éléments des programmes environnementaux classiques aux éléments des programmes économiques classiques, un monde plus prospère et plus durable du point de vue écologique. Il en résulte une croissance d'une toute autre sorte qui utilise beaucoup moins d'énergie et de matières premières, qui contribue à préserver le capital écologique de la planète au lieu de l'épuiser, et qui est bien équitablement répartie tant à l'intérieur des pays qu'entre les pays du monde. Bien qu'une telle démarche en laisse d'aucuns très dubitatifs, elle est bien reçue par les Canadiens et Canadiennes.

LA COMMISSION BRUNDTLAND A FAIT DE L'ENVIRONNEMENT UNE QUESTION économique au même titre que la création d'emplois et la croissance des exportations, entre autres. D'accord avec elle, le Secrétaire général de la conférence de Rio, M. Maurice Strong, a décidé de placer la barre plus haut. Il a persuadé l'Assemblée générale de l'ONU qu'une partie au moins de la Conférence devrait être l'occasion de réunir au sommet des chefs de gouvernement, dont ceux qui ont un réel pouvoir économique.

Malheureusement, les délégués de l'Assemblée générale qui ont défini le programme de Rio n'ont pas tiré les leçons du Rapport Brundtland. Au lieu de planifier une conférence sur le développement durable, ils en ont préparé une qui traitera de l'environnement et du développement. D'ailleurs, elle s'appelle officiellement Conférence des Nations Unies sur

l'environnement et le développement (CNUED). Inévitablement, cela a renvoyé les délégués aux réunions préparatoires au discours usé des années 1970, époque où l'on se demandait si environnement et développement étaient compatibles. Ce qui, à son tour, a conduit à une grave cassure entre le Nord et le Sud, cassure cristallisée autour de deux programmes distincts et amplement contradictoires.

Les objectifs du Canada pour 1992, comme ceux de la plupart des pays industriels du Nord, ont principalement trait au changement climatique, à la perte de diversité biologique aux tropiques, à la déforestation et à la santé des océans. Bien que des conventions internationales soient actuellement négociées sur les deux premiers points, séparément de la Conférence de 1992, ces questions seront au centre des débats au Brésil. La Conférence de Toronto sur l'atmosphère en évolution (1988) a été suivie d'une série de rencontres devant déboucher, avant la Conférence de Rio, sur une convention cadre sur le réchauffement de la planète, mais on n'a guère trouvé de points d'entente aux dernières réunions. Les États-Unis restent farouchement opposés à l'idée de fixer des objectifs pour la réduction des émissions d'acide carbonique et la très importante délégation japonaise doit encore se prononcer.

Pour ce qui est de la deuxième convention, qui porte sur la diversité biologique, on progresse très lentement, à cause d'un différend Nord-Sud sur l'utilisation des matériels génétiques en biotechnologie. Peu de pays en développement sont disposés à consacrer davantage de ressources à la protection de leur immense réserve de matériels génétiques, sauf s'ils peuvent en tirer des bénéfices en rapport avec ce qu'elles représentent pour les industries pharmaceutiques et biotechniques du Nord. Pour l'instant, ils ne reçoivent aucun dédommagement financier pour les matériels génétiques prélevés dans leurs forêts tropicales pour mettre au point de nouveaux médicaments.

LE CANADA S'EFFORCE AUSSI D'OBTENIR QUE L'ON ENTAME DES NÉGOCIATIONS sur une nouvelle convention internationale sur l'exploitation forestière. Cette convention viserait les régions tempérées autant que les tropiques. Elle est retardée à cause de la forte opposition de nombre des pays exportateurs de bois tropicaux, Malaysia en tête. Il est probable que la CNUED ne donnera lieu qu'à un énoncé de principes.

Le Sud fonde ses objectifs sur le fait avéré que la plupart des problèmes planétaires sont causés, ou du moins aggravés, par les pays industrialisés. Les pays de l'OCDE, donc du Nord, regroupent plus ou moins 20 p. 100 de la population mondiale mais produisent 80 p. 100 des gaz responsables de l'effet de serre et donc des changements climatiques mondiaux. Plus de 90 p. 100 des chlorofluorocarbures qui détruisent la couche d'ozone sont produits dans les pays industriels. Pourtant, jusqu'ici, la plupart des débats dans les négociations ont été axés sur les régions en développement, plutôt que sur les mesures que le Nord doit prendre pour diminuer sa propre pollution.

Les pays en développement se méfient de ce programme depuis le début. Même si beaucoup se rendent compte que des changements écologiques mondiaux les toucheront sans doute plus durement encore que les pays industrialisés, un ordre du jour consacré exclusivement à l'environnement risque d'éloigner l'attention de leurs priorités, c'est-à-dire de leur développement économique. En outre, nombre d'entre eux pensent qu'un plan d'action découlant d'un ordre du jour environnemental leur imposerait de nouvelles conditions pour l'obtention de l'aide et des prêts étrangers, de

nouvelles restrictions quant à l'utilisation de combustibles fossiles et de nouveaux obstacles «verts» à l'importation pour les produits qu'ils vendent au Nord.

Ce qu'ils veulent, c'est que la conférence examine tout un ensemble de questions liées aux ressources nécessaires au développement (dette, chute du cours des matières premières et des denrées, accès aux marchés pour leurs produits, augmentation des fonds accordés par les organismes d'aide au développement et par le secteur privé, etc.). Car, pour une fois dans des pourparlers internationaux, les pays en développement ont l'impression d'avoir une carte à jouer, puisque aucun des grands problèmes mondiaux de l'environnement ne peut être résolu sans leur entière coopération.

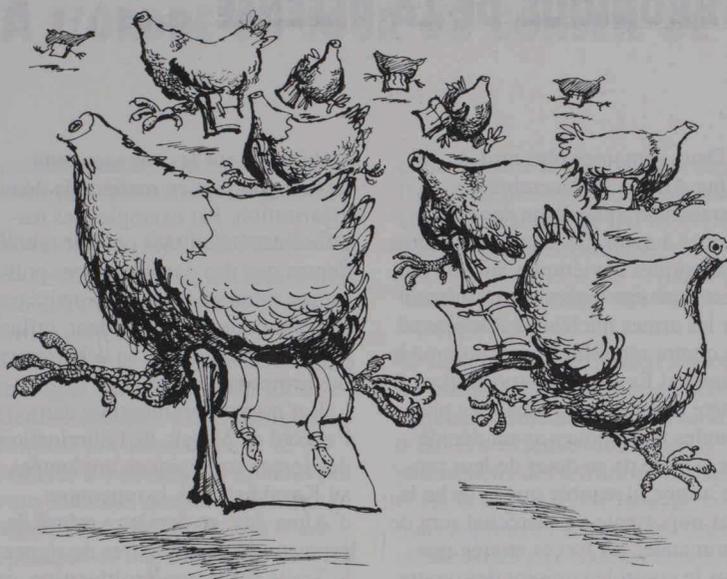
Par exemple, même si les États-Unis et les autres pays industriels prennent des mesures pour diminuer les émissions d'acide carbonique, leur effort sera réduit à néant si l'Inde et la Chine poursuivent leur objectif ambitieux, qui est de construire quelques 300 nouvelles centrales thermiques au cours des vingt prochaines années. Pour reprendre les termes d'un document préparé par le Secrétariat du Sud (organisme regroupant des pays en développement) pour la récente rencontre du Groupe des 15 pays en développement à Caracas : «La CNUED est une conférence internationale où le Nord cherche à obtenir du Sud des concessions environnementales et où le Sud peut faire de telles concessions si le Nord s'engage fermement à redéfinir les relations économiques mondiales.»

QUE PEUT-ON ATTENDRE DE RIO DE JANEIRO EN JUIN ? D'AUCUNS PENSENT QUE la solution à ces problèmes reposera sur une sorte de «grand marché» entre le Nord et le Sud. Les pays du Nord s'engageraient à réduire considérablement leurs émissions de gaz responsables de l'effet de serre et à laisser à ceux du Sud un «espace écologique» suffisant pour qu'ils puissent augmenter leurs propres émissions pendant qu'ils se développent. Le tiers-monde insiste énormément sur ce point. Un tel engagement supposerait des transferts substantiels vers les pays en développement, de nouveaux capitaux qui serviraient non seulement à faciliter le passage à des formes plus durables d'utilisation de l'énergie et d'exploitation forestière, mais aussi à venir à bout de certains déficits sur le plan de l'alimentation, du logement, de l'eau potable et du chômage. D'après certaines estimations, il en coûterait environ 130 milliards de dollars américains par an.

En échange, les pays en développement s'engageraient à exploiter leurs forêts suivant des critères de viabilité, à réduire leurs taux de croissance démographique, à diminuer leurs dépenses militaires et à opter pour une consommation énergétique plus durable. Au mieux, on fera un timide premier pas dans ce sens à Rio.

Dans quelle mesure la CNUED peut-elle combiner les objectifs concurrents et débloquer les sources financières ? Pour le moment, les perspectives sont incontestablement sombres. Comme le dit Maurice Strong, «jamais les riches ne se sont sentis si pauvres». Les gouvernements ont accepté de parler d'argent en mars, à New York, au cours de ce qui sera la dernière réunion préparatoire. Le bruit court que le Japon prépare peut-être une grosse enveloppe, de 10 milliards de dollars américains. Les Américains, en revanche, sont fauchés, et les Européens sont obsédés par l'Europe de l'Est. Les transferts de technologie sont aussi au menu de ces discussions internationales, mais les pays en développement prônant que ces transferts s'opèrent sur «une base préférentielle et non commerciale» et les pays développés se prévalant de la sacro-sainte propriété intellectuelle, on ne semble guère progresser.

La pièce de résistance de la Conférence de Rio est un ensemble ambitieux de documents appelés «Programme 21». Le tout, qui représente des centaines de pages, contient une série de plans d'action touchant à des sujets



allant des déchets toxiques à la pauvreté, en passant par la croissance économique et l'environnement. On en mentionne aussi le prix, qui s'apparente aux milliards susmentionnés. Lors de conférences internationales précédentes, la plupart des documents de ce genre ont été «pré-négociés» par des commissions préparatoires, mais on n'a peu avancé sur les points les plus épineux du «Programme 21» et les gouvernements devront réaliser de petits miracles à New York pour qu'il soit prêt pour Rio.

Étonnamment, on semble peu presser les gouvernements de conclure des accords à Rio. Les pays en développement paraissent déterminer à n'accepter qu'une entente globale. En fait, beaucoup de leurs délégations seraient mal accueillies si elles rentraient chez elles avec un plan

d'action pour les seuls problèmes du Nord. En même temps, sous prétexte qu'une telle entente coûterait des milliards de dollars et serait donc irréaliste, bien des pays industriels font la sourde oreille. L'actuel gouvernement américain, dirigé par George Bush, inquiété par une opposition néo-isolationniste décidée à l'accuser de trop prêter d'attention aux affaires extérieures, et réticent à l'idée de modifications importantes dans la politique énergétique des États-Unis, essaiera d'empêcher tout réel progrès sur la question du changement climatique.

Et le Canada ? Sa délégation, conduite par MM. John Bell des Affaires extérieures et Arthur Campeau d'Environnement Canada, a constamment été parmi les mieux dirigées et les plus efficaces pendant la phase préparatoire. Cependant, à présent que la conférence entre dans sa session finale, la plus cruciale, il devient évident que le Canada offrira peu dans nombre des dossiers clés. Le contraire supposerait un engagement du Cabinet et un exemple politique de haut niveau qui ne se sont pas encore manifestés.

Lors d'autres conférences de l'ONU sur l'environnement, l'eau, les déserts et l'énergie renouvelable, on s'est concentré exclusivement sur les problèmes des pays en développement, mais cette fois, les problèmes sur lesquels la CNUED se penchera étant mondiaux, les pays industriels devront faire les premiers pas vers une solution. Au Canada, on ne semble guère comprendre le lien entre la politique intérieure du pays et sa capacité à infléchir le cours des négociations. Le Programme 21 porte sur des thèmes très divers, dont bon nombre relèvent de la compétence provinciale. Si le Canada veut jouer un rôle positif, il lui reste encore beaucoup à faire pour définir ses priorités et consulter les provinces sur des questions essentielles comme l'exploitation forestière, les changements climatiques et les pêches maritimes.

AINSI, LE CANADA EST LE PREMIER CONSOMMATEUR D'ÉNERGIE PAR HABITANT dans les pays industriels. Bien que le gouvernement se soit engagé à geler les émissions d'acide carbonique aux quantités de 1990 d'ici à l'an 2000, il est bien connu que peu de mesures ont été prises pour y parvenir. Le Canada a mené les discussions sur l'exploitation forestière pendant la phase préparatoire; pourtant, ses politiques intérieures en la matière sont généralement jugées non durables. Le surnom de «Brésil du Nord» donné par le ministre de l'Environnement brésilien commence à lui coller à la peau.

Début février, dans un geste qui donne au moins à espérer que le Cabinet est maintenant saisi du problème, le premier ministre a confié à son vieil ami M. Campeau, en plus de ses responsabilités actuelles à l'Environnement, la tâche de le représenter personnellement à la CNUED, au rang d'ambassadeur. Néanmoins, si le premier ministre doit prendre des décisions importantes avec ses autres collègues à Rio, il leur faudra déplacer plusieurs montagnes au cours des deux mois à venir. □

Michael McPherson

## CHRONIQUE DE LA DÉFENSE



### Arsenal nucléaire soviétique

■ L'ancienne URSS étant en pleines convulsions politiques, le commandement et le contrôle de l'arsenal nucléaire soviétique ont dominé les questions de défense durant les mois d'hiver. On connaît l'emplacement précis des armes nucléaires stratégiques de l'ancienne URSS grâce aux échanges de données convenus aux termes du récent accord conclu entre les États-Unis et l'URSS en vue de réduire les armes nucléaires stratégiques (START) et qui ont fourni des informations détaillées sur leur déploiement. En dehors de la Russie, l'Ukraine, le Kazakhstan et la Bélarus servent de base à 352 ICBM et à soixante-dix bombardiers stratégiques ainsi qu'à 3 138 ogives nucléaires servant à les équiper. La plus grande concentration se trouve en Ukraine, qui compte 176 ICBM et deux bases de bombardiers lourds. Le Kazakhstan possède une base de bombardiers et 104 des redoutables ICBM de type SS-18 à dix ogives. Quant à la Bélarus, elle a sur son sol 72 ICBM mobiles SS-25.

Contrairement aux forces nucléaires stratégiques dont le déploiement est géographiquement limité, environ 15 000 armes nucléaires tactiques sont réparties entre les républiques de la Communauté des États indépendants. Neuf mille se trouvent en Russie; 2 700, en Ukraine; 650, au Kazakhstan; et plus d'un millier, en Bélarus. Contrairement aussi aux armes stratégiques, les armes tactiques font peut-être l'objet d'un contrôle moins strict. Ainsi, des systèmes plus anciens peuvent être mis à feu mécaniquement, sans clé électronique.

Réunis à Brest le 8 décembre 1991, les dirigeants de la Russie, de l'Ukraine et de la Bélarus ont signé une déclaration portant création de la Communauté des États indépendants (CEI). À l'article 6 de cette déclaration, les parties conviennent d'un «contrôle commun des armements nucléaires qui sera régi par un accord particulier».

Deux semaines plus tard, à Alma Ata, le 21 décembre, le Kazakhstan, quatrième des républiques à avoir des forces nucléaires stratégiques soviétiques sur son sol, s'est joint aux autres dans l'accord sur les armes nucléaires. De plus, les quatre républiques ont nommé le maréchal Evgueny Chapochnikov à la tête des forces armées. Les plus grandes républiques ayant décidé par la suite de se doter de leur propre armée, il semble que la tâche la plus importante du maréchal sera de commander les forces stratégiques sous le contrôle conjoint des quatre républiques.

Après avoir démissionné le 25 décembre, Mikhaïl Gorbatchev a remis au maréchal Chapochnikov une mallette noire contenant les codes de commandement nucléaires des forces stratégiques soviétiques. Début janvier, le maréchal a déclaré qu'il n'existait que deux de ces mallettes : «L'une est entre les mains du président de la Russie; l'autre est en ma possession.» Cependant, à la même époque à peu près, on rapportait les propos suivants du président ukrainien Leonid Kravtchouk : «Dans quelques jours, on installera dans mon bureau un dispositif qui permettra, si nécessaire, de bloquer le bouton nucléaire.»

Réunies à Minsk le 30 décembre, les onze républiques de la CEI ont reconnu «la nécessité d'un commandement conjoint des forces stratégiques et du maintien d'un contrôle unifié des armes nucléaires et des autres armes de destruction massive» de l'ancienne Union soviétique. Le pouvoir de décision pour ce qui est de l'utilisation des armes nucléaires a été conféré au président de la Fédération de Russie, qui l'exercera «en accord avec» ses homologues des trois autres républiques dotées d'armes nucléaires.

L'accord conclu à Minsk prévoit également l'élimination de toutes les armes nucléaires en dehors de la Fédération de Russie. L'Ukraine démantèlera ses armes stratégiques d'ici à la fin 1994 et ses armes tactiques, d'ici à juillet 1992. Aucun échéancier n'a été fixé pour la Bélarus, mais dans les deux cas, l'élimination se fera avec la «participation» de la Russie. Il reste quelques

ambiguïtés sur les engagements des républiques en matière de dénucléarisation. Par exemple, des responsables bélarusses ont fait savoir depuis que des considérations politiques, notamment la reconnaissance diplomatique par l'Occident, influeront sur leur désir de se débarrasser des armes nucléaires.

Il n'est pas fait mention, dans l'accord de Minsk, de l'élimination des forces stratégiques implantées au Kazakhstan. À la rencontre d'Alma Ata, ce dernier a refusé de promettre avec les autres de signer le Traité sur la non-prolifération, ce qui fait craindre qu'il cherchera à garder pour lui seul les armes nucléaires se trouvant sur son territoire. Cette appréhension s'est aggravée à la fin janvier, quand on a procédé sans explication à un essai de missile SS-25 sur un champ de tir kazakh.

Enfin, bien que l'Ukraine ait réitéré son intention de débarrasser son territoire des forces nucléaires stratégiques, les tensions militaires et politiques entre Kiev et Moscou soulèvent de nouvelles questions sur l'avenir des armes nucléaires tactiques. Les deux républiques se disputent notamment la Flotte de la Mer noire. En décembre, le porte-avions *Kouznetsov* a quitté sans bruit la Mer noire pour Mourmansk. Début février, on ne savait toujours pas très bien comment serait réparti le reste de la Flotte de la Mer noire, soit deux porte-hélicoptères, cinquante-quatre sous-marins et quarante-cinq bâtiments de guerre de surface. On sait que certains navires sont équipés d'armes nucléaires tactiques.

### Arsenal nucléaire et budget de la défense américains

■ Le 29 janvier, dans son message sur l'état de l'Union, le président Bush a annoncé des réductions de l'arsenal stratégique américain qui mettent un coup d'arrêt aux plans de modernisation existants, comme le précise la proposition budgétaire de 1993 ensuite déposée par le gouvernement. M. Bush a fait savoir qu'une fois les 20 bombardiers B-2 déjà commandés construits, on arrêterait de produire cet appareil. Le programme *Midgetman* (petits ICBM mobiles) est annulé, tout comme le sous-marin d'attaque SSN-21 *Seawolf*. Toute nouvelle production de missiles MX à dix ogives sera interrompue; celle du

missile de croisière perfectionné s'arrêtera à 640 unités. L'ogive perfectionnée W-88 destinée au *Trident II* ne sera plus produite non plus, ce qui signifie que les États-Unis ne fabriqueront plus de nouvelles ogives.

Combiné à plusieurs autres changements dans l'évolution de l'armée américaine, le budget de la défense proposé pour 1993 vise à moins se concentrer sur la sécurité européenne pour mettre l'accent sur des forces polyvalentes capables de réagir en cas de conflits régionaux. Le gouvernement demande 277,9 milliards de dollars, ce qui représente une réduction de 7 p. 100 par rapport à 1992.

### Guerre des étoiles

■ Alors que l'on réduit les forces stratégiques, l'Initiative de défense stratégique (IDS) semble prospérer. Son budget sera augmenté d'environ 30 p. 100 pour l'exercice 1993, ce qui le fera passer à 4,36 milliards de dollars. Le programme a maintenant pour objectif d'assurer une protection mondiale contre des attaques limitées (GPALS), c'est-à-dire de pouvoir repousser une attaque de 200 ogives. L'accent est mis sur le déploiement prochain d'une défense anti-missiles balistiques au sol, à laquelle s'ajoutera un système spatial. *Brilliant Pebbles* est un système qui serait composé d'un millier de petits missiles non explosifs, placés en orbite. *Brilliant Eyes* est un système spatial de surveillance, de repérage et de poursuite.

Alors que *Brilliant Eyes* et *Brilliant Pebbles* demanderaient tous deux une modification ou l'abrogation du Traité ABM conclu entre les États-Unis et l'URSS en 1972, le système terrestre dont le déploiement est prévu en 1996 serait, dans sa première phase, compatible avec le Traité. Apparemment, Boris Eltsine tiendrait moins que son prédécesseur à le préserver. S'adressant au Conseil de sécurité lors du sommet de janvier, il a suggéré un programme IDS commun, en faisant valoir qu'il occuperait des savants soviétiques qui autrement «s'expatrieraient et répandraient la technologie nucléaire dans d'autres pays» □

— DAVID COX

## À L'ORDRE DU JOUR DU CONSEIL DE SÉCURITÉ



### Nouveau Secrétaire général

■ Le 21 novembre, le Conseil de sécurité a élu à bulletin secret Secrétaire général des Nations Unies l'Égyptien Boutros Boutros-Ghali, jusqu'alors vice premier ministre de son pays. Il a officiellement remplacé M. Javier Pérez de Cuéllar le 1<sup>er</sup> janvier. C'est par onze voix et quatre abstentions qu'il a été préféré à M. Bernard Chidzero, ministre des Finances du Zimbabwe. Son élection a été accueillie comme une victoire par l'Afrique, qui insistait pour que le successeur de M. de Cuéllar soit un Africain.

### Sommet des Quinze

■ À la fin publiquement déclarée de soutenir le nouveau Secrétaire général et de renforcer l'organisation mondiale dans son entier, le premier ministre britannique, M. John Major, a organisé et présidé une réunion au sommet extraordinaire du Conseil de sécurité, qui a eu lieu le 31 janvier. M. Major, qui devrait convoquer des élections cette année et dont le sommet devait redorer le blason, a réussi à réunir les chefs de gouvernement de treize des quinze pays membres du Conseil de sécurité, les deux autres, à savoir : la Hongrie et le Zimbabwe, étant représentés par leurs ministres des Affaires étrangères.

Pendant cette réunion, les dirigeants ont adopté une déclaration commune demandant, entre autres choses, au Secrétaire général de présenter au Conseil, avant juillet 1992, des recommandations visant à «renforcer les Nations Unies et les rendre plus efficaces en matière de diplomatie préventive, d'établissement de la paix et de maintien de la paix». Les chefs de gouvernement y suggéraient, en outre, que l'analyse porte aussi sur le rôle de l'ONU dans «l'identification de crises et de régions instables éventuelles». Ils proposaient également l'interdiction mondiale des armes chimiques et de grands efforts pour restreindre la

prolifération des armes nucléaires et des armes de destruction massive.

### Yougoslavie : fragile cessez-le-feu

■ Le 27 novembre, le Conseil s'est prononcé à l'unanimité pour exhorter les parties au conflit yougoslave à respecter un accord de cessez-le-feu signé quatre jours plus tôt à Genève (Suisse). Cependant, les combats ont continué et, le 15 décembre, il a décidé, par un nouveau vote unanime, que les conditions nécessaires à l'organisation d'une opération de maintien de la paix en Yougoslavie n'étaient toujours pas réunies. Parallèlement, il a approuvé la proposition du Secrétaire général d'envoyer un petit groupe de civils et de militaires de l'ONU préparer le déploiement d'une force de maintien de la paix. Le groupe devait être rattaché à la mission de son envoyé personnel sur place, l'ancien secrétaire d'État américain, M. Cyrus Vance.

Le 8 janvier, le cessez-le-feu entrant dans son cinquième jour – il avait été adopté le 3 janvier –, le Conseil a voté à l'unanimité l'envoi de cinquante officiers de liaison en Yougoslavie. Il s'agissait du quinzième cessez-le-feu conclu entre les belligérants. Les officiers de liaison ont été affectés aux quartiers généraux de l'armée nationale yougoslave à majorité serbe et de la Garde populaire croate. Leur rôle était, entre autres, de faciliter les communications entre les deux parties et de les aider à régler des difficultés. Les membres du Conseil espéraient que l'envoi d'officiers de liaison servirait de prélude à une opération de bien plus grande envergure à laquelle participeraient quelque 10 000 casques bleus.

### Mission au Cambodge

■ Le 8 janvier, en prélude peut-être à une opération de maintien de la paix aussi importante, sinon plus, le Conseil a voté à l'unanimité l'envoi de 1 124 soldats de l'ONU au Cambodge. Leur mission serait d'abord de déminer le pays puis de former des démineurs cambodgiens. La force rejoindrait la Mission préparatoire des Nations Unies au Cambodge (MIPRONUC), qui se trouve déjà sur place. La décision répond à la volonté de préparer un retour en ordre et sans danger des réfugiés et des personnes déplacées, et de fa-

ciliter ensuite le déploiement de l'Autorité provisoire des Nations Unies au Cambodge (APRONUC), beaucoup plus nombreuse.

### Condamnation des expulsions israéliennes

■ Le 6 janvier, le Conseil a adopté à l'unanimité une résolution «condamnant fermement» la décision d'Israël d'expulser douze civils palestiniens des territoires occupés. C'est là le plus ferme langage jamais approuvé par les États-Unis contre Israël aux Nations Unies. La résolution a été votée alors que les délégations jordanienne, libanaise, palestinienne et syrienne annonçaient qu'en protestation à la décision israélienne, elles retardaient leur départ pour Washington, où les négociations de paix devaient avoir lieu. Après le vote, elles ont fait savoir qu'elles se rendraient dans la capitale américaine pour reprendre les pourparlers.

### Embargo contre la Somalie

■ Le 23 janvier, le Conseil a voté à l'unanimité un embargo sur les armes à l'encontre de la Somalie et demandé instamment un cessez-le-feu dans le conflit en cours. Prise pour des raisons humanitaires, la décision apparaît comme une preuve supplémentaire que le Conseil entend intervenir dans les conflits intérieurs. Cet embargo de l'ONU est le quatrième du genre actuellement en vigueur. Hormis la Somalie, sont visés la Yougoslavie, l'Irak et l'Afrique du Sud.

### Paix au Salvador

■ Le 14 janvier, le Conseil a décidé par un vote unanime d'élargir le mandat de la Mission d'observation des Nations Unies au El Salvador (ONUSAL) pour y inclure la vérification et la surveillance des accords de paix. La décision intervenait le jour même où les dirigeants rebelles et gouvernementaux concluaient à New York, aux termes de négociations placées sous les auspices de l'ONU, un accord de paix final. Outre surveiller la séparation des deux parties au conflit, les 1 098 membres de la Mission veilleront au maintien de l'ordre public le temps qu'une nouvelle police nationale civile soit créée. L'accord de paix est considéré comme une victoire diplomatique de plus pour l'ONU au lendemain de la Guerre froide et pour les superpui-

sances, qui s'efforcent de régler les différends régionaux.

### UNFICYP : mandat prolongé

■ Le 12 décembre, le Conseil a décidé à l'unanimité de prolonger de six mois le mandat de la Force des Nations Unies chargée du maintien de la paix à Chypre (UNFICYP). Pendant son intervention, l'ambassadeur adjoint du Canada auprès des Nations Unies, M. Philippe Kirsch, a souligné que les problèmes financiers de la Force atteignaient des proportions de crise. Depuis des années, avec la Grande-Bretagne et l'Autriche, le Canada souhaite que l'UNFICYP soit financée par des contributions mises en recouvrement et non par des contributions volontaires, mais la majorité des membres permanents s'y opposent. En conséquence, a déclaré M. Kirsch, les arriérés accumulés de l'UNFICYP, qui s'élevaient à 181,1 millions de dollars américains, continuent d'augmenter.

M. Kirsch a fait savoir que le Canada regrettait l'absence d'un règlement négocié. Il a prévenu, comme Ottawa l'a fait maintes fois par le passé, que si l'ONU ne parvenait toujours pas à trouver une entente entre les parties, il serait nécessaire que le Conseil étudie de près l'avenir à long terme de la Force. Abondant dans le sens du Canada, le Secrétaire général a fait remarquer dans un rapport au Conseil que la crise financière de l'UNFICYP «pénalise injustement les pays qui fournissent un contingent».

### Divers

■ Le 23 janvier, le Conseil a recommandé à l'unanimité à l'Assemblée générale d'accorder le statut de membre de l'ONU à l'ancienne République soviétique du Kazakhstan, qui est la première de la région, depuis les républiques baltes, à être admise. Le Conseil examine la candidature de quatre autres républiques de l'ex-URSS, qui sont l'Arménie, le Kirghizistan, l'Ouzbékistan et le Tadjikistan.

■ Le 29 novembre, le Conseil a renouvelé le mandat de la Force des Nations Unies chargée d'observer le dégageant (FNUOD), qui supervise le cessez-le-feu entre Israël et la Syrie depuis 1974. □

— TREVOR ROWE

## EN DIRECT DE LA COLLINE PARLEMENTAIRE



### Les priorités de la politique extérieure

■ Dans une allocution prononcée le 10 décembre, la secrétaire d'État aux Affaires extérieures, M<sup>me</sup> Barbara McDougall a défini trois grandes priorités du Canada en matière de politique étrangère pour les années 1990 : renforcer la sécurité coopérative, créer une prospérité durable et garantir la démocratie et le respect des valeurs humaines. Ces priorités reposent sur les grandes lignes de la politique extérieure présentées plus longuement dans un document divulgué à la presse juste avant l'allocution.

Comme l'a précisé la ministre, on entend par renforcement de la sécurité coopérative la volonté de créer un ordre mondial plus coopératif reposant sur le droit, que l'on fera primer notamment en donnant plus de pouvoirs à l'ONU. Prospérité durable signifie conserver un niveau de vie élevé en améliorant la productivité, en offrant aux industries de demain un contexte d'investissement attrayant et en assurant un accès aux marchés internationaux par le biais de négociations commerciales internationales. Garantir la démocratie et le respect des valeurs humaines suppose que l'on encourage à respecter les droits de la personne, la primauté du droit, les principes démocratiques et un gouvernement sain.

### Déplacements de M<sup>me</sup> McDougall

■ Fin janvier, la ministre s'est rendue à Kiev, à Moscou et à Prague pour une série de rencontres importantes. Dans la première ville, elle s'est entretenue avec le président ukrainien Leonid Kravtchouk et elle a signé une déclaration officielle établissant des relations diplomatiques entre le Canada et l'Ukraine et transformant le consulat général canadien de Kiev en ambassade. Le Canada est parmi les premiers pays à avoir reconnu l'indépendance de l'Ukraine le 2 décembre, soit au lendemain d'un référendum par lequel les Ukrainiens se sont

massivement prononcés pour l'indépendance de leur république.

De Kiev, M<sup>me</sup> McDougall s'est rendue à Moscou, où elle a pris la tête de la délégation canadienne à la série multilatérale des négociations de paix sur le Moyen-Orient, qui s'est déroulée les 28 et 29 janvier. Cinq groupes de travail internationaux y ont été constitués. Ils étudieront des problèmes clés du Moyen-Orient : la limitation des armements, le développement économique, le partage de l'eau et les réfugiés. M<sup>me</sup> McDougall a accepté que le Canada préside le groupe de travail sur les réfugiés, qui se réunira pour la première fois à la fin avril ou au début mai, à Ottawa.

Enfin, la ministre est allée à Prague assister à la deuxième réunion du Conseil des ministres de la Conférence sur la sécurité et la coopération en Europe (CSCE). Dans son allocution au Conseil, elle a souligné que le Canada accordait beaucoup d'importance à la non-prolifération des armes nucléaires et s'inquiétait des transferts d'armes conventionnelles. Le Conseil a décidé d'admettre dix nouvelles républiques de l'ancienne URSS, la plupart d'Asie centrale et de la région transcaucasienne. Fin décembre, le Canada avait reconnu pratiquement tous ces pays.

### Députés en Chine

■ Début janvier, trois parlementaires se sont trouvés au cœur d'une controverse alors qu'ils séjournaient en République populaire de Chine. Le voyage des trois députés — M. Svend Robinson (Burnaby-Kingsway), critique du NPD pour les affaires extérieures; M. Geoff Scott (Hamilton-Wentworth), du Parti conservateur; et M<sup>me</sup> Beryl Gaffney (Nepean), du Parti libéral —, était parrainé par le secteur privé, et organisé par des groupes de pression sino-canadiens qui ont fleuri depuis le massacre de la place Tian'anmen à Beijing, en 1989. Pendant leur séjour, les trois membres du Parlement ont ouvertement critiqué les violations des droits de la personne, rendu visite aux familles de dissidents et demandé à visiter une prison de Beijing.

Le 6 janvier, les trois Canadiens ont été escortés à l'aéroport et on les a contraints à embarquer dans un avion partant pour Hong Kong. M<sup>me</sup> McDougall a dénoncé les expulsions, les qualifiant d'affront à l'institution

parlementaire. L'incident ne devrait cependant pas avoir d'incidence sur les relations canado-chinoises.

### Force de maintien de la paix prise à parti

■ Dans un rapport publié le 5 février, le Comité des affaires étrangères du Sénat américain reproche aux Nations Unies de ne pas avoir réagi aux violations de cessez-le-feu perpétrées par l'armée marocaine qui menaçait de tirer sur les officiers non armés britanniques, américains, canadiens et autres envoyés comme observateurs militaires de l'ONU au Sahara occidental. Le rapport laisse entendre que l'opération de maintien de la paix est en danger à cause d'une mauvaise gestion et de possibles irrégularités financières. Il affirme également que le commandant de la force onusienne, le général Armand Roy (Canada), était sur le point de recommander à Ottawa de retirer son contingent militaire. Le ministère de la Défense nationale a démenti par la suite, mais il est évident que des difficultés de taille persistent.

### Chambre des communes

■ La Chambre a repris ses débats le 3 février. Au cours de ce mois, le Comité des affaires étrangères et du commerce extérieur a entamé une série de quatre réunions hebdomadaires d'experts consacrées aux nouvelles républiques issues de l'ancienne URSS et aux relations que le Canada entretient avec elles. Divers spécialistes sont appelés à s'exprimer sur l'aide au développement et l'investissement, sur l'ordre ou le désordre politique qui s'instaure, sur la mise en place de la démocratie et sur les droits de la personne, et sur les avantages que le Canada aurait à renforcer sa présence dans ces pays.

Le Comité de la défense s'est rendu en Europe du 29 janvier au 12 février pour étudier le rôle du Canada sur ce continent en matière de sécurité. Le Comité, présidé par M. Arnold Malone (PC, Crowfoot), a tenu des audiences sur la question avant Noël.

Début décembre, le président du Comité des affaires étrangères et du commerce extérieur, M. John Bosley (Don Valley West) a pris la parole au cours d'une conférence organisée à Prague (Tchécoslovaquie) par l'Ins-

titut canadien pour la paix et la sécurité internationales et l'Institut des relations internationales de Prague. On y a débattu du rôle futur de la Conférence sur la sécurité et la coopération en Europe (CSCE) et de ses différents processus et mécanismes, que l'on a évalués.

### Répercussions budgétaires

■ Le 25 février, M. Don Mazankowski présentait son premier budget en tant que ministre des Finances. La détermination du gouvernement à combattre le déficit du Canada sans augmenter les impôts est lourde de conséquences pour plusieurs organismes, dont l'Institut canadien pour la paix et la sécurité internationales. Dans un effort de «rationalisation» de la gestion gouvernementale, quarante-six organismes, conseils, commissions et sociétés au total sont supprimés, regroupés, différés ou privatisés. Parmi les premières se trouvent l'ICPSI, le Conseil économique du Canada, le Conseil des sciences du Canada et la Commission de réforme du droit, qui ont toutes leur siège à Ottawa, et le Centre international d'exploitation des océans, qui a le sien à Halifax.

M. Bernard Wood, Directeur général de l'ICPSI, a déclaré au cours d'une conférence de presse, le 2 mars, que l'Institut continuerait d'exister jusqu'à ce que le Parlement adopte une loi le démantelant. L'Institut a été créé en 1984 en vertu d'une loi du Parlement. Cependant, M. Wood a également déclaré que la direction de l'Institut doit tenir compte de «l'intention sans équivoque du gouvernement de liquider l'Institut et de transférer au ministère des Affaires extérieures les ressources nécessaires aux activités dont la continuité s'impose».

Un autre changement important apparaît dans le nouveau budget. En effet, le gouvernement entend avancer le retrait prévu des troupes canadiennes se trouvant en Europe et ne pas faire partie de la force opérationnelle qui y sera stationnée. Bien que le Canada maintienne sa promesse d'envoyer une brigade en Europe en cas d'urgence, le ministre des Finances a prédit que ces changements, entre autres, réduiraient les dépenses de défense de 2,2 milliards de dollars au cours des cinq années à venir. □

— GREGORY WIRICK

## CONDENSÉ SUR LA LIMITATION DES ARMEMENTS



### Nouvelles réductions des armements nucléaires

■ Le 29 janvier, dans son message sur l'état de l'Union, le président Bush a révélé avoir dit au président Eltsine que, si la Communauté des États indépendants (CEI) acceptait la proposition antérieure de Washington d'interdire totalement les missiles balistiques mirvés basés au sol, les États-Unis réduiraient «d'un tiers environ» le nombre des ogives montées sur leurs missiles balistiques lancés depuis des sous-marins et convertiraient une «part substantielle» de leurs bombardiers stratégiques pour «une utilisation essentiellement classique».

La proposition précédente avait été rejetée parce qu'elle aurait privé l'(ex-)arsenal soviétique de missiles de son point fort sans toucher aux engins lancés depuis des sous-marins ou aéroportés, domaine dans lequel les États-Unis gardent la supériorité.

George Bush propose à présent que les États-Unis éliminent totalement leurs missiles MX, soit cinquante unités plus 500 ogives (l'élément le plus moderne de leur force ICBM), 1 000 des ogives ICBM qui équipent leurs *Minuteman III* et 1 156 des ogives montées sur les missiles balistiques à lanceurs sous-marins (SLBM), plus un nombre «substantiel» mais non précisé d'engins largués par des bombardiers. Les deux parties ne conserveraient que 4 400 à 5 000 ogives nucléaires stratégiques, soit pour les États-Unis environ la moitié moins que les y autorise le Traité START (et presque 7 000 de moins qu'actuellement).

Bien que le président Bush ait qualifié la «première réaction» de Boris Eltsine de «très positive», ce dernier, dans une allocution diffusée le lendemain à la télévision russe et dans laquelle il abordait de nombreux sujets, n'a pas parlé directement de la proposition américaine. En revanche, il a proposé de créer une agence internationale pour la réduction des armes nucléaires qui, par la suite, surveillerait tout le «cycle nucléaire», de la production de matières fissiles à l'élimination des déchets nucléaires.

S'agissant des armes nucléaires stratégiques, il a annoncé une série de réductions unilatérales et il s'est engagé à abaisser le nombre de l'ensemble des armes stratégiques aux seuils convenus dans le Traité START en trois ans, au lieu des sept prévus (voire plus rapidement, «en cas d'entente mutuelle avec les États-Unis»). Il a aussi proposé que les deux puissances renoncent d'un commun accord à mettre au point de nouveaux types de missiles de croisière aéroportés de longue portée; qu'elles éliminent tous les missiles de croisière nucléaires de longue portée à lanceur sous-marin existants; et qu'elles mettent un terme aux «patrouilles de combat» de sous-marins nucléaires lance-engin. Enfin, le président russe a annoncé que des propositions de réductions plus poussées, visant à ramener à 2 000 à 2 500 le nombre des ogives nucléaires stratégiques alignées de part et d'autre, avaient été préparées. Il a répété que la Russie continuerait de respecter le Traité ABM, «facteur important du maintien de la stabilité stratégique dans le monde», mais il a également déclaré : «Nous sommes prêts à élaborer, puis à créer et exploiter conjointement un système de défense mondial qui remplacerait le système IDS.»

Toujours à propos de la limitation des armements, il a fait savoir que la Russie entendait adhérer au Régime de contrôle des technologies relatives aux missiles, qu'elle abandonnerait ses réserves relatives au Protocole de Genève de 1925 concernant le droit d'utiliser des armes biologiques en représailles, et qu'elle adopterait une législation nationale qui réglementerait l'exportation de matières, de matériels et de techniques pouvant servir à fabriquer des armes nucléaires, chimiques ou biologiques ou des «missiles de combat». Il a précisé qu'il y aurait du retard dans le calendrier de destruction des armes chimiques arrêté dans un accord conclu en 1990 avec les États-Unis et annoncé qu'en 1992, il n'y aurait pas de manœuvres militaires engageant plus de 13 000 soldats dans aucune région européenne ou asiatique de la CEI.

Après leur rencontre de Camp David, le 1<sup>er</sup> février, MM. Bush et Eltsine ont annoncé deux réunions au sommet pour cette année. Ils n'ont pu s'entendre sur aucune des

propositions relatives à la limitation des armements, mais ils ont révélé que des négociations détaillées commenceraient à la mi-février avec une visite du secrétaire d'État américain James Baker à Moscou. Le lendemain, le secrétaire à la Défense des États-Unis, M. Dick Cheney, aurait rejeté la proposition russe de réduire encore les armes stratégiques offensives en invoquant qu'il était important pour la stabilité de conserver suffisamment de sous-marins nucléaires lance-engin. Il a qualifié la proposition russe de «grand pas en avant», mais n'en a pas moins refusé de modifier la position des États-Unis, qui s'opposent au partage de cette technologie avec Moscou.

### La Corée du Nord et la bombe

■ L'inquiétude a monté cet automne au sujet de la Corée du Nord, que l'on soupçonne d'avoir un programme d'armes nucléaires. Ce pays a signé le Traité sur la non-prolifération en 1985, mais n'a pas conclu d'accord de garanties avec l'Agence internationale de l'énergie atomique (AIEA), comme il le devait.

Le 11 décembre, lors d'une réunion des deux premiers ministres coréens, la Corée du Sud a révélé qu'il n'y avait plus d'armes nucléaires américaines sur son territoire et proposé des inspections «pilotes» simultanées de la base aérienne de Kunsan dans le Sud (où les dernières armes nucléaires américaines auraient été entreposées) et de Yongbyon dans le Nord (où l'on pensait qu'une usine de retraitement était en construction). Deux jours plus tard, les deux Corées ont signé un Accord de réconciliation et de non-agression. Il demande, entre autres, la création dans les trois mois suivant son entrée en vigueur d'une «commission militaire mixte» qui «négociera et mettra en oeuvre» diverses mesures propres à accroître la confiance et des réductions progressives des armements.

Après une série de réunions d'experts à la fin décembre, le Nord et le Sud sont convenus en principe de ne pas «mettre à l'essai, fabriquer, produire, accepter, posséder, entreposer, déployer ou utiliser des armes nucléaires» ni «posséder des installations de retraitement nucléaire et d'enrichissement de l'uranium» et d'«accepter les inspections d'installations choisies par l'autre partie ou de concert», suivant des procédures que définira une commission mixte

pour la vérification nucléaire constituée un mois après l'entrée en vigueur de la Déclaration. La Corée du Nord aurait aussi promis de signer et ratifier l'accord de garanties de l'AIEA avant la prochaine rencontre des premiers ministres, en février, si les États-Unis et la Corée du Sud annulaient leurs manœuvres militaires annuelles baptisées «Esprit d'équipe» (ce qu'ils ont accepté, a-t-on appris une semaine après).

La Déclaration de non-nucléarisation a été signée le 20 janvier par les deux premiers ministres. Elle doit entrer en vigueur le 20 février, tout comme l'Accord de réconciliation et de non-agression. Le 30 janvier, le Nord a signé son accord de garanties avec l'AIEA, mais un haut fonctionnaire aurait laissé entendre que le processus de ratification pourrait durer six mois. Dans des pourparlers directs avec Pyeong Yang, Washington aurait fixé un ultimatum (peut-être avril) : soit le Nord autorise l'inspection de ses sites nucléaires, soit il s'expose à des sanctions internationales. Beaucoup d'analystes redoutent qu'à la faveur d'un sursis, les Nord-Coréens réussissent, comme les Irakiens, à dissimuler leur programme nucléaire militaire aux inspecteurs de l'AIEA.

### Registre onusien des armes

■ Le 9 décembre, par 150 voix, aucune opposition et deux abstentions, l'Assemblée générale de l'ONU a créé un Registre des armes conventionnelles. La proposition s'inspirait d'une vieille idée, relancée en février 1991 par le premier ministre du Canada, M. Mulroney, et visant à décourager, par la publicité qui en est faite, les transferts d'armement excessifs. Dans un premier temps, le registre volontaire, ouvert le 1<sup>er</sup> janvier 1992, répertorie les transferts uniquement dans les catégories suivantes : chars de combat, véhicules blindés de combat, systèmes d'artillerie lourde, avions de combat, hélicoptères d'assaut, bâtiments de guerre, missiles et systèmes de missiles. Un groupe d'experts doit remettre l'an prochain un rapport sur les façons d'étendre le registre aux armes plus légères, aux lieux de production et aux arsenaux nationaux, ce afin qu'il soit moins discriminatoire à l'égard des États importateurs d'armes. □

— RON PURVER

## LIVRES



### L'un sans l'autre

André Fontaine

Éditions Fayard, Paris, 1991.  
372 pages, 34,95 \$

■ En dépit de l'avertissement fait au lecteur qu'il ne s'agit pas ici d'un livre d'histoire, c'est bien de cela dont il s'agit dans ce merveilleux petit livre écrit d'une plume alerte et toujours pertinente.

Après l'annonce de la fin de l'histoire par Francis Fukuyama, on parle désormais de la revanche de l'histoire sur la politique. Il faut remercier Fontaine d'avoir écrit ce livre. Il vient, à point nommé, dresser un magistral bilan des grandes lignes de forces qui sous-tendent la politique étrangère américaine, celle de l'Europe et du Japon, ainsi que celle que l'on appelait encore hier l'URSS. Le lecteur trouvera dans ces lignes du Fontaine à son meilleur, car il brosse à grands coups de pinceaux historiques les réalités profondes des transformations de demain.

*L'un sans l'autre* se subdivise en trois parties. La première retrace les péripéties des naufragés de la planète Marx; la seconde est consacrée aux grands bouleversements qui agitent le Sud, y compris le réveil des religions et le retour au fondamentalisme religieux – en passant par l'hindouïsme, l'islamisme et le judaïsme, sans oublier de retracer les oppositions millénaires entre l'Europe et le Proche-Orient –, et la troisième situe le Japon sur le grand échiquier international. Relativement au Japon, Fontaine insiste à bon droit sur le fait qu'il n'est pas «d'autres exemples de civilisation qui se soit développée aussi à l'écart de l'Europe et qui ait répondu, presque parallèlement, au défi de la modernité».

L'auteur, cela va de soi, reste prudent. Tout le monde sait et craint le tournant magistral que vient de prendre l'histoire après la chute du mur de Berlin, la réunification allemande, la dislocation de l'empire soviétique, et la guerre du Golfe dont les États-Unis sont sortis à ce point victorieux qu'on est en droit de se demander si

le monde n'est pas devenu du même coup unipolaire. Fontaine a raison de trouver l'image excessive, car «un globe ne peut avoir un seul pôle». De toute façon, écrit-il, «la spectaculaire montée en puissance des vaincus de la dernière guerre, face à des empires fatigués pour l'un, ruinés pour l'autre, relativise le poids, dans la compétition internationale, de la composante militaire». Ceci étant dit, Fontaine ne manque pas de noter ce que les démocrates reprochent au Parti républicain de Bush : les énormes problèmes intérieurs de la société américaine. Il se pourrait même que la grande Amérique soit à nouveau tentée par une forme de repli sur elle-même. Les Américains annoncent pour 1995 «la fermeture du tiers de leurs mille six cents bases à l'étranger, et la réduction de moitié – de 300 000 à 150 000 – de leurs effectifs en Europe».

L'interrogation fondamentale de Fontaine est centrale à son ouvrage. L'Amérique n'a jamais été aussi près d'exercer l'hégémonie mondiale. Il est grand temps pour l'Europe de se réveiller, «si elle ne veut pas que le nouvel ordre international en gestation consacre son effacement». L'auteur évoque à juste titre la marche de l'Europe vers son union économique et politique. Il note l'importance des Adenauer, Schumann, De Gasperi, De Gaulle, Kohl et Schmidt dans l'évolution du processus européen, mais il passe sous silence, ce faisant, que l'Europe s'est aussi faite grâce et peut-être aussi à cause de Staline.

Dans sa conclusion, Fontaine rappelle l'excessive fragmentation des sociétés ou leur «atomisation» et la tendance inverse à «l'unité» toujours présente dans l'histoire de la politique européenne. On pourrait aussi boucler la boucle avec la première phrase du livre par laquelle Fontaine rappelle les propos fort pertinents de Georgi Arbativ : «Nous sommes en train de vous priver d'ennemi». En l'absence d'un ennemi commun, l'ère des grandes politiques étrangères communes est peut-être révolue. Il faudra en tout cas à l'Europe une singulière volonté politique pour poursuivre au même rythme l'unité qu'elle recherche depuis 1945. Si l'Europe s'achemine, tout comme les autres

blocs économiques, vers une vaste zone de libre-échange, il reste toutefois que son union politique, du moins en matière de défense, est encore à mille lieux de ce qu'elle professe. Ce n'est donc pas sans raison que Fontaine réclame aux Européens encore un peu plus.

– Albert Legault

Albert Legault est professeur de science politique à l'Université Laval.

### La drogue, l'argent et les armes

Alain Labrousse

Éditions Fayard, Paris, 1991.  
485 pages, 41,95 \$

■ Les lecteurs des diverses collections de *L'état du monde* sont familiers avec le nom d'Alain Labrousse qui a signé, de 1988 à 1990, trois articles sur le sujet de la drogue et de la politique. Le même auteur a aussi à son actif sept ouvrages sur divers pays sud-américains, qu'il a écrit seul ou en collaboration, entre 1971 et 1989. Alain Labrousse est aussi membre de l'Observatoire géopolitique des drogues, «association qui conduit des recherches sur les contextes militaires, politiques et sociaux de la production et du trafic des drogues». Il était donc tout désigné pour publier une somme sur «la drogue, l'argent et les armes».

Outre ses propres enquêtes et entrevues, Labrousse semble avoir lu tout ce qui s'est publié d'important sur le sujet au cours des dernières années. Cependant, le procédé a le défaut de ses qualités. Son livre fourmille de chiffres, de noms et de dates, mais il manque d'une certaine profondeur anthropologique. Nous faisons le tour du monde de la drogue et de l'argent pour en sortir un peu étourdis – pour ne pas dire drogués – par tant de détails et si peu de mises en perspective.

Qu'on en juge par la table des matières de ce bouquin. Le prologue est une longue entrevue en argot parisien avec un jeune drogué français reconverti à l'aide humanitaire en Afghanistan. Puis nous sautons dans la première partie sur les «armes de l'héroïne», où l'auteur nous transporte en neuf chapitres du Pendjab à l'Indonésie en passant par le Liban, les Balkans, la Sicile et tutti quanti. La deuxième partie, divisée en six chapitres, est consacrée aux «armes de la cocaïne» et elle traite de la quasi-totalité des pays de

l'Amérique latine et des Caraïbes. Enfin, la troisième et dernière partie ne comporte que deux chapitres dont l'un porte sur les États-Unis tandis que l'autre est consacré à certains pays latino-américains. Il n'y a pas de conclusion, et le lecteur est abruptement laissé devant la liste des membres et correspondants de l'Observatoire géopolitique des drogues, soit environ quatre-vingt chercheurs, journalistes et organismes rattachés au domaine. Heureusement, Labrousse a ajouté la table des onze cartes qui illustrent son ouvrage. Mais il a, par contre, omis la table des tableaux statistiques qui illustreraient bien la production, la consommation et la valeur fluctuante des drogues. De plus, un bon nombre de coquilles donnent l'impression d'un travail vite fait pour ne pas dire bâclé.

Non seulement sommes-nous désorientés, mais laissés avec le sentiment que c'est partout pareil, que la drogue et la corruption sont inévitables et que les forces de l'ordre sont impuissantes quand elles ne sont pas complices de cet état de choses. Ce n'était sans doute pas l'objectif de l'auteur de nous laisser sur cette vision pessimiste. En guise de conclusion, Labrousse aurait pu élargir quelque peu son propos pour nous rappeler que les drogues – licites ou illicites – sont aussi inséparables de la civilisation que la guerre ou les idéologies. Que de tout temps les gouvernements ont essayé de monopoliser ou de contrôler cette production et cette consommation comme ils tentaient de s'arroger le monopole de la violence et le contrôle de la monnaie. Et que c'est l'interdiction de certaines drogues qui en augmente la valeur, encourage la criminalité et éventuellement la corruption des responsables de leur prohibition. Ce faisant, l'auteur aurait dépassé le strict sujet de la drogue, de l'argent et des armes pour aborder les questions essentielles du droit, de la moralité publique et du «bon gouvernement».

– Jacques Gagnon

Jacques Gagnon est professeur de science politique au Collège de Sherbrooke. □

Voir l'analyse sommaire d'ouvrages publiés en anglais dans la rubrique *Reviews de Peace&Security*.

## TRIBUNE



### Pourquoi nous sommes en Europe

■ Je suppose que présenter à la suite, dans votre numéro de l'automne 1991, un article sur la politique de défense canadienne («Savoir prévoir») et un autre sur la sécurité européenne («Querelles dans une Europe nouvelle») était une décision stratégique visant à montrer une relation inhérente entre les deux. Il aurait donc été utile d'examiner de près cette relation dans un troisième article, malheureusement absent.

Desmond Morton parle d'évidence lorsqu'il fait remarquer qu'il est important d'examiner les entrailles du passé quand on essaie de percer le brouillard de l'avenir. Malgré les leçons du passé récent, nous sommes apparemment décidés, une fois de plus, à nous retirer dans notre coquille nord-américaine en attendant d'être plongé dans le prochain conflit européen. Que cela se soit déjà produit deux fois au cours de ce siècle ne semble guère prêter à conséquence.

Comme le note Lawrence Freedman, cependant, les indicateurs actuels pointent exactement dans la direction opposée. Très peu de choses ont changé en Europe. Une Europe unifiée aux pôles multiples devait être le moteur d'un nouvel ordre mondial. Au lieu de quoi elle est cause d'une autre explosion dans les Balkans, de la désintégration de l'empire soviétique et d'une renaissance allemande. Ce n'est guère la recette d'un avenir paisible.

Je m'attendais que les deux auteurs franchissent l'étape logique suivante, puisque M. Morton insistait sur le lien entre les événements en Europe et les problèmes de défense canadiens, et que M. Freedman soulignait l'importance de l'influence nord-américaine dans la gestion de la période de transition dans les relations pan-européennes. Si les responsables gouvernementaux canadiens cherchent pour la nation une politique de défense à long terme qui soit efficace, il leur suffit de se replonger dans leurs manuels d'his-

toire et dans leurs atlas du primaire. Les priorités stratégiques du Canada tiennent à sa position géographique dans le monde et à ses rapports historiques avec les autres pays. Il reste une entité de l'hémisphère Nord qui conserve des liens étroits avec l'Europe et qui doit contrebalancer l'influence écrasante des États-Unis en Amérique du Nord. Ne pas voir le lien évident entre les événements actuels en Europe et l'avenir de la sécurité canadienne semble une fois encore symptomatique d'une myopie chronique des décideurs politiques et militaires canadiens.

Les intérêts de la défense canadienne sont mieux défendus en prévenant des conflits à l'étranger qu'en y prenant part. C'est en participant activement, sur les plans politique, économique et militaire, à la restructuration de l'Europe de l'après-Guerre froide que l'on pourra le mieux veiller sur nos intérêts.

R.E. Stansfield, Aylmer (Québec)

### M<sup>mes</sup> Stein et Gray nous ont fait sourire

■ Les articles de Janice Gross Stein et Charlotte Gray (automne 1991) sur les lendemains de la guerre du Golfe au Moyen-Orient et au Canada nous ont fait sourire à point nommé. M<sup>me</sup> Stein écrit que la guerre a été «lancée pour défendre le principe de la souveraineté des États et de la légitimité de leurs frontières», tandis que M<sup>me</sup> Gray affirme que «pour la toute première fois, en août 1990, le Conseil de sécurité a été unanime».

Le Conseil de sécurité est arrivé à beaucoup de décisions unanimes, mais certaines sont assez instructives. Prenons la résolution adoptée par 15 voix le 5 juin 1982 pour réclamer un cessez-le-feu sur la frontière israélo-libanaise. Ce jour-là, c'est à l'unanimité que les membres du Conseil ont demandé que l'État hébreu «retire sur le champ et sans condition toutes ses troupes hors des frontières internationalement recon-

nues du Liban». Cependant, aucune mesure n'a été prise pour faire appliquer cette résolution.

Prenons la résolution adoptée à l'unanimité le 22 décembre 1975 après que l'armée indonésienne a envahi le Timor oriental et exigeant que Djakarta «retire ses troupes sans délai» et «respecte l'intégrité territoriale du Timor oriental». Le Département d'État avait donné ordre à M. Daniel Moynihan, ambassadeur américain auprès de l'ONU, de s'assurer que «les Nations Unies se révèlent totalement inefficaces quelque mesure qu'elles prennent», comme il l'explique franchement dans ses mémoires. Les soldats indonésiens sont donc restés au Timor oriental. Voilà pour le «principe» de la souveraineté et de la légitimité des frontières.

M<sup>me</sup> Stein déclare également que «les trois principaux objectifs politiques que les États-Unis s'étaient fixés» étaient «la redistribution des richesses dans le monde arabe, une plus grande participation politique et un règlement du conflit israélo-arabe». Elle conclut, à raison, qu'«aucun ne semble possible à atteindre». Mais s'agissait-il de réels objectifs d'après-guerre pour les Américains ou seulement de propagande ?

Le soutien que Washington apportait auparavant aux monarchies anti-démocratiques et autres dictatures arabes et deux décennies de barrage à un règlement du conflit israélo-arabe feraient pencher pour cette deuxième solution. Tout comme la conclusion de M<sup>me</sup> Stein, selon qui, en cette période d'après-guerre, «les États-Unis se trouvent dans une position unique au Moyen-Orient, où ils exercent une influence sans précédent». M<sup>me</sup> Stein nous invite à croire que les planificateurs américains sont des maladroits bien intentionnés qui recherchent la paix, la démocratie et une juste répartition du revenu pour des gens moins fortunés qu'eux. S'ils ne réussissent pas tout à fait à atteindre ces nobles buts, en revanche et par accident, ils

donnent à leur pays un pouvoir et une influence inouïs.

Rod Hill,  
Saint John (Nouveau-Brunswick)

### Des limites du journalisme

■ À propos de l'article de Jean Pelletier intitulé «Dire ou se taire» [*Paix et Sécurité*, hiver 1991-1992], il se trouve que j'ai couvert le même événement que lui à Téhéran, à savoir : les 444 jours de la crise des otages américains. J'admire son professionnalisme, mais je ne partage pas deux de ses hypothèses. En effet, il écrit «[Les ayatollahs] savaient en novembre 1979 que, pour gagner contre la Maison-Blanche [...], il leur fallait atteindre les Américains chez eux, dans leur foyer».

Premièrement, il n'y avait pas de cabale d'ayatollahs concoctant une stratégie contre les Américains. Khomeiny était devenu le seul guide spirituel du gouvernement en majeure partie éduqué à l'occidentale de Medhi Bazargan. Deuxièmement, Khomeiny et le mouvement populaire islamique se moquaient complètement de l'Occident. Les autres – Bazargan et son cabinet de technocrates occidentalisés – ont été renversés précisément à cause de cela. Troisièmement, la prise d'otages a été orchestrée par quelques dizaines d'étudiants enragés et malavisés. Rien ne prouve que le gouvernement, et encore moins Khomeiny étaient au courant.

Le siège a bien pris une vie autonome, surtout avec l'attention accrue des médias américains et de la Maison-Blanche. Il a ensuite été récupéré par des religieux militants qui voulaient chasser les modérés et accaparer le pouvoir.

Dans ses conseils aux journalistes couvrant les prises d'otages, M. Pelletier écrit : «La recherche de la vérité exige de la réserve et de la mesure.» Parfait, si ce n'est qu'il ne définit pas cette fameuse «mesure». M. Pelletier n'aurait-il pas publié le communiqué du FLQ alors que les vies de Pierre Laporte et James Cross étaient en jeu ? Pendant la crise d'Oka, se serait-il plié aux ordres de l'armée et de la police demandant de ne pas dépasser des limites arbitrairement tracées, d'autant que les franchir n'aurait pas mis de vie en danger, sauf peut-être celles des journalistes eux-mêmes ?

Haroon Siddiqui  
Éditorialiste, The Toronto Star □

### Programmes de subventions et de bourses de l'Institut – Avis important

■ L'Institut canadien pour la paix et la sécurité internationales devant fermer ses portes, on ne sait pas ce qu'il adviendra de ses programmes de subventions et de bourses (ni de tous ses autres programmes). Nous entendons honorer nos engagements et obtenir le plus tôt possible du gouvernement qu'il nous précise s'il sera possible de donner suite à nos concours de bourses et subventions. Tous les candidats seront avisés dès que nous en saurons plus. Entre-temps, nous leur demandons de ne pas appeler nos bureaux à ce sujet.

## LETTRÉ DE PRAGUE PAR SUSAN GREENBERG



### Les images aux informations du soir étaient convaincantes, et tout le pays les regardait.

On y voyait des personnages clés du Parlement tchécoslovaque, partisans inconditionnels de la « purge » anti-communiste, montrer des dossiers secrets à un journaliste américain pour étayer leur argument dans l'affaire. Quelques semaines plus tôt, l'un d'eux, le député Stanislav Devaty, avait nié avoir jamais rencontré le journaliste. S'abritant derrière le secret d'État, sa commission d'enquête spéciale avait toujours refusé d'expliquer quelles preuves elle détenait contre un autre député, M. Jan Kavan, accusé d'avoir collaboré avec la police.

Les images télévisées révélaient donc, pour tout le moins, un flagrant mensonge et, au plus, un acte criminel. Le chasseur était chassé. L'épisode de la « commission-gate » dominait les nouvelles, surtout parce que la commission s'était constituée en gardienne de la pureté morale. Oubliant des piles de lois urgentes à examiner, le Parlement a consacré des heures éprouvantes à débattre du sujet.

Les membres de la commission mis en cause réagirent en faisant preuve d'une paranoïa typique de l'humeur actuelle en Tchécoslovaquie. Ils firent valoir que le reportage n'aurait pas dû être diffusé et dénoncèrent un complot visant à discréditer leur travail. Tout ce qui les rend ridicules est subversif parce que la démocratie elle-même est ridiculisée par contre-coup. Il faut donc que cesse le ridicule.

L'affaire Kavan est controversée et on en parlera probablement pendant des années encore. Mais ce scandale n'est pas la seule chose qui fait fléchir la popularité du Parlement. Quelques jours à peine avant, les députés avaient rejeté tout un ensemble de propositions formulées par le ô combien démocrate président Vaclav Havel afin d'empêcher que les revendications d'autonomie accrue des Slovaques provoquent une crise constitutionnelle. Eussent-elles été acceptées, le président aurait disposé de plus de pouvoirs pour sortir le pays de l'impasse parlementaire, en demandant un référendum, par exemple.

Il ne s'agit pas seulement d'une défaite personnelle pour Vaclav Havel, mais aussi d'un échec pour les parlementaires. Une assemblée constituante, élue il y a bientôt deux ans à l'issue de la « révolution de velours », ne s'est pas acquittée de son mandat précis, à savoir : s'entendre sur une nouvelle constitution. Le président a lancé l'initiative deux mois auparavant, alors que la classe politique n'était toujours pas parvenue à convenir d'une formule pour préserver l'unité du pays. Dans des discours théâtraux, dont un prononcé d'un balcon qui domine la place Wenceslas, scène des grands rassemblements de la révolution, il a appelé la population à prendre les choses en mains en se montrant favorable à un référendum.

Plus d'un million de signatures, nombre important pour un si petit pays, se sont entassées sur le bureau du plénum de l'assemblée en réponse à cet appel, mais sans résultat. Les

### « On a découvert que des employés d'une caisse promettaient des paniers de nourriture aux pensionnaires d'une maison de retraite s'ils leur confiaient leurs livrets de coupons. »

changements, qui visaient à rendre plus « gouvernable » un parlement qui ne l'est pas, ne furent pas adoptés, et pour cause. Le risque d'une scission qui diviserait le pays entre Tchèques et Slovaques plane toujours à l'horizon, omniprésent, comme la mort d'un ami atteint d'une terrible maladie que l'on s'attend à apprendre à tout moment.

Cependant, il y a autre chose maintenant pour occuper les esprits : la « Kuponova privatizace ». Dans un pays où le seul terme de « Bourse » était criminel, les enseignants, les chauffeurs de taxi discutent du meilleur placement pour leur livret de coupons et échangent des tuyaux sur des sociétés. Une fois que les ventes commenceront réellement, sans doute en avril, on pourra échanger ces livrets contre des actions dans les sociétés d'État vendues au secteur privé au cours de ce qui sera la plus

grande opération de privatisation de l'histoire.\*

Il y a d'inévitables problèmes et des craintes, alimentées par une absence totale de réglementation et par la croissance des caisses ou fonds – sociétés qui gèrent les investissements et, idéalement, répartissent les risques. Les Occidentaux notamment, habitués à de sombres histoires de scandales financiers, jugent alarmant le comportement de nombreux financiers locaux. On a découvert que des employés d'une caisse promettaient des paniers de nourriture aux pensionnaires d'une maison de retraite s'ils leur confiaient leurs livrets de coupons. Par ailleurs, il n'existe rien pour prévenir des délits d'initiés.

Les caisses prennent exemple sur le ministère des Finances, responsable de toute l'opération et qui prône une réglementation minimale. Le ministre des Finances Vaclav Klaus, qui s'enorgueillit de favoriser les seules forces du marché, est aussi à la tête du plus important parti de droite, le Parti démocratique civique. Pour lui et pour ses partisans, réglementation égale socialisme, et les conseillers occidentaux prudents

république tchèque, a préconisé plusieurs fois de repousser le lancement de l'échange des coupons. Il tenait à encourager des projets concurrents pour chaque entreprise, de sorte que les cadres de la « vieille structure » actuelle n'en prennent pas la direction par défaut, et il voulait plus de temps pour que son ministère puisse s'acquitter du travail supplémentaire.

Plus récemment, il a fait valoir que, si le ministère des Finances avait attendu qu'une liste de compagnies privatisables soit publiée avant de lancer l'opération, les gens auraient été encouragés à investir directement dans une société, comme le gouvernement le préférerait, plutôt que de se ruier sur les caisses et autres fonds. M. Klaus a refusé tout sursis pour des raisons économiques en affirmant que retarder l'opération coûterait cher au pays et donnerait le mauvais message quant à sa détermination à effectuer rapidement des changements. Mais il a aussi un programme politique. Chaque coupon porte la signature du ministre des Finances, qui fait le calcul suivant : ces coupons se transformeront en voix aux élections de juin. « Tous ceux qui ont acheté des livrets parient en fait sur Klaus et donc sur nous », a déclaré un proche allié politique.

Après deux générations de mûlage, il est toujours difficile de trouver le juste équilibre. Les mouvements de balanciers extrêmes, soit le passage d'un complet contrôle étatique au chaos officiel, font partie de l'apprentissage de la liberté. En revanche, ils peuvent causer quelques épreuves. C'est pourquoi les tribunaux de Bratislava craignent d'être taxés de censure en inculquant l'éditeur slovaque des *Protocoles des sages de Sion*, célèbre faux antisémite. C'est pourquoi le directeur d'une nouvelle discothèque à la mode mais bruyante traite à la légère les récriminations des voisins et affirme que, dans une économie de marché, les permis d'exploitation, cela n'existe pas.

Et c'est pourquoi le gardien du stationnement devant chez moi, qui a la hantise des resquilleurs, m'a hurlé « Bolchevique ! » lorsque j'ai insisté pour bénéficier de ma place gratuite en tant que locataire. □

Susan Greenberg est correspondante à Prague du quotidien britannique *The Guardian*.

\*Les citoyens tchécoslovaques achètent des livrets de coupons ou de bons qu'ils peuvent investir, séparément ou non, dans diverses entreprises d'État. Le détenteur de coupons peut soit les investir directement dans un secteur d'activité ou une usine de son choix, soit les confier à des « caisses ou fonds d'investissement » qui, en échange de bénéfices à venir, en accumulent de grands nombres dont ils diversifient le placement. Quelque 8 millions de personnes ont acheté des coupons, soit deux fois plus que prévu.

SPRING 1992

doc  
CA1  
EA720  
P27  
EXF  
1992  
March

# PEACE & SECURITY

LIBRARY E A / BIBLIOTHÈQUE A E  
3 5036 01029712 8

## JAPAN ASCENDANT

WEALTH, POWER,  
RESPONSIBILITY IN A  
TURBULENT WORLD

*An International Roundtable*

*Ryukichi Imai  
Hisanori Isomura  
Seizabro Sato  
Akihiko Tanaka*



Dept. of External Affairs  
Min. des Affaires extérieures  
OCT 28 1992  
RETURN TO DEPARTMENTAL LIBRARY  
RETOURNER A LA BIBLIOTHÈQUE DU MINISTÈRE

2388  
Deputy Minister  
International Trade  
Department of External Affairs  
125 Sussex Drive  
Ottawa, Ontario  
K1A 0G2  
*DMT*

16012  
7 72006 16012 4 02

- John Badgley**  
Myanmar's junta,  
Burma's agony.
- Edgar Dosman  
and John Kirk**  
Fidel Castro and  
Operation Zero.
- Abdelhamid  
Gmati**  
Fighting God  
in the Maghreb.
- David Runnalls**  
Why the June  
UN earth summit  
matters.
- Susan Greenberg**  
Letter from Prague.
- Frédéric Bozo**  
Making defence  
policy in France.

*Also in this issue:*

# PEACE&SECURITY

## Editorial Board:

Nancy Gordon, *Chair*  
David Cox  
Charlotte Gray  
Madeleine Poulin

## Editor:

Michael Bryans

## Associate Editor:

Hélène Samson

## French Review Editor:

Jocelyn Coulon

## Circulation:

Dick Seldenthuis

## Word Processing:

Veronica Suarez

## Translation:

(except where otherwise indicated)  
Denis Bastien, Sogestran Inc.

## Design and Production:

Spencer Francey Peters

## Printing:

Somerset Graphics

*Peace&Security* is published quarterly to let Canadians know what the Institute is doing and to provide a forum for the full range of Canadian viewpoints of these issues. Opinions expressed in each article are the sole responsibility of the author and do not necessarily represent those of the Institute and its Board of Directors. **Your letters are welcome.**

Text material from *Peace&Security* may be republished in other journals, magazines or other printed media providing express written permission of the Institute is obtained prior to republication, and providing *Peace&Security* is cited as the source. • Illustrations, cartoons, graphics and other accompanying artwork are copyright of the artist and may not be reprinted or reproduced in any form without the express written consent of the Institute and the artist. • Schools, universities and other educational institutions may engage in limited photocopying, mechanical or electronic reproduction of text material from *Peace&Security*. • *Peace&Security* is a member of the Canadian Magazine Publishers Association and is indexed by the *Canadian Periodical Index* and *Canadian Magazine Index*. Back issues are available in microform edition from Micromedia Limited, Toronto.

Copyright © 1992  
by the Canadian Institute for  
International Peace and Security.  
Spring 1992  
(Date of issue – March 1992)

Publications Mail Registration No. 7944  
Postage paid in Smiths Falls  
Return postage guaranteed  
ISSN 0831-1846

## NOTE FROM THE EDITORS

■ This is, in all probability, the final issue of *Peace&Security* magazine which will be published by the Canadian Institute for International Peace and Security. As reported inside, the Minister of Finance announced in his budget statement of 25 February that it was the intention of the Government to disband the Institute.

*Peace&Security* began life in the spring of 1986, and its intended readership was what we termed the "interested, but non-expert public" – readers who wanted to know about an international issue, but who had neither the time nor the inclination to read weighty tomes. Its design and illustration were intended to attract readers, to expand the numbers of people interested in the issues, to put superior international affairs writing and quality design into an intelligent and engaging bilingual magazine.

*Peace&Security* grew and changed during its six-year history. Originally twelve pages in each language, it became twenty-four. Our distribution list began in 1986 at 2,500; this issue will be mailed to 8,500 addresses.

From the very beginning of the only preconceived notion the editors had about what constituted a good article for our readers was that it be intellectually honest, with a fair regard for the facts of an issue, and that it fit into the relatively limited space we had available. Neither we nor the Institute in general had an ideological axe to grind. We were tough on our writers and are convinced that this usually resulted in better writing for our readers.

Something else we tried from the very beginning was to publish quality original writing in both official languages. While editing and publishing in two languages simultaneously is expensive, and presents formidable editorial challenges, the magazine and, we believe, its readers, gained enormously from the increased range and quality of writing this enabled us to present. We made conscious effort to bring to our readers perspectives from outside Canada as well.

We are grateful to a number of people who provided advice and counsel during *Peace&Security*'s brief life: **Geoffrey Pearson**, the Institute's first executive director, supported the development of the magazine; his successor, **Bernard Wood**, has been an enthusiastic participant in its growth. **John Walker, Mary Taylor, David Cox, Roger Hill, Mark Heller, Hilary Mackenzie, Madeleine Poulin, Charlotte Gray** and **Jocelyn Coulon** were all members of the editorial board at one time or another and contributed ideas, excellent articles, and much needed constructive criticism.

Staff members **Dianne DeMille, Bradley Feasey, Eva Bild, Veronica Baruffati, Samantha Hayward, Dick Seldenthuis** and **Veronica Suarez** played roles at various times. Staff of the Institute library, in particular **Susan Connell** and **Katherine Laundry**, provided timely and indispensable research support to the editors. **Philip Lemieux** and his staff supplied crucial administrative and budgetary help, not to mention well-

timed moral support. Our translators at Sogestran Inc., under the direction of **Denis Bastien**, were instrumental in helping us provide high quality, other-language versions of our stories. And, of course, we are grateful to members of the Institute's Board of Directors who over the years continued to underwrite what must have seemed at the beginning to have been an improbable venture.

Finally, **Jeannette Hanna** of Spencer Francey Peters, was present at the creation and has been the inspiration behind the design and "look" of the magazine and its evolution over the years. Jeannette and **Kathy Dyer**, responsible for electronic production, were indefatigable in their support for this slightly unusual enterprise. The magazine's printers from the start, Somerset Graphics in the person of **Ian Budge**, consistently gave us results of the highest quality.

This issue's cover story features a roundtable on Japan. *Peace&Security* magazine brought together four Japanese international affairs specialists and commentators in Tokyo to talk about how they saw their country's place in the community of nations. The resulting conversation provides some surprising insights into the much written about but little understood subject of how Japanese view themselves and the rest of the world.

As for the editors of *Peace&Security*, the only thing left for us to say is *sayonara*.

– **Nancy Gordon, Michael Bryans**  
and **Hélène Samson**

## Canadian Institute for International Peace and Security

360 Albert Street  
Suite 900  
Ottawa, Ontario  
Canada K1R 7X7  
Telephone (613) 990-1593  
Fax (613) 563-0894

### Chief Executive Officer:

Bernard Wood

### Board of Directors:

David Braide, *Chairman*  
Beatrice Bazar  
Lincoln Bloomfield  
Robert Cameron  
André Donneur  
Mardele Harland  
Janine Krieger  
Reginald Lane  
Danford Middlemiss  
Hélène Pichette  
Betty Plewes  
Elinor Powell  
Gerard Thériault  
Bernard Wood

The Canadian Institute for International Peace and Security was created by an act of the Parliament of Canada in 1984 to increase knowledge and understanding of the issues relating to international peace and security from a Canadian perspective. The Institute does not advocate policy positions, nor is it part of the government decision-making apparatus. The Institute is a Crown Corporation. Members of its Board of Directors are appointed by the Government of Canada after consultation with all recognized parties in the House of Commons. These provisions help to ensure the independence of the Institute.

## NEW INSTITUTE PUBLICATIONS IN THE LAST QUARTER

**International Peace and Security Database Factsheet**, Information Services, Fall 1991.

**Civilian Aspects of United Nations' Peacekeeping**, by Robin Hay, Background Paper 38, October 1991, 8 pages.

**Naval Arms Control**, by Ron Purver, Background Paper 39, December 1991, 8 pages.

**The Role of the Media in International Conflict, A Report On An International Conference, Ottawa, 12-13 September 1991**, by Christopher Young, Working Paper 38, December 1991, 80 pages.

*Other Publications From the Institute include:*  
*Occasional Papers • Background Papers • Working Papers • Factsheets • Annual Guide to Canadian Policies • Director's Annual Review • Institute's Annual Report.*

**A Time of Hope and Fear: A New World Order and a New Canada**, Director's Annual Statement, by Bernard Wood, January 1992, 40 pages.

**Arms Export Controls to Limit Weapons Proliferation, Summary of An International Conference, Ottawa, 19-21 June 1991**, by Jean-François Rioux, Working Paper 39, January 1992, 65 pages.

**The CSCE and Future Security in Europe, A report of a two-day conference held in Prague, Czech and Slovak Federal Republic, 4-5 December 1991**, by Michael Bryans, Working Paper 40, March 1992, 95 pages.

CAI EA 720 P 27

---

## CONTENTS

---

3 AN INTERNATIONAL ROUNDTABLE

### **JAPAN ASCENDANT**

*Four experts discuss Japan's wealth, power and responsibility in a turbulent world.*

---

8 FRÉDÉRIC BOZO

### **FRANCE'S NUCLEAR ALBATROSS**

*Thirty years of defence doctrines and nuclear hardware are irrelevant in the new Europe.*

---

10 JOHN BADGLEY

### **A CLEAR GATHERING OF MIRACULOUS SUCCESS**

*Myanmar's junta, Burma's agony.*

---

12 EDGAR J. DOSMAN AND JOHN M. KIRK

### **OPERATION ZERO, FIDEL'S LAST HURRAH?**

*Castro jump starts the revolution one more time.*

---

14 ABDELHAMID GMATI

### **FIGHTING GOD, MAGHREB'S POLITICAL TURMOIL**

*Islamic fundamentalism's threat to democracy in North Africa.*

---

16 DAVID RUNNALLS

### **MOVING MOUNTAINS IN RIO**

*What will it take to make the June "Earth Summit" a success?*

---

24 SUSAN GREENBERG

### **LETTER FROM PRAGUE**

*Parliament, privatization and profiteering in the new Czech and Slovak Federal Republic.*

---

■ **John Badgley** is Curator of the John M. Echols Southeast Asia Collection, Cornell University and President of the Institute for the Rockies; **Frédéric Bozo** is a researcher at the *Institut français des relations internationales* (IFRI) in Paris; **Edgar J. Dosman** is Director of the Canada-Latin America Forum at the North-South Institute in Ottawa; **Abdelhamid Gmati** is a journalist based in Montreal and former editor-in-chief of the Tunis daily newspaper *La Presse*; **Susan Greenberg** is the Prague correspondent for the British daily *The Guardian*; **John M. Kirk** is a professor in the Department of Spanish at Dalhousie University in Halifax; and **David Runnalls** is Director of the Sustainable Development Programme at the Institute for Research on Public Policy in Ottawa.

---

2 **THE FUTURE OF THE INSTITUTE AND PEACE&SECURITY MAGAZINE** *By Bernard Wood*

---

18 DEFENCE NOTES

21 ARMS CONTROL DIGEST

19 REPORT FROM THE SECURITY COUNCIL

22 REVIEWS

20 REPORT FROM THE HILL

23 LETTERS TO THE EDITOR

---

## FROM THE DIRECTOR

# The Future of the Institute and *Peace & Security* Magazine

**U**NDER EXTRAORDINARY CIRCUMSTANCES, MICHAEL Bryans, the editor of *Peace & Security* has offered me this page in my capacity as representative of his publisher (the Institute) to communicate with our 9,000 readers about some vital developments.

In the Federal Budget of 25 February 1992, the Minister of Finance announced the Government's intention to "wind up" or otherwise eliminate twenty-one diverse entities financed by the Federal Government, including the Canadian Institute for International Peace and Security.

The Institute's Board of Directors has stated that the Government's decision is completely unjustified in the light of the record of performance under the Institute's mandate from Parliament and is likely to result in a major loss of the Canadian taxpayers' investment. The Board and many others, inside and outside Canada, have called for the decision to be reversed. The dissolution of such a body would be especially damaging and untimely in a period when the international situation is undergoing such radical change and when the Institute, and collaborators under its programmes, have been in the forefront of shaping Canadian understanding, response and initiative.

The Government's totally unexpected decision seems in part to have been based on an image of all crown corporations as inefficient, duplicative and bureaucratic bodies. Such a view has no application whatever to our small and lean organization. It has been custom-built and honed to fill the gaps and strengthen the critical mass in Canada's national capabilities as envisaged by all parties in Parliament in 1984. Its functions of independent, imaginative and risk-taking activity cannot be filled by government. Its achievements in upgrading and concerting the efforts of universities, non-governmental organizations and others across the country could now be lost, as will the focal point and clearing-house for this work in Canada which has come to be widely known and respected around the world.

The distinguished Massachusetts Institute of Technology professor Lincoln Bloomfield, one of the non-Canadian members of the Board, believes that this decision will "give a powerful negative message to the world about Canada's role in this new era, where Canadian leadership is more essential than ever." Numerous reactions of a similar character are flowing in from other countries as the news reaches them.

The Institute's Board of Directors has received legal counsel as to its responsibilities under the law in these extraordinary circumstances. As the Government recognizes, the Institute will continue to exist, and must continue to pursue the purposes set out in

its Act, until that Act is repealed by Parliament. Moreover, the Minister of Finance is obliged under law to continue allocating funds, at the minimum rate of \$5 million annually, until the Act is repealed. It cannot be predicted with any certainty when the new law (Bill C-63) will receive final passage, although it received first reading in Parliament on 10 March.

In the meanwhile, as prudent managers, the Institute's Board, while continuing to pursue its functions under the law, must take into account the unequivocal intention of the Government to wind up the Institute and to "transfer the necessary continuing resources to the Department of External Affairs."

We are thus seeking clarification of the government's intention and discussing what will be required to discharge the Institute's existing commitments, to continue to execute its mandate while winding down in anticipation of the repeal of the Act, and to ensure the maximum conservation and use for Canada of the extremely valuable assets which have been built up in its programmes and its people.

Specifically, the Institute wishes to provide assurance of its intention to:

- honour its firm existing commitments to present holders of scholarships, fellowships, grants and contracts;
- protect the rights and interests of its employees up to the best levels of public and private sector practice;
- obtain the earliest possible indications from the Government of whether it will be possible to proceed further with pending projects and with competitions for scholarships, fellowships and grants. All applicants will be advised as soon as any information is available and they are requested *not* to contact our offices; and
- honour all its normal commercial commitments.

This magazine, of course, has earned a place of central importance and respect in both the Institute's work and in the dialogue among the communities concerned with peace and security, across Canada and abroad. The Institute's Board members and many others, are deeply conscious of the hard-earned value of this asset, and the need to do everything possible to sustain it in some acceptable way.

We hope that this is not the last issue of *Peace & Security* that you will receive, but it may be. If so, we will all be much the poorer in the future, but not less responsible for maintaining the effort to deepen knowledge and understanding of these vital questions in an era of incredible change and challenge. □

— BERNARD WOOD

## To Express Your Concern ...

*Because of the need for parliamentary action to implement the Government's stated intentions, and the special all-party support for the Institute from its conception, the Commons Standing Committees on External Affairs and/or National Defence would thus be the most appropriate forum in which Canadians and others could raise their interests, concerns and suggestions. The addresses are:*

*Clerk and Members of the  
Standing Committee on  
External Affairs  
180 Wellington Street  
Ottawa, Ontario  
K1A 0A6  
Facsimile: (613) 996-1962  
and/or*

*Clerk and Members of the  
Standing Committee on  
National Defence  
(same address as above)  
Facsimile: (613) 992-7974*

in "Desert Storm" highlighted the difficulties of adapting the military instrument to these new strategic realities. Operation "Daguet," involving barely 16,000 soldiers out of a total of close to 500,000, was not essential to the mostly American plan for the liberation of Kuwait. However, the French division, well adapted to its role on the American forces' flank, showed obvious competence and was a useful contribution to the campaign overall.

While sending this division was the result of maximum effort on the part of France, it was still too small, both in comparison with the UK, which managed to send twice as many soldiers, and in comparison with France's own ambitions. The Gulf experience brought out the true extent of the French forces' deficiencies in logistics and mobility. But the main reason for the modest showing in numbers of soldiers fielded stems from a more fundamental structural problem: conscription. While national service may be appropriate to a military whose primary vocation is defending the country's vital interests, conscription is incompatible with missions stemming from collective security which necessarily involve operations far from home territory.

FOR THE SAME REASONS, THE CONFLICT ALSO CONFIRMED THAT A DEFENCE policy resting primarily on nuclear weapons is hardly suitable for international policing missions. Implicitly recognizing this during the conflict, President François Mitterrand excluded the possibility of French resort to nuclear weapons, regardless of what course the hostilities might take. Even if the risks of nuclear proliferation in the South (and now in the East) justify the maintenance of a sizeable French nuclear deterrent, the new strategic environment obliges France to re-focus its defence efforts in favour of conventional forces.

A third strategic revolution emerges from the likely future course of the former Western bloc. The Maastricht summit of late 1991 opened the path to political union and eventual common defence among EC members. Much is at stake here for France, because a Europe politically and strategically united would demand more harmony in these areas than did NATO – an alliance which France kept at arm's length. And so there is a double challenge: France must at one and same time continue to be the engine for the strategic unification of Western Europe, of which Maastricht was just the start, by proposing concrete initiatives in the areas of defence and security; and France must also accept the consequences this process will have, both real and symbolic, for its own strategic independence. Obviously, the stakes are especially serious in the nuclear domain, where the *national* character of nuclear decision-making will no doubt be retained for some time to come, but where the *European* dimension of the nuclear deterrent must inevitably grow in importance. In the same manner, to the extent that a single European strategic entity becomes a reality, the issue of NATO also grows in significance.

In this context, greater French participation in NATO's decision-making processes seems necessary – in the Military or the Defence Planning Committees, for example. A return to integrated military structures, however, would not be appropriate, as this would make little sense in the contemporary European political context, and what's more, no one is asking for it.

The challenges presented to French defence policy makers are thus considerable. However, the transformation of the French defence forces, both in its doctrines and internal structures, will be all the more difficult for two reasons. First, there is politics. Until now, the national consensus on defence policy has been in favour of a clear and convincing doc-

trine based on the assumption that France has a role and mission in the world, things that today are rather difficult to imagine. Further, the new strategic realities that influence defence policy call into question central assumptions of French national culture – the most important among these being conscription. And finally, the exigencies of current domestic politics – particularly the upcoming series of elections – is highly unfavourable for a long-term effort aimed to resolve these problems.

Then there are the constraints caused by economic trends and France's financial situation. It would be an illusion to imagine that defence spending is going to exceed 3 percent of GDP, and the current trend is somewhere between 2.8 and 2.9 percent. And money is not the only problem: there are considerable economic and social stakes for the country involved in the future health of French defence industries. In sum, the options available to the government are very few and would tend to favour carrying on more or less as before.

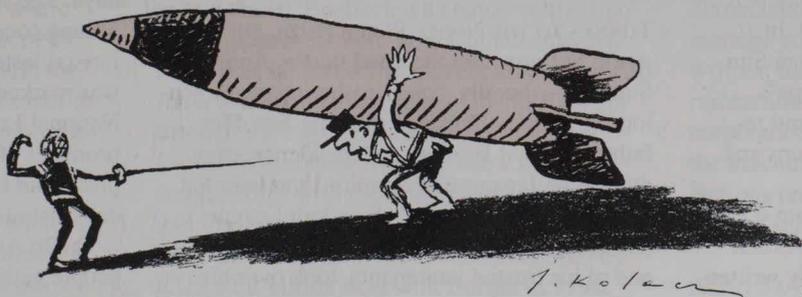
THERE HAS BEEN SOME DISCERNABLE MOVEMENT ON THE NUCLEAR weapons front in the last few months, however. While one hesitates to speak of reductions in the nuclear arsenal, it is clear that the growth in their numbers has been interrupted – something unimaginable a few years ago. A plausible outcome is that the strategic ground-to-ground element of the nuclear triad will be abandoned because of the imminent obsolescence of the missiles deployed on the Albion Plateau, and the

decision not to proceed with a mobile ground-based missile. The sea-based weapons will remain the backbone of the deterrent force thanks to a new generation of ballistic missile submarines. And last, the decision to postpone indefinitely the operational deployment of Hades missiles, and the possibility that these will be included in treaty bargaining that would eliminate short-range mis-

siles in Europe, means that France is heading towards the abandonment of a tactical (or "pre-strategic") nuclear capacity. Eventually, the French deterrent will rest exclusively on a simple strategic "dyad." In short, the preeminence of nuclear weapons is plainly under challenge.

At the same time, the new structure of conventional forces is becoming evident – especially the ground forces. By 1995 the current level of 280,000 will decline to about 225,000. To help achieve this objective, the length of compulsory military service has been reduced to ten months, and the professional, voluntary units within the *Force rapide* will be reinforced. Furthermore, a new command structure will be adopted for the army, placing more emphasis on inter-army operations, and on creating "modular" military formations allowing for more flexible management of the forces during crisis situations.

IN SPITE OF THESE NEW TRENDS, HOWEVER, FRANCE'S DEFENCE POLICY IN 1992 is characterized by great uncertainty. Crucial choices remain to be made in many cases – the largest outstanding one being what to do about conscription. This system has been in crisis for many years, it responds less and less to the republican requirement of universality, is ill-equipped to cope with the new strategic realities, and is too far gone for a quick fix. Other painful decisions will also need to be taken in the years to come: equipment and programmes, defence industries, nuclear doctrine, and relations with NATO and Europe – items that have been put off until now. Perhaps even more serious is the fact that France has yet to engage in a true national debate on defence and security issues. Such a debate is essential in order to clarify the choices the future holds and above all, to elicit the nation's consent. □



Jerry Kolacz

# A CLEAR GATHERING OF MIRACULOUS SUCCESS

*Winning the Nobel Peace Prize drew world attention to Aung San Suu Kyi's political struggle, and to Myanmar's brutal authorities.*

BY JOHN BADGLEY

**T**HE NOBEL PEACE PRIZE FOR 1991 awarded Burma's Aung San Suu Kyi focused world opinion upon her, and upon the country's dreaded junta, the State Law and Order Restoration Council. Expecting to crush her spirit and the upstart opposition she led, SLORC, as it is known, had placed her under house arrest in July 1989. Instead, the tactic backfired and her National League for Democracy captured eighty percent of the seats in elections in May 1990. In eschewing armed resistance, Aung San Suu Kyi's electoral success stripped Burma's regime of any lingering legitimacy, and revealed its power base to be simply guns and a willingness to use them.

Decrees issued since SLORC's coup d'état on 18 September 1988 have justified brutal oppression with regulations originally written and used by the British during colonial rule, and with edicts created by U Nu, the country's first prime minister, who resorted briefly to martial law during his own term of office.

Since the coup, a series of historical treatises published by SLORC's chairman, General Saw Maung, and its intelligence chief, Major General Khin Nyunt, reveal extraordinary xenophobia and distortions of fact. An indicator of their mindset was the redesignation of Burma as "Myanmar," the Burmese language term used by ethnic Burmans for their empire – a step akin to that of the Khmer Rouge in changing Cambodia to Kampuchea, and the Nazi determination that Germany should be called the Third Reich.

Tyrants generally rewrite their own history, but the innovation of SLORC's new Historical Commission was to pretend allegiance to the rule of law by holding free elections, then flagrantly violate the very civil codes and criminal laws it claimed to preserve while securing enormous financial benefits for its confederates.

BURMA'S CIVIL STRIFE OVER THE FOUR DECADES since independence in 1948 has been labelled an "insurgency." Both ethnic and ideological guerrilla forces have fought Rangoon's armies, usually in isolation from each other, and with devastating consequences for the economy and for Burma's people. General Saw Maung estimated the population has suffered over a

million casualties, probably an exaggeration but closer to the truth than ever admitted by General Ne Win, the *éminence grise* who overtly governed between 1958 and 1960, and again from 1962 to 1988. Ne Win has covertly guided policy since, but remains obscured behind the State Council, a demonic wizard in a land not unlike Oz, where the Queens of Light and Darkness struggle for dominance.

THANKS TO THE NOBEL PEACE PRIZE, THE world has now met the good queen, Aung San Suu Kyi – literally, "clear gathering of miraculous success" – daughter of Aung San. Her father founded Burma's independence army during the Japanese occupation, and later led the Anti-Fascist People's Freedom League (AFPFL) in its drive for independence. Ne Win, one of his trusted lieutenants, took over his military role when Aung San became president of the AFPFL. Aung San's task was two-fold: negotiate independence from Britain, and find common ground among fractious domestic groups, Burma's two communist parties and the larger ethnic minorities. He was remarkably successful on both counts, but tragically was assassinated six months before independence.

Ne Win struggled for years to build the army into a force able to dominate the various rebels in order to enable U Nu's democratically elected government to create a rational economic process that would modernize the entire country. But the government's devout socialism frightened foreign investors, already uncertain about profits in a nation plagued by ideological and ethnic warfare. Burma slowly fell behind most of its Southeast Asian neighbours.

Justifying his coup d'état by the failings in the economy and threats to the constitutional structure from minorities, Ne Win led the military from the battlefield into politics in 1962. He launched an aggressive development scheme, the "Burmese Way to Socialism," which was, in fact, motivated by xenophobic fears of indigenous Chinese and Indian owned business. But Ne Win's goals were compromised by his own political and administrative ineptitude: corruption grew and the insurgencies continued to smoulder. By 1988, the stage was set for

a major explosion that led to his resignation as chairman of Burma's only legal political party, the Burma Socialist Program Party.

Two governments came and went in quick succession. The first, led by Ne Win's amanuensis and former body guard, General Sein Lwin, attempted to suppress mounting popular demonstrations by force, mowing down thousands in the streets. It ended after only eighteen days. The second regime, led by Dr. Maung Maung (one of Burma's leading authors and jurists) lasted ten days longer than the first, but was marked by strong peace overtures to the National League for Democracy (NLD), and promises of an open economy, freedom of the press, and liberalization of travel. Still the demonstrations grew larger.

On 26 August 1988, five hundred thousand people gathered in the shadow of Rangoon's most famous shrine, the Shwe Dagon Pagoda, to hear Aung San Suu Kyi speak out for freedom. She had returned to Burma only months before after twenty years abroad.\* Among those listening was Dr. Sanda Win, Ne Win's favourite daughter, a British-trained physician, and no less ambitious than Aung San's daughter. Watching her father being challenged by Aung San Suu Kyi, she perceived a competing queen for the throne.

SANDA WIN SET ABOUT REDEEMING HER FATHER'S place in history. Playing on his obsession with security, she moved from her post as a gynaecologist in a medical school to major in the army, with sole responsibility for the old man's health. Ne Win's daughter not only became his chief diagnostician, but also his gate-keeper. With Military Intelligence chief General Khin Nyunt's help, she kept him informed about his enemies.

Sanda Win's capacity for malevolence was observed during the uprisings of 1988, when fellow doctors allege she supplied pain-deadening, fear-suppressing narcotics to agents who were then sent out to give poisoned drinking water to student marchers and demonstrators. The agents were themselves then hacked to death

\*Aung San Suu Kyi left Burma at age fifteen, continued her education in India, earned history honours at Oxford University and established a career in New York at the United Nations. Her key writings are found in *Freedom From Fear*, Viking Press, 1991.

by mobs. Captured Burmese soldiers report a similar fear-suppressing drug being used in suicide attacks against entrenched insurgent armies.

Perhaps most frightening to the Burmese public is her association with Military Intelligence, which has a well-documented reputation for torturing students and opposition politicians. According to Amnesty International some ten thousand people have "disappeared," and thousands more languish in prisons. While it is a bit romantic to see Sanda Win as the Queen of Darkness – a demonic reincarnation from a classic Ramayana tale – it is nonetheless a powerful incentive among followers of Aung San Suu Kyi who see her pitted against Sanda Win in an epic contest.

Complicating this struggle between good and evil by the daughters of modern Burma's founding fathers, is the reality of a society of forty-one million people, where over a hundred ethnic dialects are spoken, and where ethnic Burmans constitute two-thirds of the population, Karens another ten percent, the Shans and Arakanese some one and a half to two million each, and all the other minorities totalling under a million.

ALTHOUGH BURMA IS A SHANGRI-LA TOURIST destination, a land of meditation centres and serene beauty, it shares with all societies a lively connection between money and politics. While the vast majority of people live barely above subsistence level, the national economy is dominated by a few hundred families, military officers and civilian collaborators who award import-export licenses, regulate investment ventures, connive with smugglers, and surreptitiously trade heroin and opium. Ne Win has been especially adept in protecting loyal officers, who "triple-dip" with high salaries as members of the military, as civilian administrators, and through pensions of land, businesses, and access to scarce foreign goods denied even most middle class Burmese.

Like a giant pyramid scheme, a generation of Burmese have tolerated increasing corruption and abuse of human rights with the hope that they too would come out ahead; but tragedy is now upon them. The government has passed into the hands of Orwellian criminals who govern by using every form of double-speak and intimidation. The good people who struggled to make the system just and workable, now despair for their children.

For decades after independence a tacit arms embargo by the international community kept warfare in Burma at a low intensity. Limited amounts of Chinese weapons flowed to the Burma Communist Party (BCP), Western countries and private corporations supplied



soldiers, protected in the past from such hardships, are now suffering. Anyone not linked to SLORC struggles for survival. It is also true that the opposition that briefly coalesced around the NLD in the 1990 elections seems shattered; the multiple fractures of ethnicity, competing economic interests, and the corruption endemic in Burma's massive narcotics trade (over half the heroin on the world market now comes from the Golden Triangle in the Shan States) gives little hope that any well-managed regime can pull itself quickly out of the ruins when SLORC finally collapses.

Jonnie Bennett

Rangoon's military, while the ethnic insurgents traded teak, jade, opium, and cattle for arms and ammunition from China and Thailand. Few modern weapons were introduced into the savage little battles that characterized Burmese warfare. However, Beijing's decision to stop aiding the BCP reflected a change in their political judgement as to how China's interests could best be served. Recurrent animosity with India and the ongoing struggle with Vietnam through the 1980s prompted a desire for a stable southeastern frontier. The Chinese sought allies with the military in both Bangkok and Rangoon, and large weapons sales to Thailand in the mid-1980s were followed by a US \$1.2 billion deal with Burma in 1990.

Aircraft, helicopters, large field guns, medical and logistic supplies, and vast amounts of ammunition boosted Burma's military almost overnight. In the fall of 1991 the Karens successfully reopened their insurgency in the Irrawaddy delta, and set battles against entrenched positions have become more frequent as Rangoon's armies have grown (from 160,000 to 280,000 in five years), and the numbers of casualties have increased accordingly.

A major irony is the financial gain SLORC has received from Western petroleum companies, which have poured millions into Burma since 1988, even while their governments have condemned the human rights abuses. Engaging in the hunt for oil and gas contributes hard currency vital to keeping the regime afloat, and despite recent widespread condemnation by the world's democracies, an unprecedented unanimous resolution by the Third Committee of the UN General Assembly demanding the release of all political prisoners and recognition of the 1990 election results – the situation remains unchanged.

IT IS ECONOMIC MISMANAGEMENT INSIDE THE country and the greed of the leadership that is likely to prove the regime's undoing. Although goods are plentiful, inflation has driven the prices of imports and even basic foods beyond the reach of many people. Even the families of

The international community must be prepared to move quickly in helping Aung San Suu Kyi reform the NLD and carry out the mandate given by the population in the 1990 election. Time will be needed to form a new constitution responsive at last to minority interests, and to recruit the thousands of Burmese, abroad and at home, who are competent to manage government. New textbooks must be written, the universities and education system restructured, the courts reformed, and private corporations given a chance to grow apart from the machinations of public officials. A United Nations presence will very probably be called for, and substantial economic assistance required.

AUNG SAN SUU KYI IS A NOVICE POLITICIAN and an inexperienced administrator, although her UN work on administrative and budget questions engaged her in large policy issues. Assuming she survives incarceration, she will have rough sailing ahead indeed, given the fractious divisions within Burma, and the enormous problems left by Ne Win and SLORC.

Burma's neighbours will play a decisive role in shaping a successor government. The ASEAN countries, China, and India have common interests in stability. With the manoeuvring necessary to survive the Cold War a waning habit, abetting a neighbour's corruption and state terror is not in the interest of adjacent governments who are themselves seeking foreign investment, millions of tourists, and leadership roles in the region.

Burma's immediate future is bleak, but the longer run could well be brighter. Japan and the other Western democracies will be important sources of finance, as they are in Eastern Europe and the former Soviet republics, but their roles will be most crucial in helping the country re-enter the world after nearly thirty years of isolation. The abuse of its citizens by Ne Win and the regimes he fostered has cost an entire generation its birthright. Until very recently, no foreign government condemned his policies – a contradiction it has taken far too long to correct. □

# OPERATION ZERO – FIDEL'S LAST HURRAH?

*For the first time since the 1959 revolution Fidel Castro's charisma might not be enough to keep the old regime alive.*

BY EDGAR J. DOSMAN AND JOHN M. KIRK

**W**ITH THE OVERTHROW OF COMMUNISM in Eastern Europe, it was commonplace in 1989 to predict that Cuba's Fidel Castro would himself soon be overthrown. And without doubt, Cuba is now facing the most severe crisis of its thirty-three year revolution: shortages in fuel have led to many problems, food has been rationed more seriously than at any time in the last thirty years, the number of buses in use has been cut by almost half, the workday reduced by nearly thirty percent, and subsidized workplace meals eliminated.

But a political analogy with Central and Eastern Europe fails to take into account the basic differences between Cuba and the Eastern bloc countries. Unlike them Cuba was not carved out of post-World War II Europe, but rather saw a popular revolution unite opponents of dictator Fulgencio Batista in a widely supported coalition. And unlike leaders in Eastern Europe, Fidel Castro has remained popular among important sectors of his population. Finally, the short-sighted obsession with Cuba held by Washington has been skilfully used by Castro to rally nationalistic sentiment behind the revolution.

THE GOVERNMENT OF CUBA HAS SOUGHT TO lessen the difficulties faced by Cubans by imaginative means: some 700,000 bicycles have been imported from China, 100,000 oxen have been trained for agricultural work (with another 100,000 currently in training) carrier pigeons are being used again to deliver some mail, baby chicks have been provided to households for people to raise, and a massive effort has been put in place to encourage people to work in the countryside producing food. Comparisons with Eastern Europe aside, the question remains whether all this will suffice to shore up the Castro government – or whether the long-suffering populace will rebel against continued adversity.

The most obvious cause of the current crisis is the demise of the Soviet Union, upon which Cuba has depended since the United States broke off diplomatic relations in January 1961. Some basic statistics show the level of that

dependency: 75% of Cuba's trade, 40% of its food imports and 90% of its fuel were tied up with the Soviet Union. The demise of the socialist bloc in Eastern Europe had some impact on Cuba's centrally planned economy, but the unravelling of the USSR sealed its fate. Its principal market and supplier have disappeared in one fell swoop, and the disorganization and in-fighting among the Commonwealth of Independent States augurs ill for Cuba's trade prospects with this traditional market.

A FURTHER FACTOR TO BE EXAMINED IS THE ROLE of the Cuban government. For more than three decades, the ruthless, brilliant, cantankerous, innovative and single-minded leadership of Fidel Castro has directed the national political strategy. To a large degree it has worked: Cuba's social network (particularly in the fields of education, health care and job creation) is exemplary for any country, developed or not. In short, the model was a viable development option for Cuba – as long as the relationship with Moscow held firm.

In a speech given in November 1991 to celebrate the thirtieth anniversary of the massive literacy campaign of 1961 (which reduced illiteracy from 24% to 4%) President Castro explained the essential strength of the Cuban revolutionary model. He compared his government's approach to the current "special period," with measures capitalist governments typically employ in tough economic times. In Cuba no workers had been laid off, no schools or hospitals closed, no factories boarded up. Supplies had been severely reduced, he noted, but this had been done on a basis that was equitable for all. In this he was absolutely correct, for the revolutionary ethos encountered in Cuban society – unlike the system found in the former socialist bloc – clearly has fostered a political "conciencia" or social awareness.

What Fidel did not explain was that instead of dividing up available resources equitably (so that all Cubans received similar benefits), the "pie" could have been far larger if the government – and he in particular – had been more pragmatic. For more than thirty years his gov-

ernment has shrugged off adversity, developing its personalistic approach to politics, while ignoring all those who disagreed. It worked in the past – but then he had always had the Soviet safety net.

Even in today's omnipresent difficulties – the *Comandante en Jefe* embodies many national characteristics. Fidel is the person who has brought this small country – population eleven million – to the centre of the world stage on many occasions, and who has carefully nurtured the nationalism and sense of dignity which is such a component of the Cuban identity, and which is so often misunderstood by Western political commentators.

Fidel Castro still enjoys widespread personal popularity in Cuba. His tireless endeavours on behalf of his people, electrifying public rapport, and widely recognized communication skills are legendary. Yet it is also true that his power base and popularity are slowly and steadily shrinking, and that many are quietly questioning whether Fidel is up to the challenges posed by a post-Soviet world. The irony of the current dilemma is that, for most Cubans, the revolution without Fidel is inconceivable, yet in order to progress in the 1990s it is abundantly clear that a radically new approach is required. It is a paradox which has to be resolved if the Cuban revolution is to survive, since the traditional policy of "muddling through" by means of charismatic appeals and political voluntarism is no longer viable.

THE COMMUNIST PARTY OF CUBA – LIKE ITS First Secretary – is also facing a crisis of identity. Despite small perquisites for its members, the party has never been the elitist organization found in the Soviet Union or Eastern Europe. Cubans are not rushing out to burn their party cards or renounce their memberships. Yet the October 1991 congress of the party showed clearly that it has to reform itself radically if it wants to retain the loyalty of the Cuban people.

One major step taken in October was to allow Cubans – for the first time – to elect their deputies to the National Assembly. That this absolutely necessary first step should only be taken more than thirty years after the revolutionary victory speaks volumes about the



# FIGHTING GOD, MAGHREB'S POLITICAL TURMOIL

*The successes achieved by Islamic fundamentalists in Algeria's first democratic elections are a serious threat to peace and stability throughout the region.*

BY ABDELHAMID GMATI

**T**HE SPECTACULAR SUCCESS OF THE Islamic Salvation Front (FIS) in Algeria's first democratic elections\* last December has profound implications for the varied populations and governments of the North Africa Maghreb region, other Arab countries, and the rest of the free world. The precedent of Iran is disquieting – an unease only increased by the fact that FIS's victories were won at the ballot box, whereas in Iran, Islamists seized power by force.

Reactions to the win were immediate and intense: "Algeria's future was ruined," "freedom and human rights buried." An immense demonstration on 2 January drew more than 300,000 people into the streets "to save democracy." FIS and its sympathizers were conciliatory; "Algeria is not Iran," they said. But what is going on? Is there reason to fear these new Islamists? Are they a threat to the region and to the stability of international relations in general?

WHILE ISLAMIC FUNDAMENTALISM HAS RECENTLY become a political and social force that cannot be ignored, the origins of the movement go back to the beginning of this century, and to Egypt. Here, theologians advocated fundamentalism as a weapon against colonial masters and as a safeguard for Arab-Muslim culture against the dangers of assimilation. Islamic political movements gradually took shape supporting embryonic Arab nationalism where it was strong, and at the same time trying to fill the political vacuum whenever nationalism failed. Even former Egyptian president Gamal Abdel Nasser, who for a while was the standard-bearer of Arab unity and nationalism, had serious problems with his "muslim brothers." Nasser violently suppressed the fundamentalists and they remained a minority grouping confined to Egypt and Sudan, only heard from via occasional acts of violence.

\*The first round of voting in the legislative elections was held 26 December 1991. The fundamentalists of FIS emerged victorious, with 24.9% of the 13.3 million registered voters and 47.5% of the votes cast: very close to an absolute majority (188 seats out of 430). The second round, planned for 16 January 1992, was postponed following the resignation on 11 January of the President of the Republic, Chadli Benjedid.

Towards the middle of the 1970s, Islamism appeared in the countries of the Maghreb. First in the mosques, where the speeches of the new *imams* had become political, virulently denouncing the governments of the region and the West; then in the street, where the first of the beards and veils, or *hidjab*, began to appear. The wearing of beard and veil sprang from the desire of fundamentalists to be separate from what they judged to be an "impure" environment.

IT IS NOW CLEAR THAT IT WAS THE EXISTING regimes themselves that fostered fundamentalist movements. The moment they achieved independence, the countries of the Maghreb launched into vast development efforts centred on secularism and modernity. But at the same time, they sought to serve their own ends and advance reforms more effectively by embracing religion on behalf of the state. Furthermore, beginning in the 1960s, they played religion off against the political left in order to counteract the Marxists, by introducing religious instruction into the schools, multiplying the number of places of worship, encouraging theological teaching and promoting, to the point of excess, programmes for Arabization and Islamization.

Before long, however, the Maghreb countries were in crisis. To failed economic policies, the absence of democracy, and the monolithic nature of single party governments, were added the leaderships' corruption and poor management. The omnipresence of the state fostered a privileged class and created a welfare mentality among the population. Existing inequalities were exacerbated, unemployment rose and out-migration from rural areas led to overcrowding in urban regions – a whole population felt itself abandoned and destitute. The young felt utterly disoriented by the arrival of consumer culture and found themselves excluded from the system. With the resulting profound identity crisis, and in the absence of another motivating ideology, the return to ancestral values and to religion became for many the only recourse.

It was in this climate of widespread disaffection that fundamentalism flourished. First, in Tunisia, it profited from the secularism of the regime that had promulgated the *Code du statut personnel*, a law that abolished polygamy

and gave women equal rights with men. Enshrining as it did the emancipation of women, the law was never completely accepted either within the country, or in the wider Arab world. In fact, Tunisian authorities had to retreat before Algerian and Saudi pressure, among others, and abandon plans for more reform to the laws of succession, inheritance and adoption.

Finding their recruits from among unemployed and disenchanting youth, the fundamentalists did well for themselves denouncing Tunisia's impious, atheistic regime for being incapable of resolving society's problems, enslaved to the West, and at one with the devil. In vain, the regime tried to outdo the Islamists at their own game by broadcasting prayers on radio and television, closing bars, and instituting programmes of Islamic instruction and the like. But nothing helped; the agitation continued and the fundamentalism of the "barbus" – the beards – permeated all layers of society.

The Islamic Tendency Movement (MTI) which in 1989 took on the name *Ennahdha*, the "rebirth," in order to get around Tunisia's new election laws prohibiting open political party affiliation with religious groups, arranged a series of violent incidents at universities and in tourist centres. The response of the government oscillated between repression and rapprochement.

A SIMILAR SCENARIO UNFOLDED IN ALGERIA, where the situation was exacerbated by the socialist economic experiment, even though care had been taken to eliminate expressions such as "the class struggle" or "the abolition of private property" from public discourse. The current of fundamentalism spread to the mosques, the university, the coffee houses, and the street. While many factions sprang up, it was the Islamic Salvation Front, created in February 1989, that proved to be the most steadfast. The first to profit from the new winds of democracy that followed the 1988 riots in the capital Algiers, FIS quickly obtained legal recognition, and in 1990 carried off municipal elections brilliantly, winning mayoralty races in the large cities, including Algiers.

In Morocco the story is different. As early as 1961 the then King Mohammed V (father of

the current sovereign Hassan II) established himself both as head of state and as leader of the religious community. Claiming to be descended from the prophet Mohammed, he marginalized the traditional religious leaders so as to personally embody Islamic legitimacy. Despite Morocco's multi-party approach to politics generally, the King holds his power by "divine right" and is above the law. No one can criticize him, put his person in question, or contest his acts. As a result, fundamentalist movements in Morocco have been confined mostly to the cultural realm and have not been able to present alternative political solutions. This may be changing, judging from recent bloody events at the university, where Islamic fundamentalist students clashed violently with their leftist counterparts. The resulting arrests, injuries, and deaths from this episode, almost certainly guarantee there will be other incidents.

WHAT IS ISLAMIC FUNDAMENTALISM? CONTRARY to appearances, it is not an organized movement; at its core it is a feeling of shared identification, of affirmation of self and of one's differences, in the cultural sense. As the Egyptian historian Mohammed Said Al-Ashmaoui states in his book *L'Islamisme contre l'Islam*, it is not a question of theological controversy, but rather of being against certain kinds of political regimes. The Koran is invoked mostly as a substitute for existing norms and socio-political reference points, as a way to clearly set the movement apart from the cultures of the West, and not as a metaphysical and religious resource. Generally, people become attached to a charismatic personality in the movement, rather than to an organization and its particular programme.

The ultimate goal of Islamic fundamentalism is the creation of "Islamic Republics" along the lines of Iran, Saudi Arabia and Sudan. Nothing substantial is spelled out in the economic, political and social arenas, other than that democracy will be guaranteed by the *Choura* – or, as its name in Arabic indicates, consultative assembly, itself not defined. The judicial apparatus will be regulated by the *Charia*, Islamic law, based above all on tradition – the Koran contains only eighty verses dedicated to legal matters, out of a total of 6,200. There is also the rejection of Western democracy, and above all a diminution in the status of women – something of a major preoccupation of the fundamentalists.

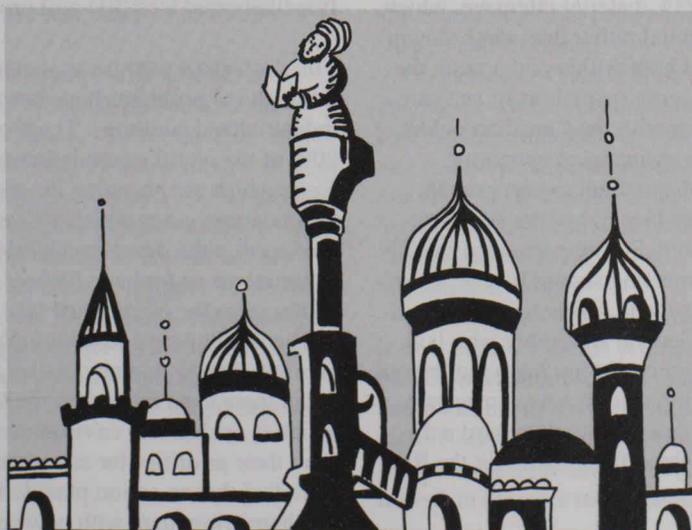
Until now, the Islamists' strategy has been limited to harassment and violent action. In Algeria, three weeks before last December's elections, they attacked a frontier post of the National Guard, causing injuries and some deaths. The army retaliated, arresting

the majority of the members of the group responsible, who, it turned out, had been trained in Afghanistan. In Tunisia, the fundamentalist plot uncovered last May aimed at assassinating the Chief of State would have used, among other sophisticated weapons, American *Stinger* missiles furnished by the Afghan *moudjahadin*.

The Iranian revolution has undoubtedly served as catalyst, an example that was followed in Sudan and Pakistan. And all of these fundamentalist groups, while forthrightly nationalistic, have not neglected to cultivate relationships among themselves. They have even established a kind of fundamentalist "internationale," with headquarters in Khartoum, Sudan. But Iran of the Shia and Saudi Arabia of the Wahhabi are to some extent competing for the leadership of these fundamentalist forces. The competition is purely political of course, since in the religious domain both practice a conception of Islam that closes the door to all progress and turns in on itself.

For the middle class as well as for most of the senior government and private sector officials, Islamic fundamentalism is regressive and retrograde – an obstacle to scientific and technological progress. And even though disenchantment with the present social and economic conditions runs throughout the population, many still refuse to come out in favour of the *barbus* – the "beards."

IN ALGERIA, IT WAS THE ARMY THAT DECIDED TO put a brake on fundamentalist power, which it regarded as an obstacle to its own power and ambitions. An April 1991 editorial in the army newspaper *Al Jaich* explained the concerns of a military traumatized by the Gulf War, and made a point of opposing what it considered to be the beginnings of Western hegemony. At the same time, it did not hesitate to brand the fundamentalists the "objective allies of this Western strategy." Still, the army is anxious to accelerate the country's access to science and technology, and to rebuild its own military arsenal, nuclear weapons not excluded.



For fundamentalists the "Satanism" of the West is a recurrent theme, with the Americans and French being the most strongly condemned for their actions during the Gulf crisis. This position has religious roots to be sure, but secularism and all that stems from it – like democracy – is a threat to the fundamentalists' power and is held up to ridicule. But this position serves electoral purposes as well.

As in the case of Iran, a fundamentalist regime needs an external enemy. There would certainly be relationships with the West, based on economic self-interest, but these would be limited and difficult. For the Maghreb as a whole, the prices of raw materials and energy (oil and gas) would likely be unstable and OPEC's internal dynamics would change substantially with the reinforcement of the "hard-line" camp (Iran, Iraq, Libya, and Algeria). The Maghreb market, representing nearly 100 million people, could not long remain the private preserve of France – something Islamic leaders have already hinted at.

Since the fundamentalists are nationalists first and are not united, even if they do forge links among themselves, it is unlikely that their nations' international policies can be unified. We can expect conflict where national interests diverge, and some observers believe that in the Maghreb and elsewhere, the question of borders inherited from the colonial era will be the first point of confrontation. "Little" Tunisia thus has everything to fear from an Algeria ruled by fundamentalists. Tunisia's social and political system, tilting towards democracy and economic liberalism under the current leadership, would be under severe threat.

THE PROBLEM NOW IS HOW TO CONFRONT AND combat what a significant portion of the population considers to be a serious menace. The regimes in power have not been able to subdue the fundamentalists, either by repression, or conciliation – as former Algerian president Benjedid learned to his cost. While the wind of democracy has begun to blow through the region – in Tunisia and Algeria – fundamentalism amounts to religious dictatorship, and those in power ask themselves: "must we allow the enemies of democracy to use democracy to destroy it?"

The installation in Algeria of the High State Council to run the country and wage a fierce battle against FIS is hotly debated by democratic purists. Some see in the Council the only hope for a democratic transition; the only chance to plant democracy on solid foundations. There are still others who go as far as to prefer a military dictatorship – at least the people can rise up against the army; it is much harder to fight God. □

# MOVING MOUNTAINS IN RIO

*We should probably not expect very much from June's UN "Earth Summit" in Rio de Janeiro – then again, maybe we'll be surprised.*

BY DAVID RUNNALLS

**I**N JUNE, UP TO SEVENTY-FIVE PRIME MINISTERS AND PRESIDENTS WILL meet in Rio de Janeiro to discuss the fate of the earth. Before you conclude that this is just more alarmist eco-babble, consider the basic question facing the Earth Summit. If we cannot adequately provide for the present population of the planet without placing undue strains on the environment, is it realistic to expect to be able to furnish a decent standard of living for twice as many?

Few would deny that our present population is already putting severe strains on many of the planet's vital systems, yet many of the almost five and a half billion people in the world place relatively small burdens on the environment. More than one and a half billion people live in wretched poverty, garbage dumps, shanty towns or resourceless rural areas. In the last fifteen years, the number of poor people have increased by 81% in Africa, 55% in Asia and more than doubled in Latin America. The United Nations estimates that 500 million people in the Third World are either unemployed or underemployed – equal to the entire work force of the industrialized world. At the same time, the demographers tell us that we cannot escape a doubling of world population to ten billion by the middle of the next century and some place it as high as fourteen billion.

THIS IS PRECISELY THE QUESTION WHICH FACED THE WORLD COMMISSION on Environment and Development (the Brundtland Commission, after its Chair, the Norwegian Prime Minister). In its ground breaking 1987 report, the Commission pointed out that the earth's economy and its ecology were so closely interlocked that economic policies which ignored that reality were bound for failure. One of the keys to its new, "sustainable development" agenda which has made it so popular is that it appears to be a "win-win" programme. It points toward a world which is more prosperous as well as ecologically more sustainable by merging elements of the traditional environmental agenda with elements of the traditional economic agenda. The result is growth of a radically different kind: growth which is far less energy and raw material intensive, which helps to preserve the world's ecological capital rather than run it down, and which is far more equitably distributed both within and among the nations of the world. Although some are deeply suspicious of such an approach, it has found a good deal of favour with the Canadian public.

Brundtland made the environment into a mainstream economic issue of the same level of importance as job creation, export growth and the like. Recognizing this, the Secretary-General of the Rio meeting, Maurice Strong, decided to raise the ante. Strong persuaded the UN General Assembly that at least part of the meeting should be a heads-of-government summit, bringing together those with real economic power.

Unfortunately, the delegates to the UN General Assembly who laid out the work programme for the Rio conference did not learn the lessons of the Brundtland Report. Instead of planning a conference on sustainable development, they set the conference down the path toward a discussion of environment and development (the official name for the Rio

meeting is the United Nations Conference on Environment and Development – UNCED). Inevitably, this has led the delegates to the meetings preparing for the conference back into stale 1970s rhetoric about whether or not environment and development are compatible goals. This in turn has led to a serious North-South split which has crystallized around two separate and largely contradictory agendas.

CANADA'S AGENDA FOR 1992, LIKE THAT OF MOST OF THE NORTHERN DEVELOPED world, is mainly focused on climate change, the loss of biological diversity in the tropics, deforestation, and the health of the oceans. Although global conventions for the first two are currently being negotiated on tracks separate from the 1992 conference, these issues will be at the centre of the Brazil meeting. The 1988 Toronto Conference on the Changing Atmosphere has been succeeded by a series of meetings designed to produce a framework convention on global warming by the time of the Rio Conference, but recent sessions have concluded with little agreement being reached. The US remains adamantly opposed to any targets for the reduction of carbon-dioxide emissions and the critical Japanese delegation has yet to definitively declare itself.

The second convention, on biological diversity, is moving very slowly, the victim of a North-South dispute over the use of genetic material in biotechnology. Many developing countries are unwilling to devote more resources to protecting their vast store of genetic material unless they can derive some benefit from the value of that material to the Northern pharmaceutical and biotechnology industries. At the moment, they receive no financial compensation for genetic material removed from their tropical forests, for example, and used in the development of new drugs.

Canada has also been involved in efforts to begin negotiations on a new international forestry convention. This convention would be concerned with forestry in the temperate regions as well as in the tropics. The convention has been put on hold indefinitely because of the strong opposition of many of the tropical forestry exporting countries, led by Malaysia. It is likely that UNCED will produce only a statement of principles.

THE SOUTHERN AGENDA IS BASED ON THE KNOWLEDGE THAT MOST OF these global problems have been caused, or at least aggravated, by the industrialized countries. The Northern OECD countries contain roughly 20% of the world's population and yet produce 80% of the greenhouse gases which are changing the world's climate. Over 90% of the chlorofluorocarbon gases which are destroying the planet's ozone layer are produced in the developed world. Yet, most of the discussions in the negotiations so far have focused on the developing world, rather than on the steps the North must take to lessen its own impacts in these areas.

The developing countries have feared this programme from the beginning. Although many realize that global environmental change may affect them even more than the industrialized countries, an agenda which is exclusively environmental threatens to divert attention away from their priorities for economic development. Furthermore, many of them feel that an action plan derived from an environmental agenda will hamstring them with new conditions for foreign aid and loans,

restrictions on their use of fossil fuels and new "green" import barriers confronting their export products to the North.

Instead, they want the conference to address the whole range of issues relating to the availability of resources for development, including debt, declining raw material and commodity prices, the problem of market access for their products, and increased funds from both development assistance agencies and from the private sector. And for once in an international negotiation, the developing countries feel that they have a reasonable card to play. None of the major global environmental problems can be solved without their full co-operation.

For instance, even if the US and the other developed countries took steps to reduce their carbon dioxide emissions, this effort would be reduced to naught if India and China pursue their ambitious goals to build some three hundred new coal-fired generating stations over the next two decades. In the words of a document prepared by the South Secretariat (an organization of developing countries) for the recent meeting of the Group of 15 developing countries in Caracas: "UNCED is an international conference where the North is seeking environmental concessions from the South, and where the South can make such concessions in return for firm concessions from the North to restructure global economic relations."

WHAT CAN BE EXPECTED FROM RIO DE JANEIRO IN JUNE? MANY FEEL THAT the solution to these problems will eventually lie in some sort of "grand bargain" between the North and the South. Such a compact would involve a commitment by the developed countries to substantially reduce their emissions of greenhouse gases and to leave enough "ecological space" for the developing countries to increase their emissions as they develop.

This is emerging as a key demand from the Third World. It would involve substantial transfers of new financial resources to the developing countries to be used not only to ease the transition to more sustainable forms of energy use and forestry practices, but also to help eliminate some of the present deficits of food, housing, clean water and unemployment. Some estimates place the amount of money required at about US \$130 billions a year. In exchange, the developing countries would make commitments to more sustainable forestry practices, reductions in population growth rates, decreases in military spending and more sustainable patterns of energy use. At best, the Rio meeting will make a modest start in this direction.

How far can UNCED get in merging the competing agendas and unblocking the financial channels? At the moment, prospects look decidedly glum. In the words of Maurice Strong, "never have the rich felt so poor." The governments have agreed to talk about money at what will be the final conference preparatory meeting in New York in March. There is a rumour that Japan might be preparing a rich financial package – as much as US \$10 billions. On the other hand, the Americans are broke and the Europeans are obsessed with Eastern Europe. Technology transfer is also a staple of these international discussions, but when the developing country rhetoric of technology transfer on "preferential and non-commercial terms" and the developed country homilies on the sanctity of intellectual property are stripped away, little progress seems to have been achieved.



Michael McParlane

The substantive centrepiece of the Rio conference is an ambitious set of documents called "Agenda 21." This document runs to hundreds of pages and contains a set of action plans on everything from toxic wastes to poverty, economic growth and the environment. It will also contain a series of price tags, adding up to the sorts of billions of dollars mentioned earlier. Previous international conferences have seen most such documents "pre-negotiated" in preparatory committees, but little progress has been made with the stickier parts of Agenda 21 and governments will have to work at least minor miracles in New York to get it ready for Rio.

There seems surprisingly little pressure on governments to come to agreements at Rio. The developing countries seem determined to hold out for a comprehensive deal. In fact, many of their delegations would be given a hostile reception if they returned home with only an action plan on "northern" issues. At the same time, the multi-billion dollar price tag on this deal has allowed many of the developed countries to ignore the whole thing as unrealistic. The present US administration under George Bush, worried about a neo-isolationist opposition determined to criticize it for excessive attention to foreign issues, and leery of substantive changes in US energy policy, will attempt to block real progress on climate change.

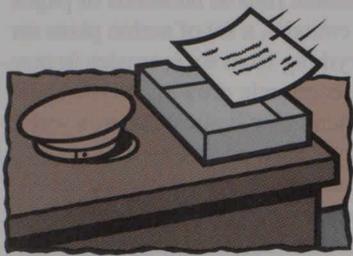
And Canada? The Canadian delegation under John Bell of External Affairs and Arthur Campeau of Environment Canada, has been consistently among the best led and most effective in the preparatory process. However, now that the conference is entering its last, most crucial session, it is becoming clear that Canada has little to offer on many of the key questions. These require the kind of Cabinet involvement and high level political leadership that has not yet been forthcoming.

PREVIOUS UN CONFERENCES ON THE ENVIRONMENT, WATER, DESERTS AND renewable energy have concentrated exclusively on the problems of developing countries, but this time the global nature of the issues facing UNCED will require the developed countries to take the first step towards a solution. At home, there seems to be little understanding of the relationship between Canadian domestic policy and our ability to influence the course of the negotiations. Agenda 21 presents a vast array of issues, many of them areas of provincial jurisdiction. If Canada is to play a positive role, much remains to be done in setting our priorities and consulting with provinces on central issues such as forestry, climate change and fisheries.

For instance, Canada is the highest per capita user of energy in the developed world. Although the government has pledged to freeze carbon dioxide emissions at 1990 levels by the year 2000, it is well known that few steps have been taken to achieve that goal. Canada has led the discussions on forestry in the Rio preparatory process, yet our domestic forestry policies are widely perceived to be unsustainable. The epithet "Brazil of the North," coined by the Brazilian Environment Minister, is beginning to stick.

In early February, in a move that offers at least the hope that Cabinet is now seized with the problem, the Prime Minister gave his old friend Mr. Campeau, in addition to his current responsibilities at Environment, the job as his Personal Representative to UNCED with ambassadorial rank. Nonetheless, if the Prime Minister is to join his other colleagues in some meaningful actions in Rio, several mountains will need to be moved in the next two months. □

## DEFENCE NOTES



### Soviet Nuclear Arsenal

■ Amidst continued political upheaval in the former Soviet Union, the command and control of the Soviet nuclear arsenal dominated defence issues through the winter months. The specific location of strategic nuclear weapons in the former Soviet Union is well understood because the data exchanges required by the recently completed agreement between the US and USSR to reduce strategic nuclear weapons (START) provide detailed information on their deployments. Russia aside, the Ukraine, Kazakhstan and Belarus are home to 352 ICBMs, 70 strategic bombers and 3,138 associated nuclear warheads. The largest concentration is in the Ukraine, which has 176 ICBMs and two heavy bomber bases. Kazakhstan has one bomber base and 104 of the formidable SS-18 ten-warhead ICBMs. Belarus is the base for 72 mobile SS-25 ICBMs.

In contrast to the geographically limited deployment of the strategic nuclear forces, approximately fifteen thousand tactical nuclear weapons are distributed throughout the CIS republics. Of these, more than 9,000 are in Russia, 2,700 in Ukraine, 650 in Kazakhstan, and in excess of 1,000 in Belarus. In contrast also to the strategic weapons, the tactical weapons may be subject to less strict control, including the possibility that older systems might be fired mechanically without the use of an electronic key.

Meeting in Brest on 8 December 1991, the leaders of Russia, Ukraine and Belarus signed a declaration creating the Commonwealth of Independent States (CIS). In Article 6 of the declaration the parties agreed to "common control over nuclear armaments which will be regulated by special agreement."

Two weeks later, at Alma Ata

Two weeks later, at Alma Ata on 21 December, Kazakhstan, the fourth of the republics home to Soviet strategic nuclear forces, joined the others in the nuclear weapons agreement. The four republics also designated Marshall Yevgeny Shaposhnikov as commander of the armed forces. Since the larger republics later made plans to establish their own armed forces, it seemed likely that Shaposhnikov's most important task would be to command the strategic forces under the joint control of the four republics.

Following his resignation on 25 December, Mikhail Gorbachev handed Shaposhnikov a black briefcase containing the nuclear command codes for Soviet strategic forces. In early January, Shaposhnikov was reported to have said that only two such briefcases existed: "One is in the possession of the President of Russia, and the other is in my hands." At about the same time, however, Ukraine President Leonid Kravchuk was quoted as saying: "In a few days a device will be installed in my office that will be able to, when necessary, block the nuclear button."

Meeting in Minsk on 30 December, the eleven CIS republics formally recognized "the need for joint command of strategic forces and for maintaining unified control of nuclear weapons and other weapons of mass destruction" of the former Soviet Union. The power of decision on the use of nuclear weapons was conferred on the president of the Russian Federation "in agreement with" the heads of the three other nuclear republics.

The Minsk agreement also described plans for the elimination of all nuclear weapons outside the Russian Federation. The Ukraine will dismantle its strategic nuclear weapons by the end of 1994, and its tactical weapons by July 1992. No schedule is set out for Belarus, but in both cases the elimination will involve the "participation" of Russia. Some ambiguities remained about the republic commit-

ments to denuclearization. Belarus officials, for example, have since indicated that their desire to become non-nuclear will necessarily be affected by political considerations, especially diplomatic recognition by the West.

The elimination of the strategic forces in Kazakhstan is not mentioned in the Minsk agreement. At the Alma Ata meeting Kazakhstan declined to join the other republics in promising to join the Non-Proliferation Treaty, giving rise to fears that Kazakhstan might seek to obtain sole possession of the nuclear weapons on its territory.

Finally, although the Ukraine has reiterated its intention to eliminate the strategic nuclear forces on its territory, military and political tensions between the Ukraine and Russia have raised further questions about the disposition of tactical nuclear weapons. In particular, the two republics have been at odds over the disposition of the Black Sea fleet. In early February it was still unclear how the balance of the Black Sea fleet – 2 helicopter carriers, 54 submarines and 43 surface combatants – would be divided. Elements of the fleet are known to be equipped with tactical nuclear weapons.

### US Nuclear Arsenal and Defence Budget

■ In his State of the Union message on 29 January, President Bush announced cuts in the US strategic arsenal which, as subsequently elaborated in the administration's 1993 budget request, bring the existing plans for force modernization to a halt. Bush announced that B-2 bomber production would end after completion of the twenty planes already procured. The small, mobile ICBM programme (Midgetman) is cancelled, as is the SSN-21 Seawolf attack submarine. All new production of the MX ten-warhead missile will be stopped, the production of the advanced cruise missile will be ended at 640 missiles, and production of the advanced W-88 warhead for the Trident II missile

will be halted. With the end of the W-88, all new warhead production in the US has ended.

Combined with a number of other changes in US military force development, the thrust of the administration's 1993 defence budget request is to change the emphasis of US military posture from the previous concern with war in Europe, to flexible forces able to respond to regional conflicts. The budget request is for US\$277.9 billion, which constitutes a 7 percent reduction from 1992.

### Star Wars

■ In the midst of cuts in the strategic forces, the Strategic Defense Initiative (SDI) appears to be prospering. The SDI budget will increase approximately 30 percent in FY 1993 to US\$4.36 billion. The programme is now intended to provide Global Protection Against Limited Strikes (GPALS), defined as the capability to repel an attack consisting of 200 warheads. It is focused on early deployment of a ground-based ballistic missile defence, followed by the addition of a space-based system. Brilliant Pebbles is now defined as system that would place 1,000 small, non-explosive missiles in orbit. Brilliant Eyes is a space-based surveillance and tracking system.

While both Brilliant Eyes and Brilliant Pebbles would require amendment or abrogation of the Anti-ballistic Missile Treaty (ABM) signed by the US and USSR in 1972, the ground-based system proposed for deployment in 1996 would, in its first phase, be compatible with the treaty. Boris Yeltsin is apparently less concerned than his predecessor about the preservation of the ABM Treaty. In addressing the January summit of the Security Council, he called for a joint SDI programme, arguing that it would engage Soviet scientists who might otherwise "drift abroad and spread nuclear technology into other countries." □

– DAVID COX

## REPORT FROM THE SECURITY COUNCIL



### New Secretary-General

■ On 21 November, the Security Council voted to elect Egyptian Deputy Prime Minister, Dr. Boutros Boutros-Ghali as Secretary-General. He officially replaced Javier Perez de Cuellar on 1 January. Boutros-Ghali, who received eleven yes votes and four abstentions in a secret ballot, won out over Zimbabwe's Finance Minister, Bernard Chidzero. His election was portrayed as a victory for African countries who had insisted the next leader of the world body be someone from their continent.

### Summit Of The 15

■ On 31 January, with the publicly declared aim of reinforcing the new Secretary-General and the world body as a whole, British Prime Minister John Major organized and presided over a special summit session of the Security Council. Major, who is expected to call an election this year, and whose profile was generally expected to be enhanced by the summit, succeeded in drawing the heads of government of thirteen out of fifteen Council members to the event, with the foreign ministers of Hungary and Zimbabwe filling in for their heads of government.

During their meeting, the leaders adopted a joint declaration calling for, among other things: the Secretary-General to submit to the Council by July 1992 recommendations for "strengthening and making more efficient ... the capacity of the UN for preventive diplomacy, for peacemaking and for peacekeeping," and further suggesting that the analysis cover the role of the UN in "identifying potential crises and areas of instability"; a worldwide ban on chemical weap-

ons; and greater efforts to restrict the proliferation of nuclear weapons and weapons of mass destruction.

### Mission to Cambodia

■ In a possible prelude to an equal, if not larger, peacekeeping operation, the Council voted unanimously 8 January to dispatch 1,124 UN personnel to Cambodia. The task of this mission, was to begin clearing mines, and to train local personnel in mine clearance. The force would join the United Nations Advance Mission in Cambodia (UNAMIC) which is already there. The action was prompted by a desire to facilitate the later deployment of the much larger United Nations Transitional Authority in Cambodia (UNTAC).

### Condemning Israeli Deportations

■ On 6 January, the Council voted unanimously to adopt a resolution that "strongly condemns" Israel's decision to deport twelve Palestinian civilians from the Occupied Territories. It was the strongest language ever backed by the US against Israel in the UN. The vote came as the Jordanian, Lebanese, Palestinian and Syrian negotiators postponed their departures for peace talks in Washington in protest of Israel's plan. After the vote, the delegations announced they would travel to Washington to resume negotiations.

### Yugoslavia's Fragile Cease-fire

■ On 27 November, the Council voted unanimously to "strongly" urge the parties in the Yugoslav conflict to comply with a cease-fire agreement signed four days earlier in Geneva, Switzerland. However, fighting continued and on 15 December, the Council voted unanimously that "conditions for establishing a peacekeeping operation in Yugoslavia still do not exist." At the same time it endorsed an offer by the Secretary-General to send a small group of military and civilian personnel to prepare for the deployment of a peacekeeping operation. The group was to be attached to the

mission of his personal envoy to Yugoslavia, former US Secretary of State, Cyrus Vance.

On 8 January, the Council voted unanimously to send fifty military liaison officers to Yugoslavia as a cease-fire entered its fifth day (adopted 3 January). It was the fifteenth cease-fire adopted by the warring parties. The liaison officers were posted in the military headquarters of the Serb-dominated Yugoslav National Army and the Croatian People's Guard. Among other things, the role of the officers was to facilitate communication between the two sides and help them resolve difficulties. Council members hoped that the dispatch of the liaison officers would be a prelude to a much larger operation possibly involving up to 10,000 UN troops.

### Embargo Against Somalia

■ On 23 January, the Council voted unanimously to impose an arms embargo against Somalia and to call for a cease-fire in the ongoing conflict. Prompted by humanitarian concerns, the action was viewed as further proof of the Council's willingness to intervene in domestic conflicts. The UN arms embargo is the fourth currently in effect. Apart from Somalia, they have been imposed against Yugoslavia, Iraq and South Africa.

### Peace in El Salvador

■ On 14 January, the Security Council voted unanimously to enlarge the mandate of the UN Observer Mission in El Salvador (ONUSAL) to include verification and monitoring of peace agreements. The move came on the same day that Salvadoran rebel and government leaders reached a final peace accord here during UN-sponsored negotiations. Apart from monitoring the separation of the two warring sides, the 1,098 UN personnel will ensure the maintenance of public order while a new national civilian police is created. The peace accord was viewed as another in a long string

of diplomatic victories for the UN in the wake of the Cold War and the efforts by the superpowers to resolve regional disputes.

### UNFICYP's Overdraft

■ On 12 December, the council unanimously extended the mandate of the UN Peacekeeping Force in Cyprus (UNFICYP) for another six months. During a speech, deputy Canadian Ambassador Philippe Kirsch warned that UNFICYP's financial problems had reached crisis proportions. Over the years, Canada along with Britain and Austria, have sought to have UNFICYP funded through assessed contributions rather than voluntary ones, but a majority of permanent members are not in favour. The result, said Kirsch, is that accumulated arrears in UNFICYP's account stood at US\$186.1 million and continue to grow.

Kirsch also said Canada was disturbed by the lack of a negotiated settlement. He warned, as Ottawa has many times in the past, that if a settlement continued to elude the UN, it would be necessary for the Council to undertake a thorough review of the long-term future of the force. The Secretary-General noted in a report to the Council that UNFICYP's financial crisis "imposes a most unfair burden on the troop-contributing countries."

### Other Council Business

■ On 23 January, the Council unanimously recommended to the General Assembly that the former Soviet republic of Kazakhstan be granted UN membership. This was the first non-Baltic republic to be admitted. The Council was weighing the application of four others – Armenia, Kyrgyzstan, Uzbekistan and Tajikistan.

■ On 29 November, the Council renewed the mandate of the UN Disengagement Observer Force (UNDOF) which has been supervising the cease-fire between Israel and Syria since 1974. □

– TREVOR ROWE

## REPORT FROM THE HILL



### Foreign Policy Priorities

■ In a speech on 10 December, the Secretary of State for External Affairs Barbara McDougall outlined three major foreign policy priorities for Canada in the 1990s: strengthening cooperative security, creating sustainable prosperity, and securing democracy and respect for human values.

As defined by the Minister, strengthening cooperative security refers to the desirability of establishing a more cooperative world order based on the rule of law, especially through a stronger UN. Sustainable prosperity means sustaining a high standard of living through improved productivity, an attractive investment environment for industries of the future, and secure access to international markets through international trade negotiations. Securing democracy and respect for human values involves the encouraging of respect for human rights, the rule of law, democratic principles and sound government.

### McDougall's Travels

■ The Minister visited Kiev, Moscow and Prague for a series of important meetings at the end of January. In Kiev, she held talks with Ukrainian President Leonid Kravchuk and signed a declaration formally establishing diplomatic relations between Canada and the Ukraine, as well as upgrading the status of Canada's consulate general in Kiev to that of an embassy.

From Kiev, McDougall travelled to Moscow where she led the Canadian delegation to the multilateral round of the Middle East peace negotiations, 28 and 29 January. The meeting established five international working groups on key issues affecting the Middle East: arms control, environment, economic development, water shar-

ing, and refugees. Ms. McDougall agreed that Canada would chair the working group on refugees, which is first expected to meet in Ottawa in late April or early May.

Finally, the Minister was in Prague to attend the second meeting of the Council of Ministers of the Conference on Security and Cooperation in Europe (CSCE). In her speech to the Council, she stressed Canada's concern about nuclear non-proliferation and conventional arms transfers. A decision was taken by the Council to admit ten new republics, most of them in Central Asia and the Transcaucasus region, of the former Soviet Union.

### MPs in China

■ Earlier in January, three Members of Parliament found themselves embroiled in controversy during a visit to the People's Republic of China. The privately-sponsored trip, organized by Chinese-Canadian advocacy groups which have flourished since the 1989 Tiananmen Square massacre in Peking, involved NDP External Affairs critic Svend Robinson (Burnaby-Kingsway), Conservative Geoff Scott (Hamilton-Wentworth), and Liberal Beryl Gaffney (Nepean). During their visit, the MPs had aggressively pursued human rights abuses with an itinerary which included visits with the families of dissidents and a request to visit a normally off-limits Beijing jail holding many prominent political prisoners.

On 6 January, however, the MPs' van was surrounded by about one hundred armed police officers and soldiers who escorted them to the airport and forced them to board a plane bound for Hong Kong. External Affairs Minister McDougall denounced the expulsions as an "affront to the institution of Parliament."

### Peacekeeping Force in Trouble

■ A report of the Foreign Relations Committee of the United States Senate released on 5 Febru-

ary condemned the United Nations for failing to respond to ceasefire violations and threats by Moroccan forces to fire on unarmed British, American, Canadian and other officers acting as UN military observers in Western Sahara. It suggested that the peacekeeping operation was in jeopardy because of mismanagement and possible financial irregularities. It also stated that the peacekeepers' military commander, General Armand Roy of Canada, was on the verge of recommending that Canada withdraw its military contingent. This was subsequently denied by the Department of National Defence, but it was clear that substantial difficulties persist.

### Activity in the Commons

■ The House of Commons resumed sitting on 3 February, following its Christmas break. In February, the Commons Committee on External Affairs and International Trade opened a series of four weekly panel sessions on the new republics of the former Soviet Union and Canadian relations with them.

The Commons Defence Committee visited Europe from 29 January through 12 February to examine Canada's security role on the continent. The Committee, chaired by Arnold Malone (Crowfoot), held hearings on the issue before the Christmas break. It travelled to Moscow, Prague, Vienna, Berlin and Brussels.

In early December, the chair of the Commons Committee on External Affairs and International Trade, John Bosley (Don Valley West), spoke at a conference held in Prague, Czechoslovakia, organized by the Canadian Institute for International Peace and Security and the Institute for International Affairs, Prague. The conference was held to discuss and evaluate the future role of the Conference on Security and Cooperation in Europe (CSCE), and its various processes and mechanisms. Mr. Bosley reminded the participants of Canada's founding role in

the CSCE and of the government's commitment to its continued growth and evolution.

### Budget Fallout

■ On 25 February, Don Mazankowski tabled his first budget since becoming Minister of Finance. The government's determination to fight Canada's deficit without raising taxes had important implications for a number of organizations, including the Canadian Institute for International Peace and Security. In an effort to "streamline" certain governmental operations, a total of forty-six agencies, boards, commissions or corporations were eliminated, consolidated, deferred or privatized. Among those eliminated were CIIPS, the Economic Council of Canada, the Science Council of Canada, and the Law Reform Commission, all with headquarters in Ottawa, and the International Centre for Ocean Development in Halifax.

Bernard Wood, CIIPS Chief Executive Officer, told a 2 March press conference that the Institute would continue to exist until Parliament passed legislation to dismantle it. The Institute was created by an act of Parliament in 1984. However, Wood also said that the Institute's management must take into account "the unequivocal intention of the Government to wind up the Institute and to 'transfer the necessary continuing resources to the Department of External Affairs.'"

Another significant change announced in the budget was to advance the planned withdrawal of Canadian troops from Europe, and to end plans for Canadian involvement in a task force stationed in Europe. Although Canada remains committed to sending a brigade back to Europe in an emergency, the Finance Minister predicted that these and other changes would cut defence spending by a total of \$2.2 billion over the next five years. □

— GREGORY WIRICK

## ARMS CONTROL DIGEST



### New Reductions in Nuclear Weapons

■ In his State of the Union Message on 29 January, President Bush revealed that he had told President Yeltsin that if the Commonwealth of Independent States (CIS) accepted the earlier American proposal for a total ban on land-based, multiple-warhead (MIRVed) ballistic missiles, the US would reduce the number of its submarine-launched ballistic missile warheads "by about one-third," and would also convert a "substantial portion" of its strategic bombers to "primarily conventional use."

The earlier American proposal had been rejected on the grounds that it would eliminate the strongest element of the (former) Soviet missile force while leaving untouched the submarine-launched and bomber-carried weapons in which the US remains superior.

Under the new Bush proposal, the US would totally eliminate its force of 50 MX missiles with 500 warheads (the most modern element of its ICBM force), 1,000 of its Minuteman III ICBM warheads, and 1,156 of its submarine-launched ballistic missile (SLBM) warheads, as well as a "substantial" but unspecified number of bomber-delivered weapons. Each side would reduce its total of strategic nuclear warheads to between 4,400 and 5,000, in the US case approximately half the number permitted under the START Treaty (and almost 7,000 fewer than at present).

Despite Bush's characterization of Yeltsin's "early response" as "very positive," the Russian President, in a wide-ranging speech on Russian television the following day, did not directly address the American offer. Yeltsin proposed the creation of an international agency for nuclear arms reduc-

tion, eventually to control the entire "nuclear cycle" from the production of fissionable materials to the dumping of nuclear waste.

Regarding strategic nuclear weapons, he announced a series of unilateral cuts and pledged to reduce overall strategic weapons totals to START-mandated levels within three years, instead of the planned seven (or even more quickly, "if there is mutual understanding with the United States"). He also proposed the mutual renunciation of the development of new types of long-range, air-launched cruise missiles; the scrapping of all existing long-range, nuclear-armed, sea-launched cruise missiles; and ending the "combat patrols" of ballistic missile submarines. Finally, Yeltsin announced that proposals for deeper reductions, to the level of 2,000 to 2,500 strategic nuclear warheads on each side, had been prepared. Yeltsin reiterated Russia's allegiance to the ABM Treaty as "an important factor of maintaining strategic stability in the world," but also declared: "We are ready to develop, then create and jointly operate a global defence system, instead of the SDI system."

On other arms control matters, he announced that Russia intended to join the Missile Technology Control Regime; would abandon its reservation to the 1925 Geneva Protocol concerning the right of retaliation with biological weapons; and would adopt domestic legislation to regulate the export of materials, equipment, and technologies that could be used to make nuclear, chemical, or biological weapons or "combat missiles." He indicated there would be a delay in the timetable for the destruction of chemical weapons under a 1990 agreement with the US.

After meeting at Camp David on 1 February, Bush and Yeltsin announced that two summit meetings would be held later in the year. They were unable to reach agreement on any specific arms control proposals, but announced that detailed negotiations would

begin with a visit by US Secretary of State Baker to Moscow in mid-February. The following day, US Defence Secretary Dick Cheney reportedly rejected Yeltsin's proposal for deeper cuts in strategic offensive arms, stressing the importance of preserving adequate numbers of ballistic missile submarines for stability. While calling the Russian proposal for joint missile defence "a major breakthrough," he nevertheless declined to alter the US position against sharing such technology with Moscow.

### North Korea and the Bomb

■ Concern escalated during the fall about North Korea's suspected nuclear weapons programme. The North signed the Non-Proliferation Treaty in 1985, but had since failed to meet the requirement to conclude a safeguards agreement with the International Atomic Energy Agency (IAEA).

On 11 December, at a meeting of the two Korean prime ministers, South Korea disclosed that all US nuclear weapons had been removed from its soil and proposed simultaneous "pilot" inspections of the Kunsan Air Base in the South (where the last American nuclear weapons were believed to have been stored) and Yongbyon in the North (where a reprocessing facility was believed to be under construction). Two days later, the two Koreas signed an Agreement on Reconciliation and Non-aggression. Among other things, it called for the creation within three months of its entry into force of a "Joint Military Committee" to "discuss and carry out" various confidence-building measures and phased arms reductions.

After a series of expert meetings at the end of December, North and South declared agreement in principle not to "test, manufacture, produce, accept, possess, store, deploy or use nuclear weapons" or "possess nuclear reprocessing and uranium enrichment facilities," and to "implement inspections of installations selected by the other

side and agreed upon by both sides," following procedures to be specified by a Joint Committee for Nuclear Control to be set up one month after the Declaration's entry into force. North Korea also reportedly promised to sign and ratify the IAEA safeguards accord before the next prime ministerial meeting in February if the US and South Korea cancelled their annual "Team Spirit" military exercises (which they announced a week later they would do).

The Non-Nuclearization Declaration was signed by the two prime ministers on 20 January, and expected to enter into force (along with the Reconciliation and Non-aggression Agreement) a month later. On 30 January, the North signed its IAEA safeguards agreement, but a senior official reportedly suggested that the ratification process could take as long as six months. In direct talks with the North, the US was said to have given it a deadline (possibly April) to allow inspection of its nuclear sites or face international sanctions. Many analysts feared that a delay, especially given the Iraqi experience in successfully hiding its nuclear weapons program from IAEA inspectors, would allow North Korea to do likewise.

### UN Arms Register Created

■ The UN General Assembly on 9 December voted 150-0, with two abstentions, to establish a Register of Conventional Arms. The proposal grew out of an old idea, revived by Canadian Prime Minister Mulroney in February 1991, to discourage excessive arms transfers by publicizing them. The voluntary register, opened on 1 January 1992, initially applies only to transfers of battle tanks, armoured combat vehicles, large calibre artillery systems, combat aircraft, attack helicopters, warships, missiles, and missile systems. An expert group is to report next year on ways of extending it to include lighter arms, production sites, and national weapon stocks. □

- RON PURVER

## REVIEWS



### **Battle Lines: The American Media and the Intifada**

Jim Lederman

*New York: Henry Holt and Company,  
1992, 342 pp., \$37.95 cloth*

■ Jim Lederman's study is not so much about the media and the *intifada*, as about the way in which international protagonists, policy-makers and the fourth estate are caught in a dangerous dance of manipulation and influence. Lederman's exploration of this dynamic "information loop" raises important issues about the power and responsibility of the media in the new information age.

Lederman grounds his analysis in long field experience in the region: a foreign correspondent stationed in Jerusalem since 1966, he has worked for the Canadian Broadcasting Corporation and National Public Radio. A great strength of this work is that the analysis does not treat the media's reaction to the *intifada* as a piece of isolated history. The author deftly illustrates that the reporting that took place during the *intifada*, and the *intifada* itself, were the result of cumulative incremental changes in relationships and perceptions of the four protagonists he analyzes: Israel, the Palestinians, the American media and American foreign policy makers.

The author's desire to provide historical context to his analysis is laudable, yet in a book of such an ambitious scope, gaps are inevitable. The danger with gaps when writing on the Middle East is that they can be regarded as an indication of bias. Scholars and journalists alike have suffered attacks against their "objectivity" while treading in this political minefield.

Although no political agenda is declared, *Battle Lines* is a political book. Lederman is skilled at dishing out criticism to all of the players he scrutinizes; however, he is much less attuned to the nuances on the Palestinian side of the divide. One gap in understanding is the failure to capture the dynamic nature of the interaction between Palestinians resident in the occupied territories and those living in the diaspora. This linkage is important because it plays a principal role in creating grassroots support for the Palestine Liberation Organization (PLO) among Palestinians in the occupied territories. Lederman uncritically subscribes to the argument that there is no indigenous support for the PLO and that the PLO imposes its leadership there through cooptation and intimidation. No doubt this was one tool employed by the PLO to guard against rival leadership from time to time, however, it is only part of the story and belittles the genuine grassroots loyalty to the organization.

This same paradigm is used to negate the role of the PLO in the unfolding of the *intifada*. Lederman is accurate when describing the frustration of the younger generation of Palestinians at the corruption of the "cadillac revolutionaries." But again, this is only part of the story. The widespread Palestinian recognition of the problems in the PLO and the need for reform is more akin to airing dirty laundry than disowning the PLO entirely.

Lederman's impatient dismissal of the *intifada*'s political impact is curious given his obvious concern for history:

The PLO's inability to extricate itself from its old and bankrupt presumptions was the death knell for the *intifada*. The eventual tacit acceptance of Israel's right to exist extracted by the

United States from Yasir Arafat that autumn with such obvious difficulty was too little, too late. By the fall of 1988, one year after it began, the fate of the *intifada* had been decided.

True, the PLO was unable to fully seize the political opportunity presented by the *intifada*, but it can be argued that there has been a fundamental shift in the way in which the international community perceives the Palestinian problem. The current peace process, the leverage that the US is willing to mount against Israel, and the recognition of the centrality of the Palestinian question, is in part a function of the learning curve of an international community (especially North American audiences) highly influenced by the *intifada*.

A final example of insensitive political interpretation is the one-sided use of the word "terrorism." Lederman uses the term often to describe violent Palestinian acts against both civilian and military targets. However, many journalists working in the Middle East concur that the word "terrorism" has been so widely abused in Middle East politicking, it has become virtually meaningless. Robert Fisk, veteran Middle East correspondent, has written: "'Terrorism' no longer means 'terrorism.' It is not a definition; it is a political contrivance. 'Terrorists' are those who use violence against the side that is using the word." If the term is to be used at all, it should be applied evenhandedly, regardless of the nationality of the perpetrators.

This book's true value is that it raises important issues concerning the impact of the media on foreign policy decision making: why are some countries chosen for coverage and others not; is the reporting fair to all parties to a conflict; what is the place of the press in the modern political firmament; how much of a story is shaped by a reporter's personality and views.

In a fascinating expose of what he calls "Washington rules,"

Lederman contends that the American media are driven by the need to make highly complex problems both comprehensible and relevant to "Joe-Six-Pack." Once a simplistic story-line has become entrenched, it can distort the perception of events, preventing both journalists and audiences from acquiring new understanding. It is in the discussion of this "information loop" that *Battle Lines* makes a singular contribution.

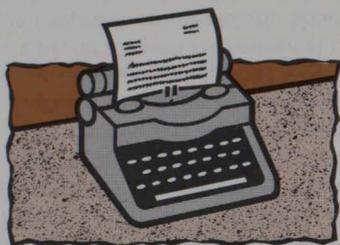
As described by Lederman, the loop works this way: a correspondent's report on an event or conflict, together with reaction from US officials if the story is important enough, gets looped back to the local population by satellite or facsimile, shaping the perceptions and actions of the local participants. Lederman says that in the case of the *intifada*, this feedback caused Palestinians to realize that had carried their cause to the highest echelons of the American administration, adding further momentum to the uprising. Meanwhile, television images created pressure in the US for immediate action, resulting, in this instance, in Secretary of State George Schultz's ill-fated peace mission. The media helps to make revolution in foreign lands, then walks away to leave the consequences to the local people.

While *Battle Lines* is bound to create controversy, it would be a shame if the debate focussed only on Lederman's political interpretations to the exclusion of his piercing analysis of the relationships between the media and policy-makers. — *Deirdre Collings*

*Ms. Collings is a research fellow at the Institute and coordinator of the Institute's project on Lebanon.* □

Reviews of French language publications can be found in *Paix et Sécurité* "Livres" section.

## LETTERS TO THE EDITOR



### Why We Are In Europe

■ Regarding the back-to-back of articles on Canadian defence policy ("Defence Policy for Nice Country") and European security ("Waking Up to Reality in Post-Revolution Europe") in your Autumn 1991 edition: It would have been useful to have [had] an unfortunately-absent third article. Desmond Morton stated the obvious in noting the importance of examining the entrails of the past when attempting to peer into the fog of the future. We appear once again determined to undertake one of our periodic withdrawals into our North American shell while awaiting to be drawn into the next European conflict. That this has occurred twice in this century already seems of little consequence.

Very little has changed in Europe. A unified multi-polar Europe was to be the motor for a new world order. Instead, it has produced yet another conflagration in the Balkans, the disintegration of the Soviet empire, and a resurgent Germany. Hardly the recipe for a peaceful future. Canadian strategic priorities obtain from our geographic position in the world and our traditional historical relationships with other nations – strong ties with Europe, and a need to balance the overwhelming influence of the US in North America.

Unfortunately, National Defence policy planners, in constantly seeking to reinvent the wheel, seem to be no students of history. Missing the obvious connection between current events in Europe and the future of Canadian security highlights the chronic myopia of Canadian political and military decision-makers. It implies that we are doomed to distinguish ourselves once again in future battles which we should have been able to prevent in the first place.

Canadian security interests are best defended by preventing conflicts beyond our shores. Active engagement – politically, economically and militarily – in the restructuring of post-Cold War Europe is the most effective means of ensuring these security interests are met.  
*R.E. Stansfield, Aylmer, Quebec*

### Stein and Gray, Comic Relief

■ The articles by Janet Gross Stein and Charlotte Gray [Autumn, 1991] on the aftermath of the Gulf War in the Middle East and Canada provided welcome comic relief. Stein writes that the war was "launched to defend the principle of state sovereignty and the legitimacy of state borders," while Gray claims that "for the first time ever, in August 1990, the Security Council was unanimous."

The Security Council has come to many unanimous decisions, but some are rather instructive. Consider the Security Council's 15-0 vote on 5 June 1982 calling for a ceasefire along the Israel-Lebanon border. (Israel replied by invading Lebanon the next day.) That day a unanimous vote demanded that "Israel withdraw all its forces forthwith and unconditionally to the internationally-recognized boundaries of Lebanon." However, no steps were taken to enforce these and many other resolutions and Israeli soldiers remain in southern Lebanon.

Consider the 15-0 vote on 22 December 1975 after the Indonesian army's invasion of East Timor, demanding that Indonesia "withdraw without delay" and "respect the territorial integrity of East Timor." However, as with the votes on Lebanon, this was just a show. The

American UN Ambassador, Daniel Moynihan, had orders from the State Department to ensure that "the United Nations prove utterly ineffective in whatever measures it undertook," as he candidly explained in his memoirs. Thus Indonesian soldiers remain in East Timor. So much for the "principle" of sovereignty and the legitimacy of borders.

Stein also states "the three principal American political objectives for the post-war period": "economic redistribution from rich to poor in the Arab world, expansion of political participation, and a resolution of the Arab-Israel conflict." She rightly concludes that "none are likely to be met." But were these the real post-war American objectives or just propaganda?

Previous strong US support for anti-democratic Arab monarchies and dictatorships (who have no interest in income redistribution) and two decades of blocking an Arab-Israeli settlement offer more than a little evidence. Stein invites us to believe that US planners are altruistic bumblerers who seek peace, democracy, and a just distribution of income for people less fortunate than themselves. They utterly fail to attain these noble goals, but apparently by accident attain for the US unprecedented power and influence. As Daffy Duck likes to say, "It is to laugh."  
*Rod Hill, Department of Economics, University of New Brunswick, Saint John*

### Defining Journalistic Boundaries

■ With regard to Jean Pelletier's "When To Speak Out, When To Keep Silent," [*Peace & Security*, Winter 1991/92] I covered the same

story from Teheran that he did – the 444-day American hostage crisis. I admired his journalism but I take issue with two of his hypotheses: "The ayatollahs knew in November '79 that in order to get their own way with the US, they would have to reach into the living rooms of America," Pelletier writes.

First, there was no cabal of ayatollahs plotting strategy against the Americans. By then, Khomeini was the single source of spiritual guidance of the largely Western-educated cabinet of Mahdi Bazar-gan. The other four grand ayatollahs had been shunted aside. Second, neither Khomeini nor the populist Islamic grassroots movement cared a whit about the West. The ones who did – Bazargan and his cabinet of westernized technocrats – were overthrown precisely because of it. Third, the hostage-taking was engineered by a few dozen angry, misguided students. There's no proof that the government, let alone Khomeini, had advance knowledge.

The seige did take on a life of its own, especially with increasing American media and White House attention. It was then hijacked by militant clergymen to force out the moderates and grab power. But the event certainly was not an ayatollah-ian plot to "blackmail" Jimmy Carter through TV images.

In his prescription for media reportage of hostage-taking, Pelletier writes: "The search for truth demands caution and a sense of what the boundaries are." Fine, except that he never defines those boundaries. It's one thing to bemoan, as he does, American proclivity to exaggeration – hyped-up hostage news coverage, yellow ribbons, xenophobia. It's quite another to come up with sensible guidelines for reporting hostage-taking incidents, international or local. Would Pelletier have not aired the FLQ communique, while the lives of Pierre Laporte and James Cross hung in balance?

*Haroon Siddiqui, Editorial Page Editor, The Toronto Star* □

### Institute Grants and Scholarship Programmes – An Important Notice

■ With the winding up of the Canadian Institute for International Peace and Security, the future of its grants and scholarships programmes (as well as all its other programmes) is not known. We intend to honour existing commitments and to obtain the earliest possible indications from the Government of whether it will be possible to proceed further with existing competitions for scholarships and grants. All applicants will be advised as soon as any information is available. In the meantime, they are requested not to contact our offices on this matter.

## LETTER FROM PRAGUE BY SUSAN GREENBERG



**The pictures on the evening news were compelling, and the whole country watched. The television clip showed leading figures in the Czechoslovak parliament, radical advocates of the anti-communist "purge," displaying secret files to an American journalist to prove their point about a disputed case.**

Just a few weeks earlier, one of them, parliamentary deputy Stanislav Devaty, had denied ever meeting the journalist. His special investigating commission had always turned down requests to explain its evidence against fellow deputy Jan Kavan – accused of being a police collaborator – because of the need to protect state secrets.

At the very least, then, the film appeared to catch a blatant lie; at most, a criminal offence. The hunter was being hunted. The "Commission-gate" episode which ended the January session of parliament dominated the news, not least because the commission had set itself up as a guardian of moral purity. Parliament devoted hours of hand-wringing discussion to the issue, ignoring piles of urgent legislation.

The accused commission members responded with a paranoia which typifies the current mood of Czechoslovakia; they argued that the television clip should not have been shown and denounced a plot to discredit their work. Anything which makes them look ridiculous was subversive because it made parliament and democracy look ridiculous – so the ridicule must stop.

The Kavan case is controversial, and will probably be debated for years to come. But Commission-gate was not the only thing to weaken parliament's popularity. Just a few days earlier, the session had thrown out a whole set of proposals offered by the president, arch-democrat Vaclav Havel, to prevent a constitutional crisis over Slovak demands for greater autonomy. They would have allowed him more powers to break a deadlock in parliament – for example, by calling a referendum.

It was not just a personal defeat for Havel, it was a defeat for parliament too. A constituent assembly elected nearly two years ago after the "velvet revolution" had failed in its specified task to agree on a new constitution. Havel launched the initiative two months earlier, when politicians failed again to agree on a formula to keep the country together. In dramatic speeches – including an appearance at a balcony above Wenceslas Square – he called on the public to take the matter out of the hands of politicians by showing their support for a referendum.

### **"The changes, designed to make an unworkable parliament more workable, couldn't pass because the parliament was already unworkable."**

Over a million signatures were piled high on the parliament's plenum to meet his call, but the gesture meant nothing. The changes, designed to make an unworkable parliament more workable, couldn't pass because the parliament was already unworkable. A split of the country into Czechs and Slovaks is still hanging over the horizon – an ever-present worry, like having a friend with a terrible illness and always expecting the telephone to ring with news of the worst.

But now there is something to take everyone's minds off the problem – "Kuponova privatizace." In a country where the word "stock market" used to be criminal, every teacher and taxi driver discusses how to invest their coupon books and swap tips about companies. Once the sell-off begins in earnest,

probably in April, the coupon books can be exchanged for shares in the thousands of state-owned companies being sold to private hands – the biggest mass-privatization in history.\*

There have been inevitable problems and fears, fuelled by the complete lack of regulation and the growth of investment management funds. Especially to Western eyes, accustomed to gloomy stories of financial scandal, the behaviour of many local funds is alarming. Many have made risky promises of "guaranteed" high returns – at odds with the experimental nature of the programme – and others have been criticized for aggressive selling techniques. Agents of one fund were found promising food hampers to the inmates of an old people's home if they signed over their coupon books.

The funds have taken their cue from the finance ministry in charge of the whole scheme, which argued for minimal regulations. Finance

the politician is now clearly paramount. His former close friend Tomas Jezek, privatization minister for the Czech republic, has argued several times for a delay in the launch of the voucher scheme. He was concerned to encourage competing projects for each business, so the current "old structure" company managers didn't win control by default.

More recently, he has argued that people would have been encouraged to invest directly into a company as the government preferred, rather than rush to the funds, if the finance ministry had waited until a list of companies available had been made public before the scheme opened for business. Mr. Klaus has resisted any delay on economic grounds, saying it would cost the country money and give the wrong message about their determination to press ahead with quick change. But he also has a political agenda. Each voucher has the finance minister's signature on it, and he has calculated on vouchers turning into votes at the June elections.

After two generations of unfreedom, it is hard to find the right balance. Extreme mood swings – from total state control to official chaos – are all part of growing up. But it can lead to some trying moments. That's why the courts in Bratislava are frightened to risk charges of censorship by bringing charges against the Slovak publisher of the notorious anti-semitic forgery, *Protocols of the Elders of Zion*. That's why the manager of a trendy – and noisy – new disco pooh-poohs the hurt feelings of local residents, and insists that planning permission is unknown in a market economy.

And that's why the car park attendant outside my home, dreaming every night of the car that got away, screamed "Bolshevik!" when I insisted on my right to free residents' parking. □

– Susan Greenberg is the Prague correspondent for the British daily *The Guardian*.

\*Book of coupons or vouchers are purchased by Czechoslovak citizens and can be invested, singly or in multiples, into various state-owned enterprises. This can be done in two ways, directly into an industry or factory of the coupon-holder's choice, or by signing over coupons to "investment funds" which, in exchange for future returns, accumulate large numbers of coupons for investment in many enterprises. Some eight million people have purchased coupons, twice as many as was anticipated.